

Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

2026 - 2032

+d'infos sur
dracenie.com

DRACÉNIE
PROVENCE VERDON
agglomération



NOS ÉLUS ONT LA PAROLE

« En tant que Vice-Président délégué à la gestion des déchets et au développement économique, je considère que la prévention des déchets est un levier essentiel pour conjuguer transition écologique et développement du territoire.

L'élaboration du PLPDMA est le fruit d'un travail collectif qui nous permet aujourd'hui de disposer d'une feuille de route concrète et évolutive. Cette démarche traduit notre volonté d'agir ensemble, d'écouter, de partager les expériences et de construire des solutions adaptées, tant pour réduire les déchets à la source que pour mieux gérer les déchets résiduels. Elle devra s'appuyer sur l'engagement de tous les acteurs du territoire, notamment les entreprises, les commerçants et les artisans, afin de faire de cette problématique un véritable projet d'amélioration et d'innovation pour notre territoire. »



Marcel FLORENT
8e Vice-Président
Développement économique/
Gestion et Valorisation
des Déchets
Maire des Arcs-sur-Argens

« Face aux enjeux de demain, notamment en matière de réduction des déchets, nous engageons un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ambitieux. Construit autour de cinq piliers, ce projet nous concerne tous. Nos habitudes de consommation doivent évoluer et tendre vers des pratiques plus responsables et durables. C'est pourquoi plus de 30 actions ont été identifiées afin d'atteindre nos objectifs.

Parmi elles, l'innovation et le numérique ont toute leur place. Le numérique, désormais présent dans tous les aspects de notre quotidien, sera un outil essentiel pour créer des liens entre les acteurs, favoriser le partage des connaissances et développer les mises en relation. L'innovation devra également savoir surprendre pour trouver les meilleures façons d'accompagner les changements à venir car nous ne pourrons pas tout faire évoluer du jour au lendemain. Il nous faudra prendre le temps, trouver les bonnes méthodes et faire preuve de créativité pour faire évoluer nos usages, nos pratiques et nos modes de consommation. »



Vincent LAPIE
Membre du Bureau
Numérique et innovation
Maire de Châteaudouble

A l'heure où le dérèglement climatique nous impacte au quotidien, réduire la quantité de déchets que nous produisons devient essentiel. Essentiel car ils impactent la qualité de nos lieux de vie, notre pouvoir d'achat mais aussi notre propre santé au travers de ce que nous mangeons ou respirons. Essentiel car ils sont le symptôme d'un modèle économique du tout jetable qui est sans issue pour l'avenir de notre planète et de nos enfants. En Dracénie, nous voulons faire de cet enjeu une responsabilité et un choix collectifs qui mobilisent aussi bien les services publics, les entreprises que les citoyens. Nous voulons également faire un pari, celui d'entamer un virage plus vertueux, celui de l'économie circulaire.

Le plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés est une première réponse. En agissant à la fois sur la réduction de ceux-ci et sur la volonté de voir certains de nos déchets comme les ressources de demain, il redonne du sens à nos gestes de tri, un sens qui doit servir dès aujourd'hui la transition écologique et le dynamisme économique de notre territoire.

La transition c'est maintenant !



Thierry BELADEN
15e Vice-Président
Transition écologique
et énergies renouvelables
Maire d'Ampus

SOMMAIRE



PARTIE 1
PRÉVENTION DES DÉCHETS



1.1 Qu'est ce que la prévention des déchets ? 11

1.2 Qu'est ce qu'un PLPDMA ? 13

1.3 Que dit le cadre réglementaire ? 15

1.4 Les autres programmes de l'agglomération 19



PARTIE 2
TERRITOIRE ET COMPÉTENCE DÉCHETS

2.1 Présentation du territoire 25

2.2 La compétence déchets - Diagnostic et bilans 35

2.3 RPQS 2025 : bilan d'activités chiffré 45

2.4 Actions 2020/2025 49



PARTIE 3

ELABORATION DU PLPDMA



3.1 Elaboration du PLPDMA 59

3.2 Les objectifs du PLPDMA 65

3.3 La stratégie 69

3.4 La communication 71



PARTIE 4

ACTIONS DU PROGRAMME

4.1 Axes et actions 2026 - 2032 75

4.2 Les fiches action 2026 - 2032 80

4.3 Le Budget et ETP 159

Conclusion / Lexique 163



INTRODUCTION

Depuis quelques années, notre EPCI a fait face à un volume croissant de déchets ménagers et assimilés, en raison de l'augmentation de la population et des habitudes de consommation. Face à ces enjeux, il devient essentiel d'engager une démarche proactive pour mieux gérer ces déchets, prévenir leur production et favoriser leur valorisation. Ce PLPDMA s'inscrit dans une dynamique de transition écologique et de développement durable et dans la transversalité au sein de la collectivité.

Dracénie Provence Verdon agglomération s'engage dans son premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés pour la période 2026-2032. Selon les cadres réglementaires européens, nationaux, régionaux et locaux, la prévention apparaît comme le mode de gestion prédominant des déchets ménagers et assimilés (DMA) produits sur le territoire par les ménages et les entreprises. Le PLPDMA sera mis à disposition du public sur les sites internet de Dracénie Provence Verdon agglomération.

Le programme s'échelonne sur 6 ans à l'issue desquels un bilan devra être rédigé.

Le PLPDMA s'inscrit dans une démarche plus globale de prévention environnementale portée par le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le Programme Territoire Engagé Transition Ecologique (TETE) de l'ADEME : programme de référence dédié aux collectivités, notamment aux EPCI, pour faciliter la structuration et la mise en oeuvre de leur politique territoriale de transition écologique sur un champs d'action complet : performance énergétique des bâtiments publics, mobilité douce et durable, énergies renouvelables, réduction et valorisation des déchets.

La démarche d'élaboration du PLPDMA s'est déroulée de la manière suivante :

- Des actions sur le terrain pour pallier l'urgence territoriale, budgétaire et climatique de 2020 à 2025 : conséquence liée à la fermeture du Centre d'enfouissement du Balançan au Cannet des Maures en 2018 et ouverture d'un nouveau Centre d'enfouissement de Bagnols en forêt (2022). De plus, ce centre d'enfouissement récent est confronté à des réglementations plus restrictives qui ne nous permettent pas d'évacuer la production effective d'OM du territoire.
- Ces actions ont abouti à un programme global réglementaire constituant le volet prévention des déchets du territoire.

En pratique, un document a été rédigé : le **règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés** sous la forme de règles à connaître et à appliquer par les usagers et les producteurs de déchets ménagers.

L'objet de ce règlement est de définir et de délimiter le service public de pré-collectes et de collectes des déchets ménagers et assimilés sur le territoire communautaire, notamment :

- les obligations de présentation des déchets au service de collecte,
- les différents déchets et les conditions de réalisation de la collecte,
- les droits et obligations de chacun dans le cadre du service proposé.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à toute personne physique et morale, occupant une propriété en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire, travaillant pour une entreprise, une association, un établissement public ainsi qu'à toute personne itinérante séjournant sur le territoire de la DPVa.

Est producteur de déchets, toute personne qui a produit des déchets et/ou toute personne qui a effectué des opérations de prétraitement, de mélange ou autres conduisant à un changement de nature ou de composition de ces déchets.
Est détenteur, le producteur ou la personne physique ou morale qui a les déchets en sa possession.

- La période de compilation des actions et de sa mise en forme a été conduite à partir de mars 2025. Des actions test et novatrices ont été impulsées sur l'année 2026 : formation des salariés sur les déchets d'activité économiques, la mise en place d'une distinction territoriale pour les entreprises vertueuses, le déploiement des composteurs individuels et partagés et la mise en place d'indicateurs de réduction de déchets dans le contrat de collectes…
- Après l'adoption de notre délibération en décembre 2026, le nouveau plan d'actions sera mis en place de 2026 à 2032 afin d'améliorer notre communication face aux acteurs locaux, afin de se professionnaliser et d'accompagner, entre autre, le monde économique vers une nouvelle stratégie de réduction et de valorisation de leurs déchets. L'objectif est de continuer à sensibiliser le plus grand nombre, et à réduire la production de nos déchets sans oublier de s'engager vers une économie circulaire (en relation avec l'étude de préfiguration EIT lancée par le développement économique de DPVa en fin d'année 2024).



PARTIE 1

PRÉVENTION DES DÉCHETS

1.1 Qu'est ce que la prévention des déchets ? 11

1.2 Qu'est ce qu'un PLPDMA ? 13

1.3 Que dit le cadre réglementaire ? 15

1.4 Les autres programmes de l'agglomération 19





1.1 QU'EST CE QUE LA **PRÉVENTION DES DÉCHETS ?**

La prévention des déchets est définie par le code de l'environnement (article L. 541-1) comme étant « toutes mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

La quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits ; Les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine ; La teneur en substances nocives pour l'environnement et la santé humaine dans les substances, matières ou produits. »

La prévention des déchets est donc l'ensemble des mesures et des actions prises en amont (notamment au niveau de la conception, de la production, de la distribution et de la consommation d'un bien) visant à réduire l'ensemble des impacts environnementaux et à faciliter la gestion ultérieure des déchets. Elle implique notamment la réduction des déchets produits, la réduction de leur dangerosité ou toxicité et l'amélioration de leur caractère réutilisable ou valorisable.

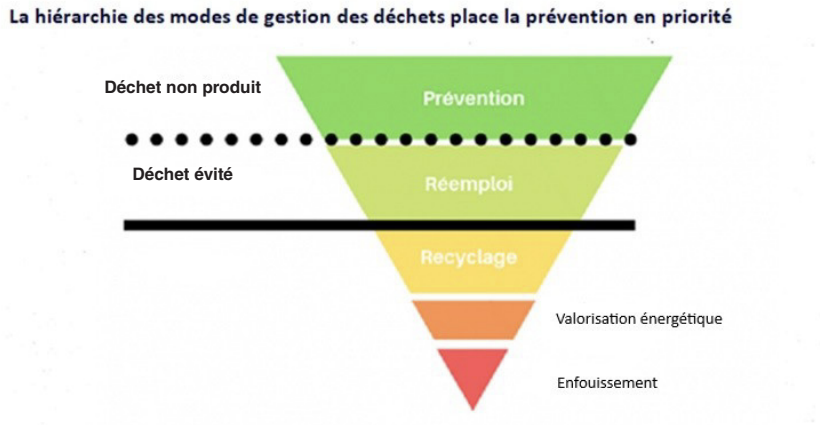
Le meilleur déchet
est celui que l'on ne produit pas !

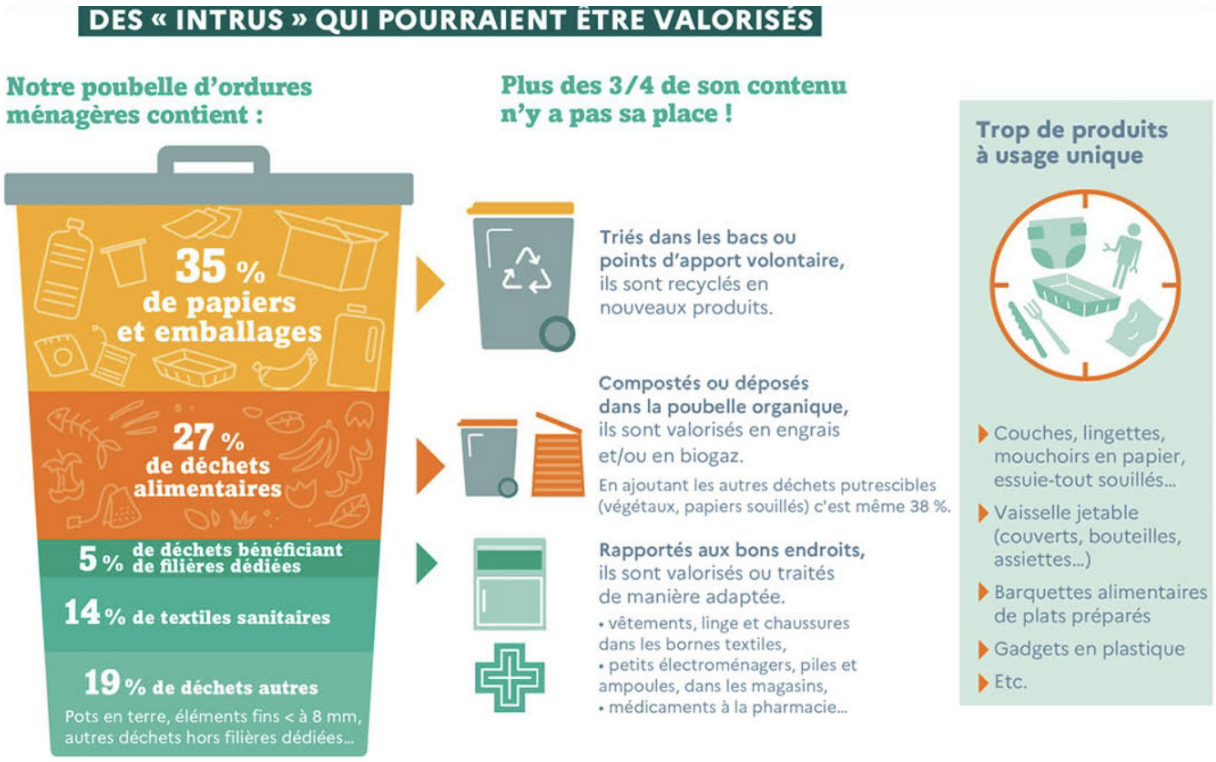
Le second meilleur déchet
est celui qu'on valorise !



La hiérarchie des modes de traitement constitue le socle juridique de la gestion des déchets, tendant à privilégier la réduction des déchets, et leur réemploi puis le recyclage. Il s'agit d'une norme européenne et française, qui doit théoriquement être poursuivie par tous les acteurs de la gestion des déchets, et dans tous les secteurs.

L'article L. 541-1 II du code de l'environnement donne la priorité à la réduction des déchets et instaure une hiérarchie des modes de traitement. Les juges rappellent de plus en plus fréquemment cette disposition, à l'occasion de différents contentieux, ce qui témoigne de la volonté croissante d'appliquer concrètement ce principe légal.
Source : article de l'association zéro waste France.





Source : MODECOM™ 2017 – Campagne nationale de caractérisation des déchets ménagers et assimilés – ADEME

Ce schéma, issu des données de la campagne nationale MODECOM 2017 de l'ADEME, illustre la composition de nos poubelles d'ordures ménagères et met en évidence la forte proportion de déchets qui n'y ont pas leur place.

En effet une grande majorité (plus des trois quarts) du contenu d'une poubelle classique pourrait être trié ou valorisé au lieu d'être jeté avec les ordures ménagères :

- 35 % de papiers et emballages : triés, ils permettent d'être recyclés en nouveaux produits.
- 27 % de déchets alimentaires : compostés, ils peuvent être valorisés sous forme d'engrais et/ou de biogaz. En y ajoutant les autres déchets putrescibles (végétaux, papiers souillés), cette proportion atteint même 38 %.
- 5 % de déchets bénéficiant de filières dédiées : lorsqu'ils sont rapportés dans les endroits appropriés, ils bénéficient d'un traitement adapté :

  - Vêtements, linge et chaussures dans les bornes textiles ;
  - Petits électroménagers, piles et ampoules dans les magasins ;
  - Médicaments en pharmacie.

- 14 % de textiles sanitaires (notamment les couches) restent en majorité des déchets ultimes.
- 19 % de déchets autres :pots en terre, éléments fins (< 8 mm) et autres déchets hors filières dédiées.

Un problème majeur : l'excès de produits à usage unique parmi les ordures ménagères :

- Textiles sanitaires jetables : couches, lingettes, mouchoirs en papier, essuie-tout souillés...
- Vaisselle jetable : couverts, bouteilles, assiettes...
- Barquettes alimentaires de plats préparés.
- Gadgets en plastique et autres objets similaires.

En conclusion, ce schéma démontre qu'en adoptant de meilleures habitudes de tri (poubelle jaune, compost/biodéchets, points de collecte spécifiques) et en réduisant les produits à usage unique, nous pourrions réduire considérablement le volume de nos ordures ménagères non valorisées.

1.2 QU'EST CE QU'UN **PLPDMA ?** UN CONSTAT :

QU'EST-CE QU'UN PLPDMA ?

Le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) est un **document de planification** qui vise à coordonner les actions des pouvoirs publics et des organismes privés pour prévenir et gérer les déchets ménagers et assimilés. Il précise notamment les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre. Il concourt à la mise en oeuvre des objectifs nationaux de prévention, de réduction et de gestion des déchets.

L'élaboration de **programmes de prévention des déchets ménagers et assimilés** (PLPDMA) est **obligatoire depuis 2012** en vertu de la loi du 12 juillet 2010 dite « loi Grenelle II ». Auparavant, les programmes de prévention étaient une démarche volontaire. Les collectivités qui se lançaient bénéficiaient d'un soutien technique et financier de l'ADEME.

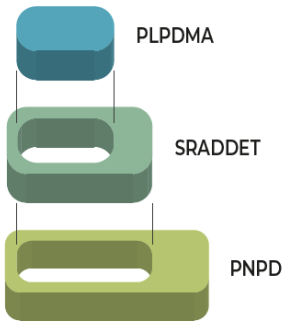
Le contenu et le processus d'élaboration des PLPDMA sont précisé dans le décret du 10 juin 2015 relatif aux PLPDMA. Ainsi, celui-ci doit notamment inclure un état des lieux, des objectifs de réduction des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), un **plan d'actions** permettant d'atteindre ces objectifs et des **indicateurs de suivi.**

Les PLPDMA sont élaborés pour 6 ans. Ils doivent inclure un objectif de réduction des DMA compatible avec les objectifs des plans ci après :

La réglementation française définit trois niveaux de mise oeuvre des politiques publiques de prévention des déchets :

Au niveau local : le PLPDMA qui doit être compatible avec les 2 autres programmes :

- Au niveau régional (SRADDET)
- Au niveau national (PNPD)



1 SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

2 PNPD : Programme National de Prévention des Déchets

3 AGEC (loi) : Loi relative à la lutte Anti-Gaspillage et Economie Circulaire

OBJECTIFS D'UN PLPDMA

Il s'agit donc de coordonner les actions des pouvoirs publics et des acteurs privés pour réduire, prévenir et gérer efficacement les déchets ménagers et assimilés. Ce plan vise à sensibiliser les citoyens et à améliorer la collecte, le tri et le traitement des déchets, tout en préservant l'environnement et en optimisant les coûts de gestion :

- **Prévenir la production de déchets** en favorisant une consommation responsable.
- **Optimiser la gestion des déchets** à travers des pratiques de tri, de recyclage et de valorisation.
- **Sensibiliser et éduquer :** Mener des actions de sensibilisation à la gestion des déchets, au recyclage et à la réduction de la production de déchets. **Impliquer les citoyens, les entreprises locales et les acteurs privés** dans la réduction et le recyclage des déchets.
- **Coordonner les efforts des pouvoirs publics et des acteurs privés** (services de collecte, entreprises de recyclage, commerces…) pour une gestion cohérente et efficace des déchets.
- **Réduire l'impact environnemental** des déchets grâce à des solutions écologiques et durables.

Le plan vise à produire moins de déchets, à mieux trier et à valoriser les déchets produits, dans l'objectif d'atteindre le « zéro enfouissement » d'ici 2030 et le « zéro déchet » d'ici 2040.



1.3 QUE DIT LE **CADRE RÉGLEMENTAIRE ?**

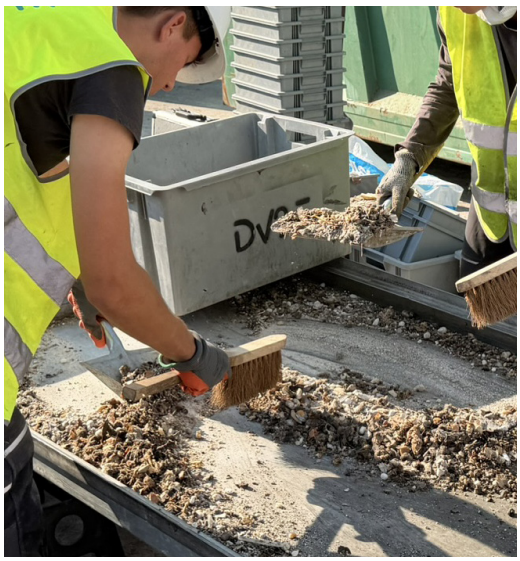
DES OBJECTIFS FIXÉS PAR LA RÉGLEMENTATION

LOI AGEC (ANTI-GASPILLAGE POUR UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE)

- **Réduction des OMR :** L'objectif est de diminuer de 15 % les déchets ménagers et assimilés (DMA) produits par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010, soit un objectif de 502 kg/habitant. Cependant, selon l'ADEME, la production de déchets est passée de 590 kg/habitant en 2010 à 611 kg/habitant en 2021.
- **Enfouissement des DMA :** La loi AGEC vise à limiter à 10 % la part des DMA admis en installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) d'ici 2035, ce qui représente environ 3,3 millions de tonnes, contre 7,9 millions de tonnes en 2021.
- **Valorisation énergétique :** Un objectif de valoriser énergétiquement au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025 est fixé. En 2021, environ 50,4 % des DMA nécessitaient toujours un traitement spécifique, dont 29,8 % étaient envoyés dans des installations thermiques de déchets.

ADEME

- **Réduction des OMR :** L'ADEME soutient l'objectif de réduire de moitié les quantités de déchets ménagers et des entreprises admis en décharges d'ici 2025, soit près de 10 millions de tonnes de réduction par rapport à 2013.
- **Tarification incitative :** Cette mesure permet une réduction moyenne de 30 % des OMR, avec des impacts positifs sur le tri sélectif, notamment une augmentation de 17 % des flux d'emballages/papiers et de 10 % du verre



LE PNPD (PLAN NATIONAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS 2021-2027)

- Réduire de **10 % les déchets ménagers et assimilés** par habitant entre 2010 et 2020 Recycler **55 % des déchets non dangereux non inertes** (DNDNI) en 2020, puis atteindre **65 % en 2025.**
- Valoriser **70 % des déchets du BTP** (bâtiment et travaux publics) en matière dès 2020.
- Réduire les quantités de déchets **enfouis de 30 % d'ici 2020**, puis **50 % en 2025,** comparé à 2010.
- Mettre en place le **tri à la source des biodéchets d'ici 2025.**
- Étendre les **consignes de tri à tous les emballages plastiques d'ici 2022.**

SRADDET (SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES)

Les SRADDET, élaborés par les régions, définissent des objectifs en matière de gestion des déchets. Bien que les objectifs spécifiques varient d'une région à l'autre, ils visent généralement à réduire la production de déchets, à favoriser le recyclage et la valorisation, et à limiter l'enfouissement des déchets.

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) définit des objectifs ambitieux pour la gestion des déchets à l'horizon 2030, en cohérence avec les engagements nationaux et les priorités régionales.

> Objectifs de réduction des déchets et des OMR

Selon le SRADDET, la région vise à :

- **Réduire de 10 %** la production totale de déchets non dangereux ménagers et d'activités économiques d'ici 2025 par rapport à 2015, soit environ 600 000 tonnes évitées en 2025 et 2031.
- **Réduire de 15 %** les quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010.
- **Réduire de 50 %** les déchets admis en installations de stockage de déchets non dangereux non inertes d'ici 2025 par rapport à 2010.
- **Limiter à 10 %** la part des déchets ménagers et assimilés admis en installations de stockage d'ici 2035.
- Biodéchets : **réduction de 50 % d'ici 2025 et 61 % d'ici 2031.**
- Déchets verts : **réduction de 20 % d'ici 2025 et de 25 % d'ici 2031.**

> Valorisation matière et économie circulaire

Le SRADDET promeut également la valorisation des déchets :

- **Valoriser 65 %** des déchets non dangereux non inertes en 2025.
- Développer le réemploi et augmenter de 10 % la quantité des déchets non dangereux non inertes faisant l'objet de préparation à la réutilisation.

Ces objectifs s'inscrivent dans une stratégie régionale visant à transformer les déchets en ressources, à limiter l'utilisation du plastique et à encourager l'économie circulaire.

> Autres dispositifs et objectifs

- **Déchets plastiques :** La loi AGEC fixe un objectif de réduction de 20 % de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici 2025, dont au moins 50 % obtenus par recours au réemploi et à la réutilisation.
- **Les objectifs de réemploi :** 10 % d'emballages réemployés d'ici 2027.

Chaque entreprise doit désormais comptabiliser annuellement ses emballages réemployés

En résumé, bien que des objectifs ambitieux aient été fixés pour la réduction des OMR à l'horizon 2030, les résultats actuels montrent une tendance à la hausse de la production de déchets. Cela souligne la nécessité d'une mise en oeuvre plus efficace des politiques publiques et d'une mobilisation accrue des acteurs concernés.

EN BREF

CADRE RÉGLEMENTAIRE / ORGANISME	Synthèse des objectifs principaux
LOI AGEC	**Réduction des DMA :** -15 % par habitant d'ici 2030 (vs 2010). **Enfouissement :** Limiter à 10 % la part des DMA en stockage d'ici 2035. **Valorisation énergétique :** Au moins 70 % des déchets non recyclables valorisés d'ici 2025. **Plastique & Réemploi :** -20 % d'emballages plastiques à usage unique d'ici 2025 et 10 % d'emballages réemployés d'ici 2027.
ADEME	**Réduction en décharge :** -50 % de déchets admis en décharges d'ici 2025 (vs 2013). **Tarification incitative :** Déploiement pour réduire de 30 % les OMR et stimuler le tri.
PNPD (2021-2027)	**Réduction des DMA :** -10 % par habitant entre 2010 et 2020. **Recyclage & Valorisation :** Recycler 65 % des DNDNI en 2025 et valoriser 70 % des déchets du BTP dès 2020. **Enfouissement :** -50 % de déchets enfouis en 2025 (vs 2010). **Tri :** Généralisation du tri des plastiques (2022) et du tri à la source des biodéchets (2025).
SRADDET (RÉGION PACA)	**Réduction des déchets :** -10 % de déchets non dangereux d'ici 2025 (vs 2015) et -15 % de DMA par habitant d'ici 2030 (vs 2010). **Biodéchets & Déchets verts :** -50 % de biodéchets d'ici 2025 (-61 % d'ici 2031) et -20 % de déchets verts d'ici 2025 (-25 % d'ici 2031). **Enfouissement :** -50 % de déchets stockés d'ici 2025 (vs 2010) et max 10 % d'ici 2035. **Valorisation :** 65 % de DNDNI valorisés en 2025 et +10 % de réemploi.



1.4 LES **AUTRES PROGRAMMES** DE L'AGGLOMÉRATION

LE PCAET - ADOPTION ET CADRE

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) 2024-2030 a été adopté à l'unanimité le 10 décembre 2024 à l'issue de deux années de concertation avec les élus, les citoyens et les partenaires locaux. Ce premier PCAET trace la feuille de route du territoire pour :

- Réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre (-29 % principalement dans les secteurs du transport et des bâtiments), la consommation d'énergie (-18 %) et le développement des énergies renouvelables (multiplier par 3 la production) afin de contribuer à l'atténuation du changement climatique ;
- S'adapter aux évolutions climatiques en anticipant leurs impacts économiques (entreprises, alimentation, tourisme) et en mettant en place des solutions adaptées au territoire ;
- Préserver les ressources et renforcer la résilience locale, en protégeant l'eau, les sols et l'énergie, tout en restaurant la biodiversité, en consolidant la souveraineté alimentaire et en gérant les risques.

AXES D'ACTIONS (43 MESURES STRUCTURÉES AUTOUR DE 5 THÉMATIQUES PRINCIPALES) :

1. L'humain au coeur de la transition : exemplarité des collectivités, implication citoyenne, sensibilisation.
2. Une Dracénie plus sobre et plus efficiente : mobilité durable, transition énergétique des bâtiments, prévention et gestion de déchets.
3. Un territoire qui se tourne vers les énergies renouvelables : déploiement des énergies renouvelables, autonomie énergétique.
4. Vers l'adaptation des pratiques économiques : agriculture durable, autonomie alimentaire, tourisme durable, écosystème économique vertueux.
5. Des espaces source de résilience, préservés et mieux gérés: restauration du cycle de l'eau, végétalisation et biodiversité, risques naturels.

DÉMARCHE PARTICIPATIVE

- La concertation a été placée au coeur du projet : 13 ateliers avec les élus et les partenaires et 5 comités de concertation citoyens ont été organisés aux différentes phases du projet (diagnostic, stratégie, actions). Près de 60 % des actions sont issues de la concertation citoyenne.
- Une mise à disposition du projet au public du 20 octobre au 20 novembre 2024 a permis de recueillir 18 contributions, menant à l'enrichissement final du plan.

POURQUOI LE PCAET EST CRUCIAL POUR LA DRACÉNIE ?

- Il permet de se conformer à l'obligation réglementaire tout en apportant des réponses concrètes à l'urgence climatique.
- C'est aussi un véritable levier pour l'économie locale, la création d'emplois non délocalisables (bâtiment, énergie, agriculture) et pour renforcer l'attractivité du territoire.



LE LABEL TETE DE L'ADEME

« Territoire Engagé pour la Transition Écologique » est une distinction nationale délivrée par l'ADEME destinée aux collectivités qui mènent des actions concrètes en faveur de la transition écologique (climat, air, énergie) et/ou de l'économie circulaire. Il permet également de renforcer la crédibilité de DPVa en matière de transition écologique auprès de nos concitoyens et de nos partenaires. Enfin il a vocation à mobiliser nos agents au travers d'une même démarche partagée donnant s'il le faut encore plus de sens à leurs missions de service public.

- Ce programme a été engagé par la collectivité en 2021.
- Il repose sur une démarche progressive : les collectivités peuvent obtenir une à cinq étoiles, en fonction de leur niveau d'engagement et des résultats atteints.
- DPVa a postulé en juillet 2025 pour obtenir la deuxième étoile du Label sur le volet Climat Air Energie. L'audit de labellisation est programmé en octobre 2025.

Nous pouvons citer quelques actions phares et concrètes réalisées par **Dracénie Provence Verdon Agglomération :**

- DPVa est en contrat électricité verte à 100% via un contrat UGAP depuis 2022 pour l'ensemble des sites.
- Depuis 2018, une politique de décarbonation des véhicules de transports en commun a été engagée aussi bien au travers des marchés passés avec des prestataires que dans le cadre de la politique d'achat des véhicules de la régie de transports. A ce jour, la flotte de transport en commun est à 92 % composée de véhicules à très faible ou faible émission.
- La formation de tous les agents à la transition écologique : Engagé en 2022, près de 30% des agents ont ainsi été formés avec notamment l'outil Fresque du climat.
- le Plan de Mobilité simplifié (PDMs), document de planification volontaire qui structure la politique de mobilité du territoire et définit un plan d'actions, a été adopté en juin 2025.



- Des travaux d'aménagement sur 4 km de la Nartuby, dans la traversée urbaine de Draguignan, permettent de protéger des inondations 152 habitations, 244 activités économiques, 7 ERP et 24 km de routes, sans aggraver le risque en aval, grâce à une retenue d'1 million de m³ et tout en restaurant le bon fonctionnement écologique de la rivière. Ce chantier de 36 M € (financé à 60 % par DPVa) s'achèvera en 2025.
- Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) a obtenu la reconnaissance de niveau 2 par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire en février 2025. Il vise à garantir à tous un accès à une alimentation saine, de qualité, locale et durable. Il ambitionne également d'améliorer l'autonomie alimentaire du territoire, actuellement estimée à 4 %.
- Le label Territoire d'Industrie obtenu en 2023, va s'engager DPVa et le Pays de Fayence dans la définition d'un plan d'actions dédié à la reconquête industrielle autour notamment des thématiques liées à la naturalité (viticulture, oléiculture, plantes à parfum) et à l'éco construction. Parmi les secteurs d'avenir retenus, plusieurs concernent des modes constructifs décarbonés comme le soutien à la filière construction bois autour du pin d'Alep ou le développement de briques en terre crue. Ces secteurs pourraient s'adosser, à terme, sur des filières de formation dédiées sur le territoire.

LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL (PAT) :

LANCEMENT ET CADRE OFFICIEL :

Lancé par délibération en février 2021, DPVa s'est engagé dans une démarche concertée d'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial associant l'ensemble des acteurs du monde agricole et de l'alimentation de la Dracénie.

OBJECTIFS ET AXES THÉMATIQUES :

Le plan d'action du PAT s'organise selon les 4 axes stratégiques suivants :

- Soutenir et développer une agriculture vivrière durable.
- Favoriser une alimentation saine et de qualité en particulier pour les plus jeunes.
- Favoriser une alimentation saine et de qualité en particulier pour les personnes en situation de précarité.
- Veiller à la transversalité des politiques publiques et la mise en lien des acteurs.

AVANCEMENT ET LABELLISATION :

Après l'élaboration d'un diagnostic complété par l'organisation d'atelier de travail, un plan d'action validé par l'ensemble des acteurs a été délibéré par DPVa en décembre 2024 et validé par l'Etat. Ce travail concerté a pu bénéficier d'une subvention de 100 000 € de l'ADEME. Le PAT de la Dracénie reconnu ainsi officiellement de niveau 2 est mis en oeuvre depuis 2025.

ENJEUX TERRITORIAUX SPÉCIFIQUES :

- **Autonomie alimentaire :** Avec une autonomie alimentaire de 4%, la Dracénie vise à renforcer la production vivrière locale.
- **Foncier & eau :** L'accès au foncier agricole et à l'eau sont des enjeux majeurs pour développer les productions agricoles vivrières et faciliter les installations.
- **Alimentation saine et de qualité pour tous :** Avec 16 % des ménages vivant sous le seuil de pauvreté, développer un accès à une alimentation saine et durable pour tous est un enjeu certain pour le territoire. Ces actions passent par l'accompagnement des structures d'aide alimentaire mais aussi via celui des cantines scolaires du territoire



LA DÉMARCHE ECOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE (EIT):

L'écologie industrielle et territoriale est l'un des sept piliers de l'économie circulaire. Son but est d'optimiser les ressources d'un territoire, incluant les énergies, l'eau, les matières premières, les déchets ainsi que les équipements et les compétences.

En 2023, DPVa remporte l'appel à projet EIT, Volet 1 « Amorçage de la démarche », lancé par l'ADEME et la Région Sud.

Son Périmètre : le tissu économique de la Dracénie. Le Déroulé sur 6 mois à compter de septembre 2024.

Phase 1 - Identification du potentiel du territoire sous le prisme de l'EIT.

Phase 2 - Identification de la gouvernance et élaboration d'une stratégie globale et d'un programme de mise en oeuvre de la démarche EIT.

GOUVERNANCE :

Lancement de la démarche (2026-2029) : portage et animation par DPVa, avec le financement d'un poste d'animateur par DPVa et Région/ADEME, dans le cadre de l'AAP EIT Volet 2 (2ème semestre 2025).

PLAN D'ACTIONS 2025-2030 :

- 2025 : en attendant la sortie de l'AAP EIT Volet 2, maintenir la dynamique autour de l'EIT, intégrer l'EIT dans la semaine de la Transition.
- 2026 : recrutement de l'animateur (co-financé par volet 2 AAP EIT) ; mise en place de la gouvernance; communiquer, animer ; mobiliser les acteurs, s'outiller.
- 2026-2029 : identification/accompagnement des synergies ; formation des acteurs ; réflexion sur les modèles économiques visant à pérenniser la démarche.

PARTIE 2

TERRITOIRE ET COMPÉTENCE DÉCHETS



2.1 Présentation du territoire Dracénie Provence Verdon agglomération 25

2.2 La compétence déchets de DPVa - Diagnostic et bilans 35

2.3 RPQS 2025 : bilan d'activités chiffré 45

2.4 Actions 2020/2025 49


EMBALLAGES
INTERDITS
CARTONS
À DÉPOSER ICI EN VRAC
INTERDITS
À DÉPOSER ICI EN SAC FERMÉ
ORDURES MÉNAGÈRES
À DÉPOSER ICI EN SAC FERMÉ
ORDURES MÉNAGÈRES
À DÉPOSER ICI EN SAC FERMÉ
ORDURES MÉNAGÈRES



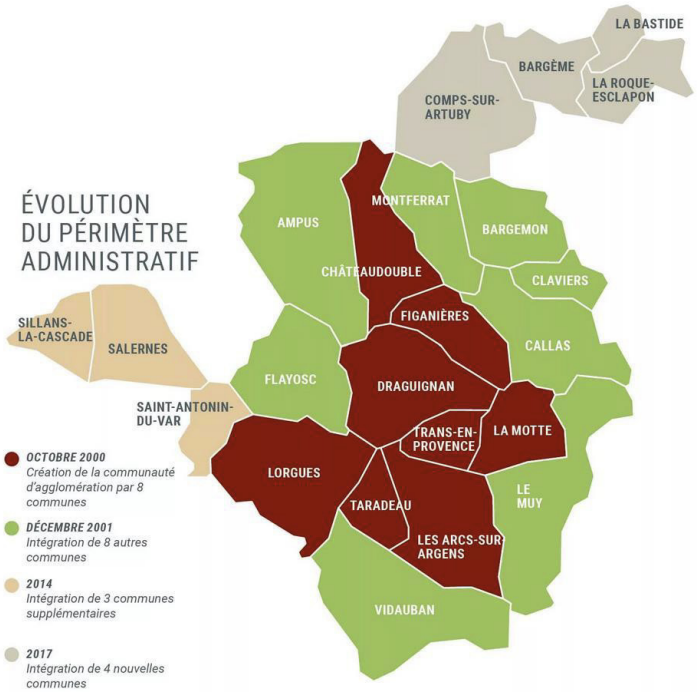
2.1 PRÉSENTATION DU TERRITOIRE
DRACÉNIE PROVENCE VERDON AGGLOMÉRATION

Source : ELCIMAI ENVIRONNEMENT dans le cadre de l'étude de préfiguration d'une démarche EIT sur la Dracénie - chiffres issus de cette étude - 2024

Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa) se situe à mi-chemin des trois grandes métropoles régionales (Marseille, Aix-en-Provence, Nice et Toulon) à proximité de trois grands sites touristiques majeurs : le Verdon, le Golfe de Saint-Tropez et la Côte d'Azur.

Elle constitue la troisième communauté d'agglomération du Var en termes de population, après la communauté d'agglomération Estérel Cote d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée. **Créée en 2000, DPVa regroupe aujourd'hui 23 communes.**

Il s'agit d'un territoire semi-urbain, semi-rural, au coeur de la Provence, entre le Verdon et la Méditerranée, composé à plus de 70% d'espaces boisés (et 55% de forêts), 25% du territoire est reconnu à haute valeur écologique (zones ZNIEFF et sites Natura 2000) et 12% sont des espaces agricoles (la moitié étant dédiée à la viticulture).





LE TISSU ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

L'activité économique se concentre principalement sur la commune de Draguignan au niveau de la zone d'activités économiques Saint Hermentaire-Pont de Lorgues-Brossolette et dans les communes de Le Muy, Les Arcs/Argens, Lorgues et dans les 8 autres zones d'activités reconnues et gérées par DPVa.

LES ENTREPRISES DU TERRITOIRE :

On compte sur le territoire près de **25 000** (24 851) établissements d'après le fichier fourni par le service développement économique de DPVa, qui recense l'ensemble des entités, y compris les associations, les entrepreneurs individuels etc.

Le territoire est très entreprenant et caractérisé par la création des entreprises individuelles qui représentent 62% de la totalité.

Ce grand nombre d'entreprises individuelles pose question sur la pérennité de la démarche EIT, qui à terme sera probablement financée par des entreprises. Si les entreprises sont petites, elles auront peu de moyens à accorder à la démarche. L'INSEE ne répertorie qu'uniquement les établissements actifs en se basant sur le dispositif Flores qui couvre les établissements ayant employés au moins un salarié pendant l'année. Les données mises à disposition sont par ailleurs restreintes aux établissements actifs en fin d'année, ce qui exclut les établissements qui ont cessé leur activité

au cours de l'année. Sont exclus du champ, les établissements relevant du Ministère des Armées (personnes militaires comme civils), les entrepreneurs individuels, les entreprises sans effectif fin décembre 2023, les associations etc.

En retirant ces catégories d'établissements du fichier fourni par DPVa, on retrouve un chiffre se rapprochant de la donnée INSEE (3 901), à savoir **3 601 entreprises** dont environ :

- 2 988 petites et moyennes entreprises (PME)
- 351 entreprises de taille intermédiaire (ETI)
- 262 grandes entreprises (GE)

SECTEURS D'ACTIVITÉS ET LEUR ARTICULATION AVEC L'ESS :

La présente étude s'intéressera particulièrement aux établissements dits « actifs » au sens de l'INSEE.

Parmi eux, le secteur prédominant est le secteur des services (publics et privés) avec 1 661 entreprises, suivi du secteur du **commerce** (723), du secteur de la **construction** (613), de l'industrie (358) puis du secteur de **l'agriculture** (246).



- **723 Commerces**

9% : Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
7% : Commerces d'habillement
7% : Commerces de voitures et véhicules automobiles légers
5% : Commerces alimentaires
4% : Commerces de gros (bois et matériaux de construction)

- **613 Construction**

40% : Travaux de maçonnerie, terrassement, plâtre et gros oeuvre de bâtiment
24% : Travaux d'installation électrique, d'équipements thermique et de climatisation
9% : Menuiserie
7% : Travaux de peinture et vitrerie

- **246 Agriculture**

59% : Culture de la vigne

- **358 Industrie**

55% : Industrie manufacturière (boulangerie, bijoux, meubles, textiles)
30% : Transports et entreposage
9% : Production et distribution d'eau, d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, traitement eau

- **1 661 Services**

17% : Hébergement et restauration
15% : Activités spécialisées : sièges sociaux, conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
13% : Santé humaine et action sociale
10% : Services administratifs
8% : Enseignement
8% : Activités financières

Lien avec le PLPDMA :

Les administrations représentent un taux élevé des établissements employeurs, les actions d'éco-exemplarité sont à prioriser sur le territoire. La construction, le commerce et l'agriculture se placent respectivement à la 2ème, 3ème et 5ème place : ce sont des secteurs qu'il faut prendre en compte vis-à-vis des déchets produits (déchets du BTP et biodéchets notamment). Importance du volet agriculture d'où la mise en place d'un PAT cf paragraphe + haut.

Dans les zones d'activités économiques du territoire, bien que les services demeurent prédominants, les autres secteurs tels que le commerce, la construction et l'industrie occupent une place un peu plus importante, en raison de leur localisation souvent éloignée des centres urbains, offrant davantage d'espace pour les activités nécessitant des infrastructures spécifiques ou une logistique adaptée.

Environ 1 274 entreprises sont implantées dans les zones d'activités économiques (ZAE) du territoire.

14 ZAE en Dracénie : la concentration la plus importante d'entreprises dans la ZAE Saint Hermentaire - Pont de Lorgues - Brossolette, située à Draguignan. Par ailleurs, la commune du Muy se distingue également par une présence significative d'entreprises réparties entre ses deux ZAE. Les zones avec les plus fortes concentrations d'entreprises, pourraient constituer le noyau central d'une démarche d'EIT, car cette densité facilite l'identification de synergies potentielles entre acteurs, comme le partage de ressources, l'échange de flux ou la mutualisation de services.

Les ZAE Saint Hermentaire-Pont de Lorgues-Brossolette, entrée de ville sud de Draguignan et ZAE Le Plan - CC Arcadia sur la commune de Trans-en-Provence sont situées à proximité les unes des autres. L'analyse permet d'observer les points suivants :

Les activités communes sont celles de l'agriculture, la production d'électricité, de gaz, les activités dans le BTP (maçonnerie, terrassement), les commerces (commerces de voiture, de réparation, d'entretien et commerces alimentaires).

On remarque par ailleurs davantage d'activités communes entre la ZAE Saint Hermentaire - Pont de Lorgues - Brossolette et la ZAE Le Plan - CC Arcadia

Cibles : flux d'eau et énergies, bétons, gravats, emballages non ménagers (palettes, big bag, cartons), services et équipement, flux matières (biodéchets), achats groupés

La commune de Salernes présente deux **ZAE, la ZAE La Combe et la ZAE La Baume.**
La ZAE La Combe compte peu d'entreprises dont l'activité est principalement occupée par le secteur des services et de l'industrie. Il sera donc plus difficile d'établir des synergies entre les entreprises de cette ZAE. Il sera cependant possible d'établir des synergies avec les structures de la ZAE La Baume, localisées à proximité.



La **ZAE La Baume** présente également des entreprises dans le secteur industriel (distribution d'eau, production d'électricité et des services, fabrication de meubles, métallurgie, fabrication de carreaux en céramique), dans le secteur des services (hébergement et restauration, activités immobilières, arts). Et également, dans le secteur du commerce (commerces alimentaires, commerces de voitures et réparation) et le secteur de la construction (maçonnerie, installation électrique, menuiserie, peinture et vitrerie).

La commune de Muy, dispose à proximité des **ZAE Les Ferrières et Le Plan :**
Ces deux zones d'activités économiques présentent des entreprises et activités similaires telles que : entreprises de travaux (maçonnerie, menuiserie), des commerces alimentaires, hébergement et restauration, commerces de voiture et réparation, commerces de matériaux de construction

La commune Les Arcs/Argens abrite **4 ZAE : ZAE L'Ecluse, ZAE 4 Chemins, ZAE Pont Rout, ZAE des Bréguières.**

Ces quatre zones d'activités sont situées à proximité les unes des autres. Nous les avons regroupées par deux en prenant en compte la proximité de ces dernières, à savoir la **ZAE L'Ecluse avec la ZAE 4 Chemins, et la ZAE Pont Rout avec la ZAE des Bréguières.**

Les activités communes de la ZAE L'Ecluse et de la ZAE 4 Chemins sont : la construction (maçonnerie, platerie) et le commerce (réparation motocycles, véhicules automobiles légers).

Les activités communes de la ZAE Pont Rout et de la ZAE Les Bréguières sont la logistique, la production d'électricité, les commerces (commerces de voitures, entretien et réparation). A noter que le parc est labellisé PARC+ Niveau 2 depuis 2020. Créé dans une volonté de conjuguer activité logistique et développement durable, le parc est certifié ISO 14001 dès 2009, sur un périmètre global : conception du projet, réalisation et gestion durable du parc.

ZAE les Bréguières a principalement des acteurs dans la logistique et les transports mais disposent quand même d'entreprise dont l'activité est la production électricité (LIDL ENERGIE/ PROMOLARC) et le commerce de véhicules (PASTOR VAR)



- Dans la commune de Bargemon, la **ZAE La Coste** ne présente qu'une entreprise (travaux d'installation électrique). Aucune synergie n'est donc possible dans ce secteur. La zone présente cependant un terrain en vente, un local associatif, des locaux vacants.

- Dans la commune de Vidauban, la **ZAE Le Plan/entrée de ville sud,** présente principalement des entreprises dans le secteur des services (arts et spectacles, et autres activités spécialisées), des entreprises dans le secteur du commerce (commerces de détail, de gros, entretien et réparation de véhicules automobiles légers).

- Dans la commune de Lorgues, la **ZAE entrée de la ville Est,** compte environ 8 entreprises, principalement dans le secteur du commerce (commerces de plantes et d'équipement de bureau). La ZAE accueille également des services privés, une industrie manufacturière, une entreprise d'élevage de chevaux et une entreprise dans la construction.

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) DU TERRITOIRE DE DPVA :

L'économie sociale et solidaire désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

Sur la Dracénie, **241 structures** de l'économie sociale et solidaire ont été recensées en 2024 pour **3 794 salariés.** La part d'entreprises de l'ESS dans le secteur privé s'élève à 7% sur l'agglomération.

Lien avec le PLPDMA :

241 structures de l'ESS : ce constat est intéressant pour la mise en place des actions du PLPDMA ; des partenaires locaux qui pourraient nous accompagner dans les démarches de prévention et de sensibilisation.

De plus avec les 14 ZAE, le travail concerté avec le monde économique sera plus facile au sein de ces regroupements d'entreprises déjà implantées sur le territoire.

CHIFFRES DES RESSOURCERIES VAR

Source : L'OBSERVATOIRE DES RESSOURCERIES ET RECYCLERIES DE PACA - 2024

83
3 Mil-Pa
La Courtoise Ressourcerie (3 sites)
Recyclerie La Source
Recyclerie Lorguaise (2 sites)
Ressourcerie du Pont Levant
Ressourcerie de la Rade (Var Azur récup)



2 recycleries sur le territoire de DPVa !

LA POPULATION :

COMMUNES DU TERRITOIRE :

Le territoire comprend **23 communes,** réparties de 218 habitants (Bargème) à 41 608 habitants (Draguignan) :

> Grandes communes (plus de 10 000 hab.) :

- Draguignan : 41 608 hab.
- Le Muy : 10 107
- Lorgues : 10 096
- Vidauban : 12 869

> Tailles moyennes (3 000 - 8 000 hab.) :

Les Arcs (8 007), Flayosc (4 595), Figanières (2 738), La Motte (3 106), Salernes (3 890), Trans-en-Provence (6 708), Taradeau (1 935), Montferrat (1 729)…

> Petites communes (< 1 000 hab.) :

Ampus (918), Bargème (218), La Bastide (217), La Roque-Esclapon (258), Saint-Antonin-du-Var (816), Sillans-la-Cascade (827), Claviers (728), Comps-sur-Artuby (350), Bargemon (1 451), Châteaudouble (490)…

Lien avec le PLPDMA :

Une population qui augmente - une nouvelle cible : sensibiliser les jeunes et les nouveaux arrivants. Une population diversifiée rurale et urbaine qui implique des actions adaptées : les actions concernant les maisons individuelles (ex : compostage individuel) doivent être priorisées sur certaines communes et pour d'autres il faut penser à des solutions adaptées à l'habitat collectif. En milieu rural, les habitants seront plus sensibles à des actions de prévention en lien avec la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.

Population depuis 1968

	Population		Densité de population (hab/km²)	
Période	Communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération	Var	Communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération	Var
1968	42 580	555 926	46,6	93,1
1975	49 393	626 093	54,0	104,8
1982	61 886	708 331	67,7	118,6
1990	75 002	815 449	82,0	136,5
1999	85 279	898 441	93,2	150,4
2010	100 760	1 008 183	110,2	168,8
2015	107 910	1 048 652	118,0	175,6
2021	110 632	1 095 337	120,9	183,4

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitations principales

Évolution annuelle moyenne de la population entre 2016 et 2022

Chiffres-clés

France : 0,35

Communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération : 0,89

LOG T2 - Catégories et types de logements

Catégorie ou type de logement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**56 046**	**100,0**	**61 443**	**100,0**	**65 399**	**100,0**
Résidences principales	43 376	77,4	47 174	76,8	49 759	76,1
Résidences secondaires et logements occasionnels	7 931	14,2	8 219	13,4	8 547	13,1
Logements vacants	4 739	8,5	6 050	9,8	7 093	10,8
Maisons	*34 283*	*61,2*	*37 385*	*60,8*	*39 095*	*59,8*
Appartements	*20 304*	*36,2*	*22 818*	*37,1*	*24 839*	*38,0*

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024 .

LES QPV : QUARTIERS PRIORITAIRES :

source : RAPPORT ANNUEL 2020 RELATIF À LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE CONTRAT DE VILLE 2015 - 2022 DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION

Sur le territoire de DPVa, 3 quartiers portant sur 2 communes ont été retenus et représentent 8 473 habitants répartis comme suit :

- Pour la ville de Draguignan, le nombre d'habitants identifié dans les territoires prioritaires est de 6 932 soit :

- le quartier centre-ville 4 408 habitants enregistre un niveau de vie médian de 1 162 € et un taux de pauvreté de 40,5 %,

- le quartier les Collettes 2 524 habitants enregistre un niveau de vie médian de 1 173 € et un taux de pauvreté de 36 %.

- Pour la ville du Muy, le nombre d'habitants identifié dans le territoire prioritaire, centre-ville, est de 1 541.

- le quartier prioritaire centre-ville du Muy enregistre un niveau de vie médian de 1 041 €. Le taux de pauvreté est de 49,3 %.

Lien avec le PLPDMA :

Une population de classe moyenne voire précaire. Des actions de prévention ciblées envers ces usagers doivent donc être menées.
Au regard du niveau de vie peu élevé, la prévention doit passer par le développement d'arguments économiques et sociaux pour modifier durablement les comportements.

De nombreux établissements scolaires et périscolaires (liés à la présence de nombreuses familles sur le territoire) poussent à mener des actions de sensibilisation adaptées aux jeunes. Egalement plusieurs familles sans enfant qui peuvent être plus sensibles aux actions sur les activités zéro déchet, la réparation ou le réemploi.

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

Nombre de chômeurs et taux de chômage	2010	2015	2021
Nombre de chômeurs	**6 344**	**7 351**	**6 279**
Taux de chômage en %	14,4	15,6	13,1
Taux de chômage des 15 à 24 ans	27,9	30,3	24,5
Taux de chômage des 25 à 54 ans	12,9	14,0	11,8
Taux de chômage des 55 à 64 ans	10,8	12,6	11,4

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

FAM T2 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	%	Population des ménages	%
Ensemble	**49 999**	**100,0**	**108 043**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	323	0,6	738	0,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	3 775	7,5	10 347	9,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3 380	6,8	8 826	8,2
Professions intermédiaires	7 046	14,1	17 391	16,1
Employés	9 406	18,8	22 665	21,0
Ouvriers	6 177	12,4	16 162	15,0
Retraités	16 775	33,6	26 643	24,7
Autres personnes sans activité professionnelle	3 117	6,2	5 272	4,9

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**29 337**	**100,0**	**31 154**	**100,0**	**32 353**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**11 596**	**39,5**	**12 138**	**39,0**	**11 849**	**36,6**
Familles monoparentales	**3 991**	**13,6**	**4 573**	**14,7**	**5 401**	**16,7**
Hommes seuls avec enfant(s)	685	2,3	803	2,6	1 038	3,2
Femmes seules avec enfant(s)	3 306	11,3	3 771	12,1	4 363	13,5
Couples sans enfant	**13 749**	**46,9**	**14 442**	**46,4**	**15 103**	**46,7**

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

FOCUS SUR LA VILLE CENTRE : DRAGUIGNAN

Draguignan représente 36 % de la population de l'EPCI (Dracénie Provence Verdon Agglomération) : ceci est un **élément stratégique majeur.**

En effet avec près de 36 % de la population de l'agglomération, la ville de Draguignan représente un enjeu central en matière de prévention des déchets. Les actions ciblées sur ce territoire sont déterminantes pour atteindre les objectifs globaux du PLPDMA, tant en volume de déchets évités qu'en mobilisation des habitants. En tant que centre urbain, Draguignan doit également faire l'objet d'approches spécifiques (compostage partagé, réduction du gaspillage en restauration collective…).



POPULATION COMMUNALE

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population *	18 376	21 448	26 667	30 183	32 829	36 601	40 054	39 434
Poids dans l'aire SCoT (%)	43,2%	43,4%	43,1%	40,2%	38,5%	36,6%	37,3%	36,2%
Poids dans l'EPCI (%)	43,2%	43,4%	43,1%	40,2%	38,5%	36,6%	37,3%	36,2%
Densité résidentielle (hab/km²)	341,88	399,03	496,13	561,54	610,77	680,95	745,19	733,66

**attention! La notion de population diffère à partir du recensement de 2006, les changements concernent les étudiants mineurs et majeurs, les élèves, les militaires et les personnes détenues dans un établissement pénitentiaire de la commune*
source : Insee recensements de la population (expl. princ. pour chaque année)



2.2 LA COMPÉTENCE DÉCHETS DE DPVA - DIAGNOSTIC ET BILANS

CONSTAT ET DIAGNOSTIC : Année de référence 2022

La DPVA a **la compétence des déchets ménagers et assimilés** (donc ce que produit un ménage ou ce qui y ressemble), Assimilé = établissement qui ressemble à un ménage de par sa qualité et sa quantité de déchets.

Sur DPVa : producteur < 7000 L de déchets / semaine (70 ménages).
DPVa gère les Points d'apports volontaires, les bacs et les déchèteries.

Plus concrètement, les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) regroupent l'ensemble des déchets gérés par la collectivité (les déchets collectés et traités par le service public).

Déchets ménagers : les déchets produits au quotidien par la vie ordinaire des ménages (restes alimentaires, emballages, verre, ordures ménagères). Déchets assimilés : les déchets issus des entreprises, commerces, artisans ou administrations dont la nature (qualité) et le volume (quantité) sont similaires à ceux des ménages. Il s'agit par exemple des cartons d'un commerce, des papiers d'un bureau ou des restes d'une cantine.

Explication de la règle des 7000 L / semaine : Dracénie Provence Verdon Agglomération (DPVA) a validé ce seuil de production des assimilés à 7000 L/ semaine et au-delà de ce seuil, les professionnels sont exclus de la collecte publique.

Un seuil limite d'assimilé : un professionnel ou une structure est considéré comme « assimilé à un ménage » si sa production reste inférieure à 7 000 litres de déchets par semaine soit environ 7m3 L'équivalent de 70 ménages : la collectivité estime qu'un foyer moyen produit environ 100 litres de déchets par semaine. Produire 7 000 L équivaut donc à l'impact de 70 foyers réunis.

Par conséquent : En dessous de 7 000 L/semaine : DPVA collecte et traite ces déchets via ses infrastructures (bacs, points d'apport volontaire, déchèteries). Au-delà de 7 000 L/semaine : le professionnel est considéré comme un gros producteur. Il ne dépend plus du service public et doit faire appel à un prestataire privé spécialisé pour collecter et valoriser ses déchets.

Les déchets se gèrent sur 3 axes principaux : **environnemental, réglementaire et financier.**

110 000 habitants
90 000 tonnes de déchets par an
Dont 40 000 tonnes en déchèteries
40 000 tonnes en ordures ménagères (=non valorisables)
10 000 tonnes de tri

SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL :

Nos poubelles d'Ordures Ménagères (OM) sont enterrées et non triées. Un déchet mis dans la poubelle verte est souillé et ne peut repartir dans le cycle initial du tri à la source.



LES REFUS : du valorisable mis dans la poubelle des Ordures Ménagères



Centre d'enfouissement Du VALLON des PINS à Bagnols en forêt

En 2022, DPVa a atteint **52% de valorisation matière** (sur le tri à la source) cela signifie que plus de la moitié des déchets gérés par DPVa a une nouvelle vie (bois en meuble, gravats en remblaiement, emballages en emballages..). Néanmoins, cette performance est en deçà des objectifs réglementaires nationaux qui étaient de **55% en 2020.** Les efforts doivent se poursuivre pour atteindre l'objectif de **65% en 2025.**

CE QUI A ÉTÉ FAIT :

- Poursuivre la hausse des collectes sélectives par **le déploiement, entre autre, des PAV** (on divise en moyenne par 5 l'emprunte carbone car on collecte moins souvent et on diminue le coût : en effet un déchet coûte **90 € la tonne quand il est collecté en PAV et 140 € la tonne quand il est collecté en containers.**
- Poursuivre **l'attractivité en déchèteries** car c'est en déchèterie que nos performances de tri sont les meilleures **(>90 % de valorisation).**

SUR LE PLAN TECHNIQUE ET RÈGLEMENTAIRE :

Nos déchets ultimes (ordures ménagères, poubelle verte) - (ensembles des déchets desquels sont retirés les collectes sélectives et déchèteries, soit les 49 % résiduels) sont traités en enfouissement, au Vallon des Pins sur la commune de Bagnols en Forêts.

A ce jour, le Vallon des Pins accepte la totalité de nos déchets ultimes, soit environ 37 000 T/an. Or, en 2025, seulement 17 000 T seront acceptés.

A partir de 2026, il faudra trouver une solution complémentaire au Vallon des Pins.

SUR LE PLAN FINANCIER :

Le service déchets est financé à **plus de 90% par la TEOM** (les 10 autres pour cent sont des recettes issues de certains flux, comme l'électroménager par exemple, ou du paiement des professionnels en déchèterie.)

La TEOM a été fixée en 2008 à **12% de la base foncière.**

A cette époque, les dépenses étaient d'environ 11 M€, pour 12,5 M€ de recettes. La différence positive doit permettre de couvrir les dépenses d'investissement.



Jusqu'en 2022, elle n'a pas évolué, avec pourtant :

- **Une hausse mécanique du coût d'environ 6% par an.** Dès 2015, le coût du service est devenu plus élevé que les recettes, la différence étant prise en charge par le budget général de l'agglomération.
- À partir de 2016, des aléas ont entraîné des coûts supplémentaires à la hausse conjoncturelle : **incendie du quai de transfert des ordures ménagères en 2016** (surcoût de 2,7 M€), et **fermeture du centre d'enfouissement du Balançan en 2018** (surcoût de 10 M€ que nous rembourserons jusqu'en 2026).
- La taxe que nous payons à l'Etat (indépendante de la volonté de la collectivité) **TGAP passe de 22 €/Tonne en 2020 à 61 €/ tonne en 2023 et sera 65 €/Tonne en 2025. Cette TGAP est exponentielle mais elle n'est pas appliquée si notre tri est exemplaire ; d'où l'importance de réduire les OM.**

Malgré ces nouvelles difficultés, il a été décidé de ne pas augmenter la TEOM jusqu'en 2022 où elle est passée de 12 % à 12,6 %. La situation n'est plus tenable, avec **des dépenses de plus 25 M€/an pour les déchets.**

Cette augmentation a donc été insuffisante malgré les différentes réformes menées sur le terrain pour maitriser les coûts. Une nouvelle augmentation vient d'être votée passant la TEOM de 12,6 % à 16 % en attendant de trouver des nouvelles solutions.

Mais cette situation n'est pas propre à la Dracénie !



Face à ce constat, il est décidé la stratégie suivante :

Engager toutes les réformes possibles pour diminuer le coût du service et d'éviter de recourir à une hausse exponentielle de la TEOM.

Ces réformes sont :

- **optimisation des collectes** (priorisation du Point d'Apport Volontaire) permettant à l'usager d'avoir l'ensemble des flux à sa disposition,
- **facturation des professionnels en déchèteries** (la TEOM à comme vocation de couvrir les dépenses des déchets ménagers, et non des professionnels),
- **exclusion des gros producteurs du service** (application de la compétence) Les entreprises générant plus de 7000 litres de déchets par semaine sont passées sous contrats privés,
- **reprise en régie de différentes prestations :** la gestion des déchets verts, la collecte des bacs OM de l'arc nord du territoire, la collecte des emballages et des cartons pour les professionnels, la collecte des encombrants de Draguignan…

Toutes ces réformes nous ont permis de limiter la hausse des coûts du service, et donc de maintenir une TEOM raisonnable.

La distribution de composteurs est une des nouvelles réformes engagées. L'objectif est de doter 8000 foyers à terme, en plus de ceux déjà dotés. Les effets sont considérables :

- **Réduction du poids des ordures ménagères du foyer de 20%** (objectif : - 2000 T/an d'ordures ménagères),
- en plus des bienfaits environnementaux que les maitres composteurs vont développer.

CONTEXTE NATIONAL :

L'évolution de nos modes de vie et de consommation a fait doubler notre production de déchets en 40 ans.

Nous consommons plus et nos produits sont de plus en plus éphémères.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un défi majeur : la réduction de nos déchets. Cette réduction est essentielle et permet :

- De maîtriser voire de diminuer les coûts des déchets pour tous.
- De limiter notre impact sur l'environnement.

CONTRAINTES TECHNIQUES ET RÉGLEMENTAIRES À CE JOUR :

La gestion des déchets est encadrée par plusieurs obligations réglementaires et techniques, notamment :

- **Réduction massive des ordures ménagères résiduelles** (OMR) :Objectif impératif de passer de **39 700 tonnes en 2021 à 17 000 tonnes en 2022** pour répondre aux capacités réglementaires du site du **Vallon des Pins.** En 2025, nous sommes à 32 300 tonnes malgré des efforts considérables, notre territoire est encore loin d'atteindre les 17 000 tonnes ; ce qui explique notamment nos difficultés financières.

- Objectifs de valorisation matière :
  - 55 % en 2020 (DPVa a atteint 53 % en 2025)
  - 65 % à atteindre d'ici 2025.

- Réduction des déchets d'activités économiques : Objectif de -50 % entre 2020 et 2030.



AXES STRATÉGIQUES ET ACTIONS PROGRAMMÉES DEPUIS 2020 :

> Axe 1 : Réformes structurelles obligatoires

- **Gestion en régie :** la gestion des déchets verts, la collecte des bacs OM de l'arc nord du territoire, la collecte des emballages et des cartons pour les professionnels, la collecte des encombrants de Draguignan.
- **Exclusion progressive des gros producteurs des circuits de collecte par notre collectivité.**
- **Modernisation du système de facturation en déchetteries.**
- **Déploiement ou renforcement des Points d'Apport Volontaire (PAV).**

Ces actions visent à **améliorer la performance économique et environnementale** du service public de gestion des déchets.

> Axe 2 : Réduction des déchets ménagers

Objectif prioritaire : **diviser par deux les OMR d'ici fin 2024.**

Actions mises en place :

- Sensibilisation renforcée des usagers à la réduction des déchets.
- Renforcement du tri à la source.
- Soutien au compostage individuel et collectif.
- Déploiement de solutions de collecte spécifiques pour certains flux (textiles, biodéchets…).

> Axe 3 : Accompagnement des professionnels privés et publics (hors compétence)

Malgré le fait que ce domaine ne relève pas directement des compétences de la collectivité, **DPVa** met en oeuvre plusieurs dispositifs pour **accompagner les entreprises :**

Services proposés :

- 10 déchetteries accessibles aux professionnels
- Collecte dédiée en centre-ville de Draguignan : click and collect.
- Collecte en ZAE (Zones d'Activité Économique).
- Aide à la mise en place du tri au sein des établissements : audit personnalisé.
- Des ETP dédiés exclusivement à l'accompagnement des professionnels.

BILAN CONSTATÉ EN CETTE FIN D'ANNÉE 2025 :

FACTURATION EN DÉCHÈTERIE POUR LES PROS :

- **Mise en place de la facturation en 2021**
  Recettes : entre 200 et 250 K€
  Coût : estimé à 2 M€

Seuls 10% du coût perçu par les recettes, c'est donc la TEOM qui couvre le reste (90 % = 1,8 M€)

EXCLUSION DES GROS PRODUCTEURS :

2022 : > 8000 L - 83 exclus
2023 : > 7000 L - 100 exclus
2024 : > 7000 L - 122 exclus
2025 : > 7000 L - 131 exclus

Tous exonérés de TEOM sauf 19 non assujettis (CHD, Lycées, Collèges…)

BAISSE DES OM :

Baisse de 7000 T en 5 ans (dû en grande partie aux exclusions).



TYPOLOGIE DES DÉCHETS SUR NOTRE TERRITOIRE :

Les déchets ménagers et assimilés produits dans les 23 communes se répartissent principalement en plusieurs catégories :

- Déchets recyclables : papiers, cartons, plastiques, métaux, verre.
- Déchets organiques : biodéchets (restes alimentaires, déchets verts…).
- Déchets non recyclables : ordures ménagères résiduelles.
- Déchets des déchèteries : meubles, appareils électroménagers, autres équipements, déchets dangereux (piles, ampoules, peintures, produits chimiques domestiques, médicaments périmés).

De façon générale, le service de collecte est réalisé soit :

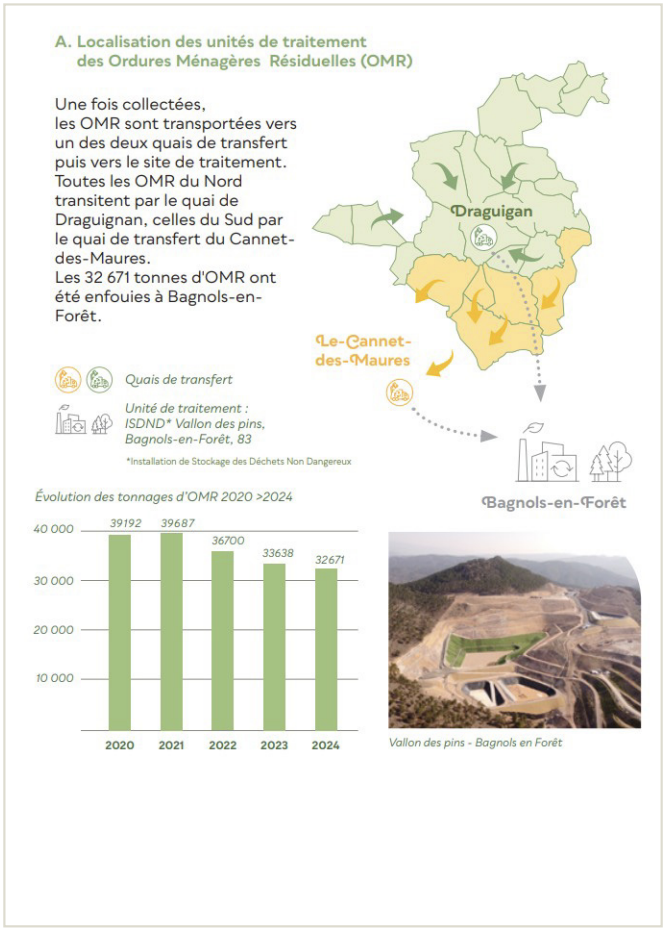
- en points d'apport volontaire ;
- en bacs (point de regroupement) ;
- en dechèteries.

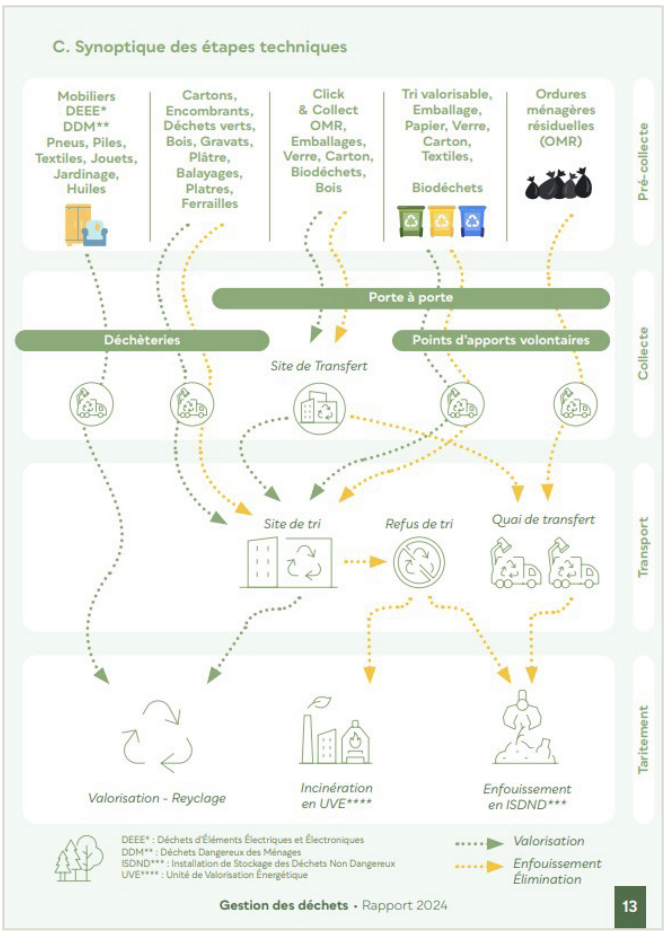
Les services de ramassage sont assurés par :

- les services de la régie communautaire (en régie directe) ;
- les prestataires privés au travers de marchés de prestations conclus par DPVa.

Le système de collecte privilégiée est la collecte en point d'apport volontaire (PAV), les bacs résiduels permettant de compléter ce dispositif.

ORGANISATION DES COLLECTES DE DÉCHETS A DPVA :



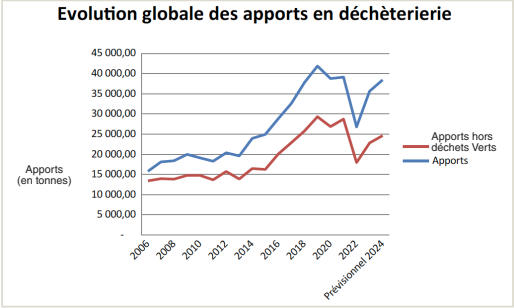


10
déchèteries ouvertes au public et aux entreprises

457
Points d'apport volontaires

Amplitude horaire large : la majorité des sites sont ouverts du lundi au dimanche.

Une déchèterie à moins de 15 km de l'habitant ! Sur 23 communes, nous avons des déchèteries à : ampus / châteaudouble, callas, comps-sur-artuby, draguignan, flayosc, le muy, les arcs / taradeau lorgues, sillans / salernes et vidauban.

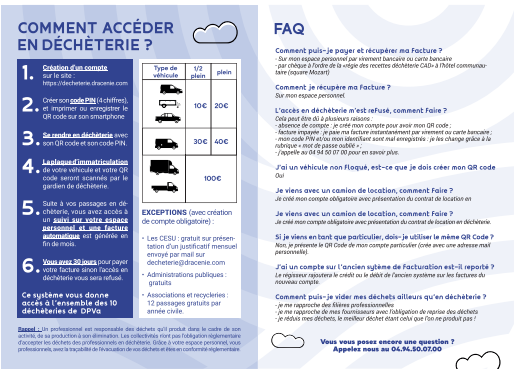


La gestion des déchets est un des enjeux environnementaux important du territoire.
Les déchets issus des dix déchèteries du territoire représentent **46%** (37 935 tonnes ont été déposées en déchèterie) **des déchets traités par DPVa**, selon la répartition suivante :

- 20 % à Draguignan
- 16 % aux Arcs sur Argens
- 16 % au Muy
- 15 % sur Lorgues
- 13 % sur vidauban
- 9 % sur Callas
- 7 % sur Salernes
- 1 % par déchèterie de Flayosc, Ampus et Comps sur Artuby - (Hors déchets verts).

Ces déchets peuvent représenter des ressources pour certains acteurs du territoire. Les professionnels dont le siège social est sur le territoire de DPVa sont acceptés dans les déchèteries publiques.





LA TARIFICATION EN DÉCHÈTERIE :

POUR LES PARTICULIERS

Les apports sont **gratuits**

La création d'un compte est obligatoire pour tous les particuliers détenteurs de véhicules utilitaires et remorques sur https://decheterie.dracenie.com/ .

POUR LES PROFESSIONNELS

Professionnels, votre facturation évolue !

Le paiement ne se fait plus en fonction de la pesée, mais en fonction de votre passage.

À chaque arrivée, dans chacune des déchèteries de l'agglomération, la tarification s'appliquera via un QR Code.

1. Création d'un compte sur le site : https://decheterie.dracenie.com
2. Créer son code PIN (4 chiffres) et imprimer ou enregistrer le QR code sur son smartphone
3. Se rendre en déchèterie avec son QR code et son code PIN.
4. La plaque d'immatriculation de votre véhicule et votre QR code seront scannés par le gardien de déchèterie.
5. Suite à vos passages en déchèterie, vous avez accès à 1 suivi sur votre espace personnel et une facture automatique est générée en fin de mois.

Vous avez 30 jours pour payer votre facture sinon l'accès en déchèterie vous sera refusé.

Ce système vous donne accès à l'ensemble des 10 déchèteries de Dracénie Provence Verdon agglomération

Guide de trarification
pour les pros :

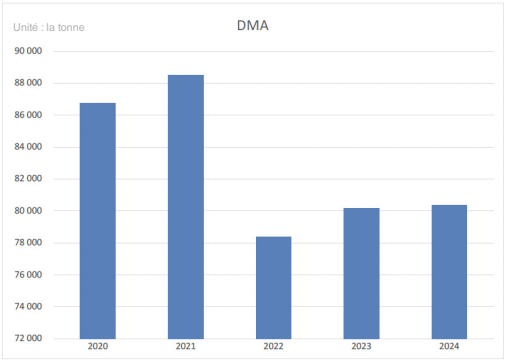
CONVENTION AVEC DES ECO ORGANISMES / REP :

ECODDS, ECOLOGIC, ECOMAISON, VALDELIA, ECOSYSTEM, ADELPHE, CITEO, REFASHION, ALIAPUR.

Et en 2025-2026, en cours de signature la convention avec la REP du Bâtiment.

	2020	2021	2022	2023	2024
OMR stockés	28 309	34 983	36 700	33 373	32 713
O.M.R en Valorisation Energétique	10 883	4 704			
OMR refus du vallon				265	580
Emballages	2 892	3 186	3 299	3 609	4 144
papiers	1 460	1 411	1 243	1 138	1 103
Verre	2 990	3 211	3 314	3 353	3 439
Cartons	1 409	1 773	1 684	1 721	2 040
Textile	363	401	343	456	542
Biodéchets*	77	150	98	150	186
Encombrants	9 484	8 320	6 478	6 946	6 755
Déchets verts	11 911	10 381	8 844	12 820	12 001
Gravats	7 832	9 539	6 791	6 936	7 280
Bois	3 929	3 991	2 980	2 782	2 804
Ferrailles	1 881	1 723	1 417	1 274	1 189
DEA Mobilier	1 844	2 202	2 669	2 766	3 229
DEEE	1 098	1 070	1 074	918	920
platre	26	517	639	616	614
Balayage		574	525	561	640
D.D.S.	275	241	197	189	122
Pneus	65	59	49	249	23
Huiles	33	49	35	40	40
Piles	2	3	3	2	3

	2020	2021	2022	2023	2024
DMA (en tonnes)	86 763	88 487	78 381	80 164	80 368 / 82228
					-7%



Ensemble de la production de déchets de DPVa

DEPLOIEMENT DES PAV :

Déploiement de points d'apport volontaire multi flux en colonnes au profit des points bacs roulants qui ne permettent pas le tri.

451 points déployés au 13/08/25 pour faire baisser la quantité d'OMR et augmenter le tri.

Résultat : En 10 ans, les OMR on diminués de 26 % et le tri a pratiquement doublé passant de 5300 t à 10 300 t.



FONCTIONNEMENT D'UN ÉCO-ORGANISME

Le cercle vertueux de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP)



Principe de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP)

Les éco-organismes sont des structures agréées par l'État qui gèrent le financement et l'organisation de la prévention et du traitement des déchets. Ce modèle circulaire garantit la réinjection des matières recyclées dans le cycle de fabrication de nouveaux produits.


PAPIERS
LIV 150Z
PIZZORNO

2.3 RPQS 2025 : BILAN D'ACTIVITÉS CHIFFRÉ (CHIFFRES DE 2024)

En matière de précollecte des déchets, la Dracénie est organisée selon deux modes :

- Points d'Apport Volontaire (PAV) pour 94% de la population.
- Porte à porte pour 6 % de la population.

Le parc de DPVA compte 449 PAV en colonnes, composés de :

- 691 colonnes emballages
- 427 colonnes papiers
- 451 colonnes verre
- 314 colonnes cartons
- 1 106 colonnes OMR
- 88 colonnes textiles



Draguignan - Jules Ferry



Carte des emplacements des Points d'Apport Volontaire (PAV) disponibles en Dracénie

Chiffres clés de la collecte en colonnes

- 59% des emballages
- 95% du papier
- 97% du verre
- 39% du carton
- 29% des OMR
- 100% des textiles

Les biodéchets sont collectés uniquement en bacs.

Cette année 46 233 tonnes de déchets ont été déposés dans les colonnes et les bacs, soit 59% des déchets traités par DPVA.

C. Collectes séparatives proposées

	TYPE DE COLLECTE				
	Porte à porte	Points d'apport volontaire	Collecte chez les commerçants	Collecte à la demande chez les particuliers	Apport en déchèteries
Ordures ménagères résiduelles	☑	☑			
Emballages	☑	☑	☑		☑
Films plastiques			☑		☑
Verre		☑	☑		☑
Papiers		☑			☑
Textiles		☑			☑
Cartons		☑	☑		☑
biodéchets			☑		
Déchets verts				☑	☑
Encombrants				☑	☑
Éléments d'ameublement				☑	☑
Huiles alimentaires					☑
Déchets Electriques Electroniques					☑
Gravats/inertes					☑
Ferrailles					☑
Bois					☑
Pneus					☑
Jardinage / jouets					☑
Déchets Dangereux des ménages					☑
Plâtre					☑

D. Fréquence de collecte des enlèvements à la demande

Commune	Fréquence mensuelles d'enlèvement des encombrants
Ampus	2
Bargème	2
Bargemon	2
Callas	2
Châteaudouble	2
Claviers	2
Comps-sur-Artuby	2
Draguignan	25
Figanières	2
Flayosc	3
La Bastide	2
La Motte	3
La Roque Esclapon	2
Lorgues	5,5
Le Muy	5,5
Les Arcs-sur-Argens	4,5
Montferrat	2
Saint-Antonin du Var	2
Salernes	2
Sillans-la-Cascade	2
Taradeau	2
Trans-en-Provence	4
Vidauban	5,5

Les encombrants sont collectés sur rendez-vous. Ces fréquences mensuelles expriment le nombre de jours par mois consacrés à cette collecte en moyenne. Ces fréquences sont variables selon les communes et selon les densités urbaines des communes.

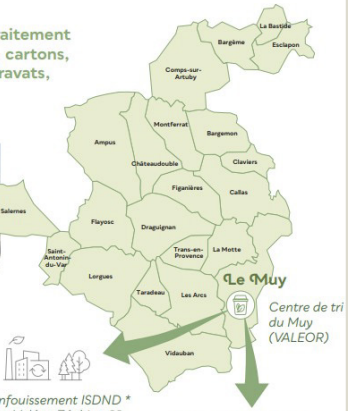
- Pour 22 communes la collecte est effectuée par la régie pour 5 544 rendez-vous.
- À Draguignan la collecte est effectuée par le prestataire, 3 134 RDV ont été effectués.

Les déchets verts sont collectés sur RDV, 1 fois par semaine à Trans-en-Provence et Draguignan, de janvier à juin.

B. Localisation des unités de traitement des emballages, papiers, verre, cartons, encombrants, déchets verts, gravats, plâtre et bois



Centre de tri - ©Sofovar Écopole



Centre de tri du Muy (VALEOR)

***Refus de tri :** Enfouissement ISDND * ou incinération Valéor, Zéphire, 83*

**Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux*

Matières triées valorisées : Repreneurs

Le centre de tri des déchets non dangereux de la société Valéor est implanté sur le territoire de la Dracénie. Les tonnages collectés concernés sont déposés au centre de tri, d'où ils seront expédiés vers les 2 types de traitement. Seuls les emballages sont triés avant expédition.
Les repreneurs des matières qui sortent du centre de tri assurent leur valorisation par filière. Ils sont situés sur les territoires français et italien. Le taux de valorisation des emballages chute depuis l'intégration du tri chez les professionnels. Les encombrants, réduits en confettis, sont envoyés dans chacune des filières de valorisation spécifiques.

Déchets	Taux de valorisation matière
Emballages	71%
Papiers	
Verre	
Cartons	
Biodéchets	97%
Encombrants	60%
Déchets verts	100%
Gravats	100%
Bois	90%
Plâtre	96%

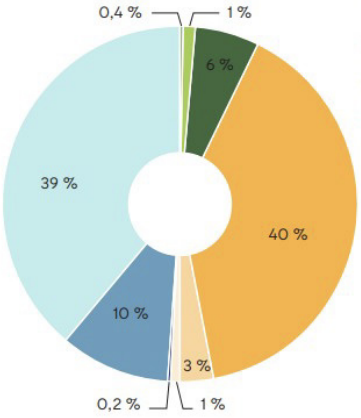
D. Tonnages traités

Déchets	Tonnages DPVA		Kg/hab DPVA		Traitement			Localisation
					Valorisation		Enfouis-sement	
	2023	2024	2023	2024	Matière	Énergie		
OMR*	33638	32671	314	288		(Refus)	☑	Bagnols-en-Forêt (83)
Encombrants	6946	6752	63	58	☑	☑	(Refus)	Fréjus (83)
Déchets verts	12820	13813	119	122	☑	☑	☑	Var (83)
Bois	2782	2805	26	25	☑	☑		Var (83)
DEEE **	918	920	9	8				Courbevoie (92)
DEA***	2766	3229	26	28				Appilly (60)
Textiles	456	542	4	5				St-Auban (06)
Ferrailles	1274	1189	12	11				Mougins (06)
DDM****	189	221	1	2	☑	☑	(Refus)	Fréjus (83)
Pneus	249	23	2	0,2				Lyon (69)
Piles	2	3	0,02	0,03				France
Gravats	6936	7279	65	64				Var (83)
Huiles	40	40	0,0003	0,0003				France
Plâtres	616	614	6	5	☑		☑	Var (83)
Balayages	561	633	5	6	☑	☑	☑	Le Muy (83)
Biodéchets	150	188	1	2	☑		(Refus)	Cabasse (83)
Cartons	1721	2040	16	18				
Verre	3353	3439	31	30	☑	☑	(Refus)	Le Muy (83) Puis repreneurs ou centres de traitement
Papiers	1138	1103	11	9				
Emballages	3609	4144	34	37				
TOTAL	**80 164**	**82 228**	**748**	**724**				

OMR* : Ordures Ménagères Résiduelles
DEEE**:Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques
DEA***: Déchets d'Eléments d'Ameublement
DDM**** : Déchets Dangereux des ménages

E. Taux de valorisation

56 % des 82 228tonnes traitées par DPVA sont valorisées, sous forme de matière ou énergétiquement soit respectivement 40 377 t et 5859 t. Ce taux est en progression constante depuis la création de DPVA, expliqué par le déploiement du tri et des déchèteries.





Les déchets enfouis en ISDND* proviennent principalement des OMR.

Depuis 2010, l'enfouissement des déchets non dangereux non inertes en ISDND* a réduit de 28%.

ISDND* : Installation de stockage des déchets non dangereux

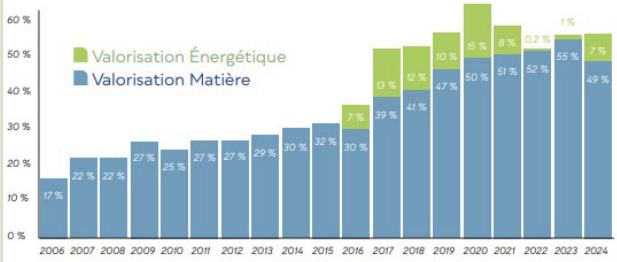
Valorisation Énergétique 7 %
- OMR VE
- Tri VE
- Déchèterie VE

Enfouissement 44 %
- OMR E
- Refus tri E
- Refus déchèterie E

Valorisation Matière 49 %
- OMR VM
- Tri VM
- Déchèterie VM

2.2 Mesures pour atténuer les effets préjudiciables des opérations de gestion des déchets

DPVA atteint 49,1 % de valorisation matière.



Pourcentage de valorisation des déchets

Pour mémoire, le taux de valorisation global était presque nul à la création de DPVA et de 32% en 2015.

Ces progrès ont été possibles grâce à l'optimisation des déchèteries et des collectes avec le déploiement des points d'apport volontaire.

La valorisation des encombrants et le déploiement du tri chez les professionnels ont participé a l'amélioration du taux de valorisation.

Pour rappel, l'objectif réglementaire fixe le taux de valorisation matière à 65% pour 2025. Pour l'atteindre, les efforts vont se poursuivre sur le déploiement des collectes sélectives dont les cartons, biodéchets, déchets d'activité économiques et le tri en déchèteries.

Indice d'évolution des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par rapport à 2010 : **+ 24 %**

Indice d'évolution des quantités de d'ordures ménagères résiduelles produites par rapport à 2010 : **- 23%**

3.2 Montant annuel des dépenses et recettes

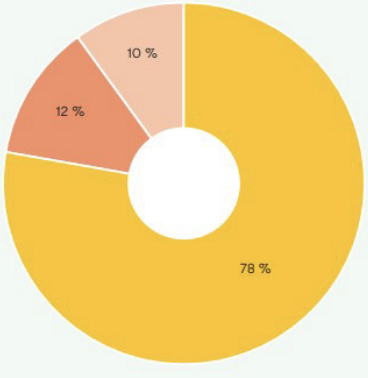
A. Dépenses du service

Dépenses de fonctionnement :

27 318 800 €,
composé dans les grands postes :

- de **21 426 430 €** de charges à caractères générales, dont une très grande part liée aux prestataions de services (coûts de collecte, transport, valorisation et traitement)
- de **3 266 579 €** de ressources humaines : la direction des déchets se compose d'environ 80 postes (35 en déchetteries, 25 en collectes, 5 sur le broyage et livraison des déchets verts, 4 sur la maintenance du parc de contenants (bacs et PAV), 4 pour la gestion de l'accueil et des doléances, 6 encadrants et services supports (ressoucres humaines, finances, marchés publics).
- de **2 624 788 €** de charges financières et d'opérations entre sections





B. Recettes du service

Détail des recettes de la collecte sélective

Vente acier	7 795 €	Emballages
Vente cartonettes	22 033 €	
Vente briques	334 €	
Vente plastiques des emballages	75 359 €	
Vente de papiers des emballages	42 562 €	
Soutiens au tri	576 872 €	
Vente papier des journaux	19 291 €	Papier
Soutiens au tri du papier	60 236 €	
Vente verre	85 977 €	Verre
Soutiens du verre	24 826 €	
Vente cartons	66 100 €	Carton
Soutiens au tri des cartons	257 321 €	
Vente composteurs	12 589 €	Compostage
Soutiens au tri des textiles	2 500 €	Textiles
Total recettes collecte sélective	**1 253 795 €**	

Détail des recettes des déchèteries

Vente cartons	22 033 €
Vente cartes déchèteries aux professionnels	229 538 €
Vente Ferrailles	111 547 €
Soutiens REP* DEEE	78 292 €
Soutiens REP* meubles	78 382 €
Total recettes déchèteries	**519 793 €**

Total des recettes

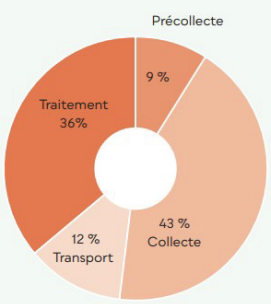
Recettes déchèteries	519 793 €
Recettes collecte sélective	1 253 795 €
Autres recettes (assurance subvention etc.)	1 275 613 €
Recettes TEOM	24 174 116 €
Recettes RH	106 089 €
Total recettes	**27 290 304 €**

REP* : Responsabilité Elargie du Producteur

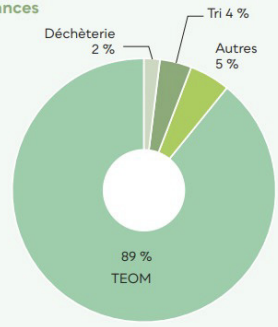
La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) représente 88 % des recettes.

En 2024, le service déchets de DPVA a perçu de DPVA 1 266 074 € de recettes pour équilibrer le budget.

C. Représentation graphique des finances

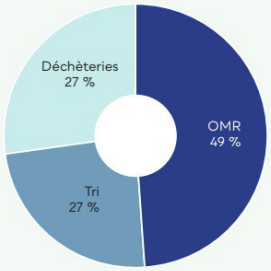


Dépenses de fonctionnement

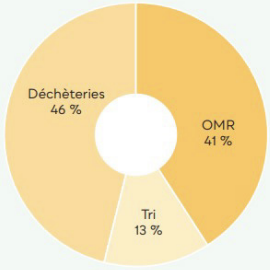


Recettes de fonctionnement

- Déchèteries : cartes de déchèteries et matériaux
- Tri : vente et soutiens
- Autres : subventions assurances et RH



Répartition des dépenses par flux

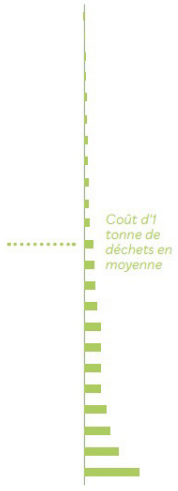


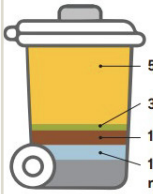
Répartition du tonnage par flux

Les OMR et le tri représentent 80% du budget mais 59% des tonnages traités.

3.3 Coûts

Flux	€ TTC/ Tonne	% des déchets traités
DEEE	- 36 €	1%
Textiles	- 5 €	1%
Ferrailles	21 €	1%
DEA Mobilier	24 €	4%
Huiles	49 €	0,05%
Piles	49 €	0,004%
Gravats	83 €	9%
Carton déchèteries	89 €	1%
Bois	121 €	3%
Verre	125 €	4%
DV	155 €	17%
1 t moyenne	261 €	
Balayage	293 €	1%
OMR	**321 €**	**40%**
Papier	376 €	1%
Encombrants	491 €	8%
Carton	492 €	2%
Platre	504 €	1%
Pneus	520 €	0,03%
Refus OMR	681 €	1%
Emballages	793 €	5%
D.D.S. des pro	1 067 €	0,3%
Biodéchets	1 724 €	0,2%





77,5% DES DÉCHETS *présents dans les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) N'Y ONT PAS LEUR PLACE !*

Selon les analyses de compositions des OMR de 2024, 54% seraient valorisables en collectes sélectives, 3,5% en déchèterie, 10% en compostage, et 10% pourraient être évités car ce sont des aliments non consommés. Si le tri avait été effectué correctement, seulement 22,5% des 32 671 tonnes auraient du être enfouies.

② La qualité du service

Gestion des doléances





Une mission de gestion des doléances a été mise en place en 2018, et est opérationnelle depuis, permettant de quantifier les doléances reçues.
82% sont de simples demandes de renseignements : horaires d'ouvertures des déchetteries, ou jours de collecte. Bien que représentant que 18% des doléances, certaines doléances ont nécessité une enquête technique (problème de collecte, bac disparu…).

Les doléances :

- **3 627 doléances** traitées par la direction de la prévention et gestion des déchets (DPVD) dont 2554 concernant Draguignan (70%).
- **4 475 appels et passages** traités par an par l'accueil du service.

Une application (gestion relation usagers) est disponible pour faciliter les contacts et les remontées de doléances.
Celle-ci a été téléchargée plus de 6000 fois et contribue à la réactivité de nos services sur le terrain.



L'APPLICATION DE L'ÉCO-CITOYEN
ENSEMBLE POUR LA DRACÉNIE



2.4 ACTIONS 2020/2025

COLLECTE SPÉCIFIQUE DES PROFESSIONNELS

Mise en place d'une collecte spécifique des professionnels en centre-ville de Draguignan instaurée depuis l'été 2022 afin de pallier les problèmes de place et de stockage dans cette zone.

Horaire Click & collecte :

- Du mardi au vendredi : 9h - 18h dernier click pris en compte 16h30.
- Le lundi et samedi : 9h-16h dernier click pris en compte 15h30.



DES PAV ADAPTÉS / MALVOYANTS :





DES ACTIONS ET DE LA COMMUNICATION

Des actions et de la communication autour du compost, des déchets verts et des installations de Points d'Apports Volontaire.







DISTRIBUTION DE COMPOSTEURS ET ANIMATIONS

Distribution de composteurs + animations devant les PAV, stands lors d'événements locaux (ateliers de l'environnement à l'Hyper U des Arcs, au salon autour du vin et de l'agriculture, les événements culturels du Musée des Arts et Traditions Populaires…)

Sur 2 ans et demi :

- 202 réunions publiques organisées en semaine, soirées et weekend.
- 21 stands organisés en semaine, soirées et weekend.

COMPOSTEURS INDIVIDUELS

- Tarif avantageux : participation de 10 € (coût réel ≈ 38 €) pour un composteur individuel en plastique de 400 L.
- Public concerné : tout résident de l'agglomération, qu'il soit propriétaire ou locataire, avec un jardin.
- Kit fourni : composteur + bio-seau + guide de compostage.

DISTRIBUTIONS RÉCENTES (CAMPAGNE 2025)

- Jeudi 17 juillet, Arcs-sur-Argens (PAV face à la gendarmerie, rond-point de la Libération) - 9h30 à 11h.
- Mardi 29 juillet, Draguignan (PAV devant l'ancienne prison, face à Intermarché) - 9h30 à 11h.





Des composteurs individuels distribués au sein des entreprises pour les salariés / citoyens durant leur temps de travail : au sein du CH de la Dracénie, de France Travail en ZAE, au sein de Veolia entreprises… **15 RDV et 199 composteurs distribués.**



COMPOSTEURS PARTAGÉS

- Pour les habitants qui n'ont pas de jardin : Des sites de compostage collectif sont disponibles dans plusieurs communes, gérés par des référents locaux.
- Pour les entreprises TPE / PME : pour les salariés ou clients qui déjeunent sur place.
- Et 23 écoles dotées en vue d'actions pédagogiques uniquement.

En bref :

- 5 300 composteurs individuels distribués depuis 2023 (A ce jour - juillet 2025).
- Objectif global : 8 000 composteurs (+100 sites collectifs) d'ici 2026.
- 19 sites partagés (communes concernées : Draguignan, Taradeau, Salernes, Sillans, La Motte, Le Muy, Vidauban et Flayosc).
- 44 en entreprises TPE /PME.
- DPVa vise à réduire les ordures ménagères de 5 % via le compostage domestique.
- Bilan 2023 : 55 % de valorisation matière, DPVa s'est fixé comme objectif 65 % d'ici 2025, notamment via le compostage.




Dracénie Provence Verdon agglomération
5 mars, 16:11 ·

En 2 ans et demi, DPVa a distribué plus de 5100 composteurs individuels 🌱.

Les avantages du compostage sont nombreux :

♻️ Réduction des déchets : composter vos restes de cuisine 🍅 et déchets verts 🌿 réduit significativement la quantité de déchets envoyés en décharge. Moins de déchets = moins de pollution !

🌍 Un geste pour la planète : le compostage diminue les émissions de gaz à effet de serre en empêchant la décomposition des déchets organiques dans les décharges, ce qui produit du méthane.

🌳 Un sol plus sain : le compost enrichit le sol de votre jardin 🌻, améliore sa texture, retient l'humidité et favorise la biodiversité. Résultat : des plantes plus fortes et résistantes !

👌 Facilité d'accès : le compostage est à la portée de tous ! Avec quelques conseils, transformez vos déchets en or vert pour votre jardin.

Venez nous rencontrer lors de notre prochain stand de distribution le 13 mars de 9h30 à 11h, au boulevard Georges Clemenceau à Draguignan.

Toutes les dates de distribution des composteurs sont en commentaire ⬇️.

Pour plus d'infos : 📞 04 94 50 07 00

EXCLUSIONS DES GROS PRODUCTEURS :

Depuis 2022, DPVa a mis en place un seuil d'exclusion pour les gros producteurs de déchets dépassant 8000 L par semaine, seuil qui a été abaissé à 7000 L par semaine en 2024. Formations du personnel, audit gratuits / volume des DAE et réunion d'informations au sein des ZAE.

140 établissements sont exclus du service public de gestion des déchets et sont exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

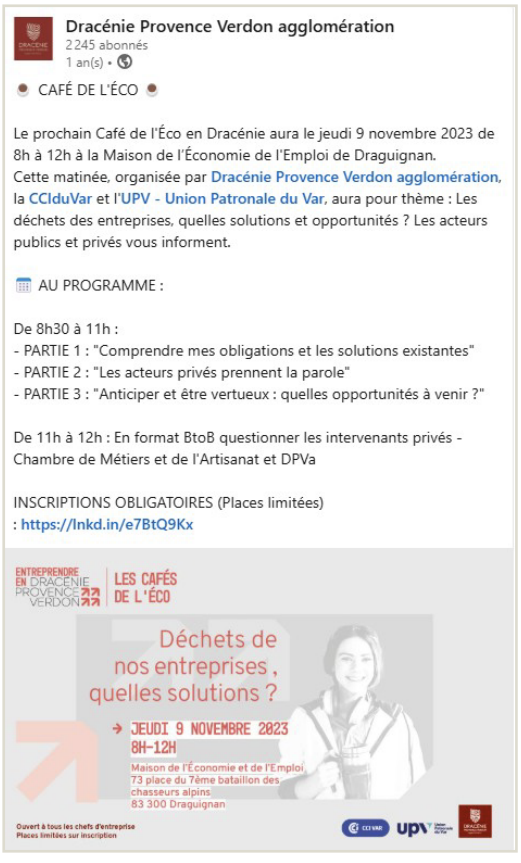




CAFÉ DE L'ECO

Mise en place d'un café de l'ECO autour des DAE co-construire des solutions ensemble avec témoignage de Marc RAIOLA.





DES ÉVÉNEMENTS

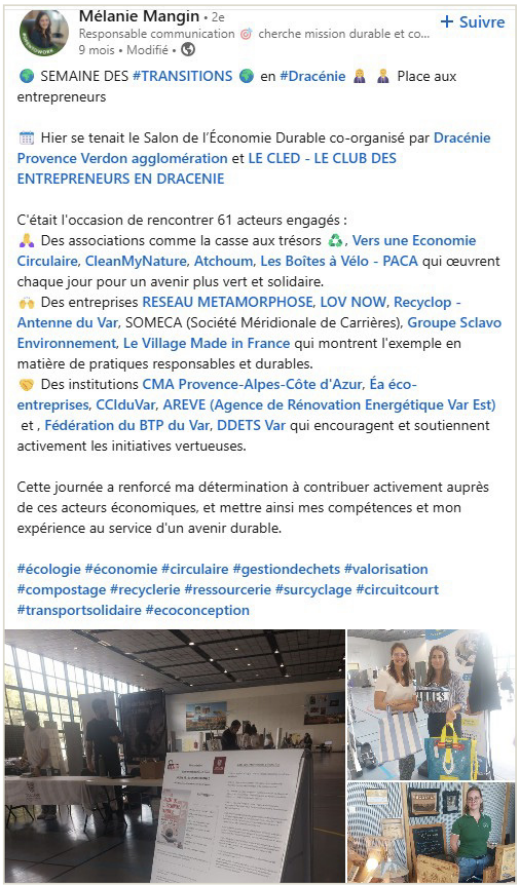
Autour de la gestion des déchets et des porteurs de solutions

SALON DE L'ÉCONOMIE DURABLE.

Le mercredi 5 juin 2024, DPVa a organisé son premier salon de l'économie durable. Cet évènement était à destination des chefs d'entreprises, des particuliers et des élus.

Toujours dans une optique de transition économique autour de l'économie circulaire, l'objectif était de créer, mobiliser un réseau et mettre en synergie :

Tous les acteurs, entreprises, chambres consulaires, fédérations, collectivités, associations et grand public.



La journée fut rythmée par des :

Démonstrations autour de plusieurs stands : déchets, biodéchets, compost-recyclage-surcyclage, réparation, réemploi, circuits-courts, mobilité durable, services aux entreprises, achats éco responsables, aménagement urbain, écoconception, éco-construction.

Des Mini conférences : recyclerie, ressourcerie, seconde main, réemploi, alimentation et circuits courts, formations, numérique et transition écologique, qualifications et achat public responsable, prévention des risques, déchets comme ressources, aides aux entreprises.

Des Pitchs : solutions de production photovoltaïques, transition numérique, station de lavage en circuit fermé.

JOURNÉE PTSI ET MATINÉE BTOB

Septembre 2022 : Journée PTSI et matinée BtoB en partenariat avec la CCI du Var : synergies inter-entreprises et présentation de la plateforme ACTIF : mise en réseau des entreprises pour que le déchet d'une entreprise devienne la ressource (matière première) d'une autre entreprise.

Il s'agit de mettre en relation des entreprises afin de faciliter les échanges sur plusieurs sujets : le recyclage des déchets, la mutualisation des ressources humaines, la difficulté de recruter dans les métiers en tension.

Des « donneurs de solutions » et entreprises novatrices conviés et identifiés en amont étaient présents (ressourcerie, recyclerie,…) pour abonder une réflexion autour de la réutilisation des déchets d'une entreprise devenant ressource d'une autre.

Bilan :

- 40 entreprises
- 139 annonces créées
- 38 synergies détectées
- 34 synergies concrétisées

Une amorce d'actions qui a permis de diagnostiquer le potentiel sur notre territoire. Lancement de la démarche EIT cf paragraphe précédent.

Voir la **vidéo :**

ANIMATIONS SCOLAIRES / ASSOCIATIONS

150 classes par an : écoles, collèges et lycées depuis 2020

Formation auprès de la recyclerie de Lorgues/ Salernes : **60 bénévoles formés au tri en 2025**





COLLECTE DES DÉCHETS VERTS ET DISTRIBUTION DE BROYAT VERT :

COLLECTES :

- **Collecte en déchetteries :** Les résidus de tonte, taille, feuilles, branchages sont à déposer gratuitement dans l'une des 10 déchetteries du territoire. En 2023, DPVa a collecté environ **12 000 tonnes** de déchets verts.
- **Collectes ponctuelles** pour les citoyens : La ville et DPVa organisent des collectes spécifiques (ex. : au parking de La Foux à Draguignan).

Des collecte de déchets verts sur Draguignan : 1 fois par mois sur un site hors déchèterie, à raison de 10 rdv/an (pas de collecte l'été).

En moyenne 10 caissons par rdv ce qui représente environ : **400 Tonnes/an.**

Collecte déchets verts en porte à porte sur Draguignan et Trans en Provence : tous les lundis de l'année, ce qui représente en 2024 : 35 rdv pour en moyenne 13 foyers, **ce qui fait 455 collectes.**



BROYAT DES DÉCHETS VERTS : PRODUCTION & DISTRIBUTION

Les déchets sont collectés puis transportés vers la zone de broyage aux Arcs sur Argens.

Broyage en deux passes : réduction d'environ 6 fois du volume, pour obtenir un broyat fin conforme à la norme **NF U 44-051,** utilisable même en agriculture bio/HVE

Capacité : environ **1 000 tonnes** de broyat produites par mois

Distribution aux particuliers et aux professionnels (agriculteurs, Esat, services techniques des collectivités..) : le broyat est gratuitement accessible aux usagers via :

- Récupération en déchetteries, notamment aux Arcs-sur-Argens.
- Livraison : possible à domicile pour commandes importantes (minimum camion de 19 t)
- Demande au service déchets au 04 94 50 07 00 pour petits volumes ou infos

> Utilisations recommandées

- Paillage des massifs et cultures pour :

- retenir l'humidité (utile en période de sécheresse) économie d'eau,
- limiter les mauvaises herbes,
- nourrir et structurer le sol en complément du compost.

Les agriculteurs locaux l'utilisent déjà : viticulteurs, maraîchers… Près de 15 à 20 exploitations s'en servent de façon régulière.

> Pourquoi ce dispositif ?

- Économique : DPVa économise jusqu'à 800 000 € par an en internalisant le broyage et en réduisant le transport.
- Écologique : réduction des déchets exportés, maintien de la matière sur place, diminution des pesticides, renforcement de la biodiversité (PAT).
- Social : soutien aux agriculteurs bio/HVE, accès gratuit pour les particuliers, création d'un cercle vertueux local (EIT).





PARTIE 3

ELABORATION DU PLPDMA

3.1 Elaboration du PLPDMA 59

3.2 Les objectifs du PLPDMA 65

3.3 La stratégie 69

3.4 La communication 71





3.1 ELABORATION DU PLPDMA

ORGANISATION ET RETROPLANNING

Etude de terrain + phase de rédaction (1er jet) du PLPDMA + des actions tests (Macaron + Formation MCMD / CNFPT privé / public - GT réemploi + synergies inter entreprises) + actions quotidiennes de la DPVD (composteurs - exclusion des gros producteurs - contrat de performance marché des collectes).

- 03/06/25: RDV DGA
- 11/06/25 : RDV DGS
- 20/06/25: COTECH
- 01/07/25 : COPIL
- 15/09/25 : COPIL 2

2026: Amorce des 1re actions (convention OPCO EP par exemple).

CALENDRIER

2025
Etudes préliminaires & Actions pilotes

Mai/Juin 2026
Vote du BS & Amorcage des actions (Opco ep)
24/06 : vote CCES

Sept 2026
Vote modalités cs publique et réunions CCES

Nov 2026
Phase de consultation publique

17 Déc 2026
Adoption et vote du programme

LA GOUVERNANCE D'AVANT LES ÉLECTIONS :

Le COPIL est **l'instance décisionnelle** dans le cadre de l'élaboration du PLPDMA. Il est notamment amené à valider les objectifs du programme et le plan d'actions. Il est constitué de techniciens et d'élus communautaires en lien avec les thématiques : déchets, économie circulaire, agriculture et circuits courts, communication et transitions environnementales.

Le COPIL 1 et 2 ont été organisés sous l'ancienne mandature avec les élus ci dessous. Il a été présenté aux nouveaux élus en milieu d'année 2026.

COMPOSITION COTECH

- Bernard Agarini DGS
- Virginie David DGA
- Véronique Morsetti DGA
- Jérome Brelurut
- Camille Léau
- Delphine Orlando
- Isabelle Boulot
- Caroline Bailly
- Sandrine Nau

COMPOSITION COPIL

- Les membres du cotech +
- Mme Dufour, VP gestion et valorisation déchets
- Mme Tortosa, VP économie circulaire
- Mme Boyer, VP économie
- Mme Gonzales, VP transitions
- Mr David, VP agriculture
- Mr Rouvier, VP circuit court
- Mr Maria, VP Codev et communication

Une participation citoyenne sera mise en place pour recueillir avis et ressenti à la lecture du PLPDMA. Une consultation publique aura lieu via la publication du document sur le site de DPVa. Des posts sur les réseaux sociaux seront rédigés pour alerter le plus grand nombre de cette consultation publique. Des exemplaires papier du PLPDMA seront mis à disposition dans les communes de DPVa afin de recueillir les avis des citoyens des 23 communes (+ accueil à DPVa).

Des réunions seront organisées en 2026 afin de présenter le PLPDMA à la CCES ; il sera demandé d'évaluer et de valider les actions proposées. Le programme sera revu en fonction de la pertinence des avis de la CCES.

La Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi **(CCES)** pour la mise en place et le suivi du PLPDMA, sera créée en juin 2026.

La Commission est composée de représentants des élus, des services techniques et de partenaires extérieurs répartis en collèges, afin de garantir une représentation équilibrée des enjeux du territoire.

COLLÈGE DES ÉLUS ET SERVICES DE DPVA

- Le Président de DPVa ou le Vice-président délégué au Développement Économique et à la Gestion et Valorisation des Déchets ;
- Le Directeur de la Direction de la Prévention et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ou son représentant ;
- Le Coordonnateur du PLPDMA.

COLLÈGES DES PARTENAIRES EXTÉRIEURS

> Collège 1 - Expression citoyenne : Citoyens engagés, représentants citoyens pour le climat / PCAET, associations de protection de l'environnement.

> Collège 2 - Filières de valorisation et Formation : Éco-organismes (REP), filières, organismes de formation (lycées, CFA, OPCO).

> Collège 3 - Monde économique : Clubs d'entreprises, chambres consulaires (CCI/CMA), fédérations professionnelles (BTP, UPV, CAPEB), syndicats et associations de ZAE.

> Collège 4 - Institutions et Instances : ADEME, Région Sud, Département du Var, Conseil de Développement, CHD.

> Collège 5 - Acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) : Associations de réemploi, recycleries, ressourceries.



LA GOUVERNANCE À PARTIR DE 2026 :

- Président de DPVa : Mr Claude Alemagna
- VP : Mr Marcel FLORENT
- Une équipe de pilotage, une équipe opérationnelle et une équipe de terrain
- Un programme mené par l'ensemble des Directions de DPVa pour un meilleur suivi, une cohérence de gouvernance et l'implication de tous !

Un pilotage hybride entre collectivité (DPVa) et société civile (CCES - Une démarche associant pilotage interne et concertation territoriale

DRACÉNIE PROVENCE VERDON AGGLOMÉRATION (DPVA)

- **Directeur de projet :** Directeur Général Délégué -
- **Chef de projet :** Coordinateur
- **Equipe de pilotage :** Décisionnaire - DGA concernés
- **Equipe opérationnelle :** Organise le travail du sein des directions
  - Economie: Ecologie Industrielle et Territoriale et lien entreprises
  - Fabrique des Transitions
  - Direction des Déchets
  - Direction de la Communication
  - Le coordinateur / trice
- **Equipe de terrain :** mise en oeuvre des actions. La DPVD, RH, DSI, DAJ, Commande publique et Achats, Finances, DPS, Culture et Tourisme, PAT, agriculture, PCAET, TETE, La Fabrique, EIT, Economie, Leader et TI, emploi formation, campus connecté, politique de la ville.

COMMISSION CONSULTATIVE, D'ELABORATION ET DE SUIVI DU PLPDMA (CCES)

- **Collège des élus et services de DPVa:**
  - Le Président de DPVa ou le Vice Président délégué au développement économique et à la gestion des déchets.
  - Le Directeur de la Direction de la Prévention et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ou son représentant.
  - Le Coordinateur du PLPDMA.
- **Collèges des partenaires exterieurs:**
  - Collège 1 - Expression citoyenne: Citoyens engagés
  - Collège 2 - Filières de valorisation et Formation
  - Collège 3 - Monde économique
  - Collège 4 - Institutions et Instances
  - Collège 5 - Acteurs de lEconomie Sociale et Solidaire (ESS) qui seront aussi nos partenaires lors des actions du PLPDMA Ils apportent l'expertise terrain et la force de déploiement.

NOTRE PLPDMA EN 4 R + 1 : 14 AXES ET 36 ACTIONS

RÉDUIRE

Agir directement à la source pour moins produire et moins consommer (13 actions de terrain).

RÉUTILISER

Prolonger activement la vie des objets via le réemploi et l'économie circulaire. (7 actions).

RÉPARER

Privilégier systématiquement la remise en état plutôt que le remplacement des objets (7 actions).

RECYCLER

Optimiser le tri pour transformer durablement les déchets residuels en ressources (6 actions).

RÉCOMPENSER

Valoriser les acteurs locaux et promouvoir une communication territoriale positive (3 actions).

Les 3 cibles : les ménages, les entreprises et les acteurs publics

SUIVI ET ÉVALUATION :

Un système de **suivi et d'évaluation** sera mis en place pour mesurer l'impact des actions entreprises :

- Mettre en place des indicateurs de suivi pour évaluer l'efficacité du système de gestion des déchets - Indicateurs clés : quantité de déchets produits, taux de recyclage, réduction de la production de déchets, taux de participation…
- Bilan annuel : évaluation des résultats du PLPDMA, identification des points d'amélioration et ajustement des actions à entreprendre.

NOTRE PLPDMA EN 4 R + 1

Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

14 AXES STRATÉGIQUES | **36** ACTIONS CONCRÈTES

RÉDUIRE
Agir directement à la source pour moins produire et moins consommer.

13 actions de terrain

RÉUTILISER
Prolonger activement la vie des objets via le réemploi et l'économie circulaire.

7 actions

RÉPARER
Privilégier systématiquement la remise en état plutôt que le remplacement des objets.

7 actions

RECYCLER
Optimiser le tri pour transformer durablement les déchets résiduels en ressources.

6 actions

RÉCOMPENSER +1
Valoriser les acteurs locaux et promouvoir une communication territoriale positive.

3 actions

DRACÉNIE PROVENCE VERDON agglomération

Entreprise Engagée
dans le TRI
et la VALORISATION
2026

Plus d'informations sur dracenie.com



3.2 LES OBJECTIFS DU PLPDMA DE DPVA : LES ACTIONS DE PRÉVENTION DU PLPDMA VONT SE CONCENTRER SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS SUIVANTS :

	AXES	Kg/hab/an par axes	ACTIONS	T/an		Kg/hab/an	TOTAL
RÉDUIRE	Collectivité exemplaire	-1,9	Festivités zéro déchets	-200	DMA	-1,8	-11,0
			Réduction papier administratif et événementiel	-5	Papier	0,0	
	Collectivité qui facilite	-2,7	Stop pub	-100	Papier	-0,9	
			Informer les entreprises sur les AAP	-200	DMA	-1,8	
	Collectivité qui anime	-6,5	GT entreprises ex consignes verre	-200	Verre en exemple	-1,8	
			Lutte contre le gaspillage alimentaire / PAT écoles	-10	OM (biodéchets)	-0,1	
			GT entreprises ex emballages, vracs, palettes consignées	-500	EMR	-4,5	
RÉUTILISER	Synergie inter - entreprises	-1,3	« Tinder des déchets » : plateforme territoriale entreprises déchet/ ressource	-140	DEEE, encombrants	-1,3	-2,0
	Créer un réseau du réemploi	-0,7	Bourse du réemploi : plateforme territoriale pour citoyens	-50	DEEE, habits, encombrants	-0,5	
			Création d'espaces de réemploi éphémères	-20	DEEE, habits, encombrants	-0,2	
			Soutenir et promouvoir les forces vives de DPVa : recycleries, associations	-5	DEEE, habits, encombrants	0,0	
RÉPARER	Service réparation de proximité	-5,5	Développer des espaces de réparation au sein des entreprises	-600	DEEE, encombrants	-5,5	-7,3
	Encourager à réparer et non jeter	-1,8	Encourager le bricolage autonome et le «réparer soi-même»	-200	DEEE, encombrants	-1,8	
RECYCLER	Valoriser les déchets verts	-10,9	Conserver la biomasse au sein de la propriété (prime broyeurs citoyens)	-1200	Déchets verts	-10,9	-14,7
	Valoriser les biodéchets	-3,6	Développer les composteurs collectifs	-400	OM (biodéchets)	-3,6	
	Valoriser les déchets spécifiques	-0,2	Promouvoir les solutions innovantes en matière de recyclage (exp couches compostables)	-20	OM	-0,2	
Les autres axes et actions du PLPDMA ne sont pas mentionnées dans ce tableau car le potentiel de réduction des DMA est plus difficile à estimer							
TOTAL		-35,0		-3850		-35	-35,0

AMBITION 2032 : VISER L'EXEMPLARITÉ

614

KG/HAB/AN EN 2032

Atteindre la moyenne nationale (vs 649 kg en 2022 sur le territoire).

-5%

RÉDUCTION DES DMA

Soit une économie ciblée de 35 kg par habitant sur la durée globale du programme.

Sur notre territoire nous avons réduit de 12 % nos DMA entre 2012 et 2024 sans PLPDMA (nous sommes passés de 823 kg/hab/an en 2012 à 724 kg/hab/an en 2024 soit - 99 kg/hab).

En 2022 DPVa comptait 649 kg/ha (chiffre ADEME), PACA était à 696 kh/an, au niveau national on était à 614 kg/ha. Notre objectif avec le PLPDMA 2026-2032 est d'atteindre la moyenne nationale soit 614 kg/ha.

Avec le PLPDMA nous souhaitons réduire de 5 % nos DMA en 2032, soit - 35 kg/hab.

Total DMA PLPDMA : - 35 Kg/hab en 2032


OBJECTIF : -5 % ↓
REDUCTION DES DMA : -5%
SOIT -35 KG/HAB



3.3 STRATÉGIE ET SCHÉMA DIRECTEUR

ORIENTATION GÉNÉRALE ET CADRAGE STRATÉGIQUE

Le COPIL a réaffirmé l'ambition d'un PLPDMA opérationnel, lisible, co-construit avec les acteurs du territoire et orienté vers des résultats concrets et mesurables.

Il est demandé d'aborder une réflexion plus large sur la fiscalité des déchets :

Elaboration d'un schéma directeur 2026-2032 : diagnostic global de gestion des déchets du territoire, afin d'orienter nos réformes sur la meilleure solution pour les citoyens, les entreprises et la collectivité ; étude sur la fiscalité (TEOM différenciée, la Redevance Spéciale ou la Tarification incitative) ; analyse du fonctionnement des déchèteries (optimisation).

- Une TEOM différenciée signifie que le taux de cette taxe varie selon certains critères, au lieu d'être uniforme sur tout le territoire.
- Différence entre la redevance spéciale et la tarification incitative :

REDEVANCE SPÉCIALE (RS)	TARIFICATION INCITATIVE (TI)
Cible : professionnels	Cible : ménages et petits producteurs
Obligation réglementaire si collecte assurée	Option volontaire pour la collectivité
Tarification selon volume/nature des déchets collectés	Tarification selon le tonnage de déchets produits
Vise à ne pas faire payer les pros par la TEOM (coût de la prestation = coût de la collecte)	Vise à réduire les déchets produits

MÉTHODE ET INDICATEURS DU PLPDMA :

- Les indicateurs seront présents à chaque action pour fiabiliser les données et permettre une évaluation continue du plan.
- Nécessité de faire un ordre de grandeur des actions prévues, tant en termes de périmètre que d'impact attendu. Toutes les actions sont prévues tout le long du programme soit de 2026 à 2032.




COMPOSTER, C'EST FACILE !
2 / Recouvrir 50%
1 / Apport 50%
N°2
N°1
N°3
BROYAT
APPORT
MATURATION
BROYAT
Ce bac approvisionné en broyat vous permet de recouvrir vos apports dans le bac n°1.
Le broyat est essentiel pour garantir zéro odeur et zéro moucheron.
BAC D'APPORT
Déposez dans ce bac vos déchets de cuisine et recouvrez les avec la même quantité de broyat du bac n°2.
Plus les déchets sont petits, plus vite ils se dégraderont
Les référents s'occuperont de transvaser le bac n°1 dans le bac n°3, une fois que ce dernier sera plein.
BAC DE MATURATION
Ici, pas de dépôt. Dans ce bac a lieu la décomposition grâce aux micro-organismes (bactéries et champignons) et macro-organismes (vers, larves, cloportes...). Une fois mûr, les référents mettront à disposition le compost pour enrichir vos jardinières.
QUOI COMPOSTER ?
▶ DÉCHETS ALIMENTAIRES
Épluchures, coquilles d'œufs concassées, marc de café, filtres en papier, fanes de légumes, fruits et légumes abîmés en morceaux, restes de repas, sachets de thé...
▶ DÉCHETS DE MAISON
Essuie-tout, boîtes d'œufs, tubes de papier toilettes, mouchoirs, cotons, fleurs séchées...
HETS DU JARDIN
, fleurs fanées,
INTERDIT :
- les sacs en plastique biodégradables
- les capsules de café biodégradables
- les étiquettes autocollantes des fruits et légumes

3.4 LA COMMUNICATION

REPENSER ENTIÈREMENT LA COMMUNICATION AUTOUR DE LA PRÉVENTION DES DÉCHETS

- Constat de désengagement du public vis-à-vis des supports classiques (chartes, flyers…).
- Priorité au terrain et au relationnel : ambassadeurs, collecteurs ; présence physique sur les animations, les points stratégiques.
- Communication non moralisatrice, bienveillante, et co-construite.
- Mise en place de campagnes ciblées, avec des fiches pratiques (bonnes pratiques du jardinage, cuisiner sans déchet, consommation sans emballage…), diffusées sur les réseaux sociaux et dans un livret pédagogique. Encourager en communiquant sur les économies du foyer, du chef d'entreprise, de la collectivité.

Toutes les actions du PLPDMA intégreront un volet communication structuré et systématique

PARTIE 4

ACTIONS DU PROGRAMME

4.1 Axes et actions 2026 - 2032 75

4.2 Les fiches action 2026 - 2032 8O

4.3 Le Budget et ETP 159





UN PROGRAMME EN 4 R + 1 : 14 AXES ET 36 ACTIONS

RÉDUIRE

AXE 1 RED : ETRE UNE COLLECTIVITÉ EXEMPLAIRE

- Action 1.1 RED : Sensibiliser les agents territoriaux et communaux (nos relais sur le terrain). Ex: Culture, Sports, Formation gardiens de déchèteries.
- Action 1.2 RED : Marchés publics zéro déchet - Inclure des clauses en lien avec la « réduction des déchets » dans les marchés publics (% matériaux biosourcés, livraison en vrac, utilisation de contenants réutilisables, traçabilité des déchets de chantier), Spaser.
- Action 1.3 RED : Proposer des festivités « zéro déchet » - Encourager les communes, lever les freins… co-financement de gobelets réutilisables, consigne, fontaine à eau.
- Action 1.4 RED : Signer et appliquer la charte d'engagement Sud « zéro déchet plastique » (sensibiliser, ramassage, nettoyage déchets plastiques, diminuer l'usage unique notamment dans les collectivités).
- Action 1.5 RED : Réduire la production de papier administratif et événementiel (réduire l'impression systématique, privilégier le numérique avec les tablettes).
- Action 1.6 RED : Contrat de performance dans notre marché de collecte - Impliquer le prestataire - privé et public s'accordent sur une « politique » de réduction des déchets (actions conjointes, objectifs de réduction, communication conjointe).

AXE 2 RED : ETRE UNE COLLECTIVITÉ QUI FACILITE

- Action 2.1 RED : Création de cabas réutilisables message de sensibilisation sacs upcyclés confectionnés par une ESS.
- Action 2.2 RED : Création de nouveaux stop pub design + attractif, créatif, territorial.
- Action 2.3 RED : Informer et mobiliser les entreprises du territoire autour des dispositifs d'aides à la prévention des déchets (exemple AAP Adelphe, Citéo / consigne). Lien avec le guichet unique Région.

AXE 3 RED : ETRE UNE COLLECTIVITÉ QUI ANIME

- Action 3.1 RED : GT entreprises pour réduire les emballages Travailler avec des entreprises de même activité. Promouvoir le vrac et les systèmes de reprise. Moins produire et moins utiliser d'emballages.
- Action 3.2 RED : Mise en place d'un événement d'envergure pour changer notre regard sur les déchets La « Fashion week du déchet »: 1 we / an pour éduquer Lien culture et arts (expo immersive, ateliers, pièce de théâtre / EAC).
- Action 3.3 RED : Sensibiliser les citoyens à la réduction des déchets. Promouvoir « le consommer responsable » Livret et fiches pratiques + posts RS pour consommer autrement et démontrer les économies par foyer ou pour une entreprise.
- Action 3.4 RED : Lutter contre le gaspillage alimentaire. Animer un réseau des cantines scolaires + diagnostic individuel en lien avec le PAT.

REUTILISER / REEMPLOYER

AXE 1 REU : METTRE EN SYNERGIE LES ENTREPRISES EN LIEN AVEC L'ÉTUDE EIT DU DÉV ÉCO

- Action 1.1 REU : Mettre en place (ou créer) une plateforme locale pour faciliter les relations inter- entreprises du territoire : Le « Tinder des déchets » : plateforme unique à double entrée professionnels et population.
- Action 1.2 REU : Animer un réseau de synergie inter-entreprises ; entreprises de même activité pour échanger sur les bonnes pratiques, les freins rencontrés et les idées concrètes à mettre en place en lien avec l'économie circulaire.

AXE 2 REU : CRÉER UN RÉSEAU DU RÉEMPLOI ET LE PROMOUVOIR

- Action 2.1 REU : Mettre en place (ou créer) une plateforme locale pour faciliter les relations entre citoyens du territoire : La Bourse aux déchets : une bourse du réemploi : troc, dons etc plateforme unique à double entrée professionnels et population.
- Action 2.2 REU : Création d'espaces de réemploi éphémère mais récurrente comme par exemple au sein des QPV en lien avec la politique de la ville - création d'un le lien social (collectes spéciales en QPV par associations locales, participation des habitants via des animations de quartier, buvettes, grenier dans la rue…).
- Action 2.3 REU : Soutenir et promouvoir les forces vives du territoire, encourager la seconde main en soutenant les acteurs locaux du réemploi voir convention de partenariat, convention d'objectifs : soutien logistique et opérationnel, prêt de salle gratuit, les convier à nos animations intercommunales…



AXE 3 REU : CRÉER UNE FILIÈRE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Action 3.1 REU : Créer un écosystème local performant d'acteurs de l'économie circulaire (associant entreprises, collectivités, associations et acteurs de l'ESS)- cartographie des ressources et savoir-faire - Structuration d'une filière économie circulaire à l'échelle territoriale : créer une économie de la fonctionnalité, vendre un usage plutôt qu'un bien. Accompagner les porteurs de projets en lien avec TI et Leader (entreprises engagées dans les matériaux bio-sourcés / création d'une matériauthèque…).
- Action 3.2 REU : Proposer et organiser des formations sur le territoire en lien avec l'économie circulaire (Projet OPCO EP). Proposer des formations autonomes à destination des entreprises, notamment via le campus connecté de Draguignan, autour du BTP et de l'économie circulaire (ex : MOOC «BTP et économie circulaire»), et mettre en place la formation «Mon chantier, mes déchets» sur le territoire, en collaboration avec le CNFPT Régional et la Fédération du BTP.



REPARER

AXE 1 REP : PROMOUVOIR LES RÉSEAUX EXISTANTS

- Action 1.1 REP : Communiquer sur le réseau Répar'Acteurs de la CMA. Valoriser les artisans de la réparation existants sur le territoire de la Dracénie, proposer une cartographie locale accessible au public, et encourager d'autres enseignes artisanales à intégrer le réseau.
- Action 1.2 REP : Promouvoir la plateforme nationale de l'ADEME « Longue vie aux objets » et proposer une cartographie locale dédiée au territoire de la Dracénie, recensant les acteurs du réemploi, de la réparation et de la seconde main. L'objectif est de relayer localement les ressources de la plateforme et de renforcer leur accessibilité pour les habitants du territoire.
- Action 1.3 REP : Soutenir la formation et l'insertion dans les métiers de la réparation. Partenariat avec France Travail, les boites d'intérim, les ESS, les centres de formation pour le soutien à la formation et à l'insertion dans les métiers de la réparation (électroménager, textile, cycles, BTP…), notamment via les chantiers d'insertion, les immersions en entreprises - Insertion par l'Activité Economique (IAE).

AXE 2 REP : DÉVELOPPER UN PROJET MULTI - PARTENARIAL POUR OFFRIR AUX CITOYENS UN SERVICE DE RÉPARATION DE PROXIMITÉ

- Action 2.1 REP : Déployer des repair'cafés éphémères où des bénévoles aident les citoyens dans la réparation de leurs objets : petit électroménager, vélo, voir textile par exemple en médiathèque, au sein des associations locales, en entreprises pour un outillage partagé… Lien social.
- Action 2.2 REP : Développer des espaces de réparation au sein des entreprises volontaires. Développer une seconde activité de l'entreprise (pour des réparations plus techniques). Identifier les associations aussi en lien avec une activité de réparation. Créer un visuel pour les identifier comme un logo « Ici je répare » en lien avec l'action 3.1 REP : Mise en place de chèques réparation.

AXE 3 REP : ENCOURAGER LE CITOYEN À RÉPARER PLUTÔT QUE DE JETER

- Action 3.1 REP : Action incitative : Mise en place de chèques réparation - aide financière pour le citoyen qui répare son objet. Chèque valable auprès des entreprises référencées (réseau répar'acteurs de la CMA et réseau DPVa « ici je répare »).
- Action 3.2 REP : Encourager le bricolage autonome et le « réparer soi-même » en facilitant l'accès à des ressources en ligne (MOOC, tutoriels, plateformes spécialisées) via le campus connecté de Draguignan. Etude en ligne : Repair Academy, Spareka 1ère plateforme de réparation Sites de partage de savoir-faire : Repair together, les bons clics...

RECYCLER

AXE 1 REC : RÉDUIRE LES DÉCHETS VERTS ET LES RECYCLER IN FINE

- Action 1.1 REC : Promouvoir les pratiques durables de jardinage (sessions de formation, démonstrations) Conserver la Biomasse au sein de la propriété. Mettre en place une prime à « l'achat de broyeurs » sans critère de revenus; aide financière directe à destination de la population.
- Action 1.2 REC : Valoriser en local les déchets verts issus des déchèteries via la structuration d'un service de broyage et livraison de broyat vert. Former les agriculteurs du territoire à son utilisation en lien avec le PAT (Projet Alimentaire Territorial).

AXE 2 REC : RÉDUIRE LES BIODÉCHETS ET LES RECYCLER IN FINE

- Action 2.1 REC : Déployer les composteurs individuels et collectifs.
- Action 2.2 REC : Animer un réseau pour faire émerger un système de collecte viable de biodéchets. Etude à réaliser pour valoriser les biodéchets sur le territoire (méthanisation, biodigest) Poursuivre, améliorer et déployer la collecte des biodéchets auprès des restaurants et établissements agroalimentaires pour une meilleure valorisation adaptée au territoire. Inclure des PAV biodéchets dans les différents scénarios et suite à l'étude.

AXE 3 REC : VALORISATION DES DÉCHETS SPÉCIFIQUES

- Action 3.1 REC : Promouvoir les solutions innovantes en matière de recyclage et de valorisation auprès des professionnels. Exemple mégots, couches compostables en partenariat avec des éco-organismes et des structures spécialisées.
- Action 3.2 REC : Mieux communiquer sur les éco organismes en déchèterie : types de déchets collectés, leur taux de valorisation, leur destination et le suivi de leur traitement. Mettre en place une signalétique claire et pédagogique pour permettre aux usagers d'identifier les types de déchets collectés, leur taux de valorisation, leur destination et le suivi de leur traitement, afin d'encourager une meilleure participation au tri et au réemploi.



+ RECOMPENSER

AXE 1 RECO : RÉCOMPENSER LES ENTREPRISES LOCALES QUI S'INVESTISSENT DANS LA RÉDUCTION DES DÉCHETS

- Action 1.1 RECO : Création d'un macaron « entreprise engagée » : distinction territoriale pour récompenser les entreprises vertueuses de la Dracénie. Valoriser ce réseau d'entreprises par une communication positive sur les réseaux sociaux. Partenariat avec le Conseil de Développement en Dracénie. Création et attribution d'un macaron récompensant les bonnes pratiques de tri, de recyclage et de valorisation des déchets + prévention et réemploi.
- Action 1.2 RECO : Créer un réseau d'ambassadeurs parmi les entreprises labellisées avec le macaron local (entreprises exemplaires en matière de prévention des déchets), afin qu'elles deviennent des relais et accompagnatrices d'autres entreprises du territoire : partage de bonnes pratiques, témoignages, retours d'expérience et conseils concrets pour réduire les déchets.

AXE 2 RECO : VALORISER LES ACTIONS EXEMPLAIRES LOCALES

- Action 2.1 RECO : Promouvoir les événements et initiatives vertueuses organisés sur le territoire de la Dracénie par des scolaires, associations, collectivités ou entreprises, en lien avec la réduction des déchets et l'économie circulaire. Exemples : marché de Noël zéro déchet, projets industriels innovants (ex. : machine à broyer le bois de l'entreprise CHV qui sera mise à disposition des autres entreprises intéressées), opérations de réemploi, de sensibilisation ou de mutualisation.

Le PLPDMA est un projet de territoire et non pas celui de l'Agglomération. Certaines actions pourront être portées par les acteurs locaux, DPVa deviendra à ce moment là le partenaire de l'action ; l'on peut citer notamment les ateliers de réparation proposés par les recycleries locales ou les ateliers réemploi proposés par les associations locales.



4.2 LES FICHES ACTION 2026 - 2032

	AXES	ACTIONS	
RÉDUIRE	1. Etre une collectivité exemplaire	1.1 RED	Sensibiliser les agents territoriaux et communaux
		1.2 RED	Marchés publics zero déchet
		1.3 RED	Festivités Zéro déchet
		1.4 RED	Charte d'engagement sud zéro déchet plastique
		1.5 RED	Réduire la production de papier administratif et événementiel
		1.6 RED	Contrat de performance dans notre marché de collecte
	2. Etre une collectivité qui facilite	2.1 RED	Création de cabas réutilisables
		2.2 RED	Création de nouveaux « stop pub »
		2.3 RED	Informer les entreprises des dispositifs d'aides à la prévention des déchets
	3. Etre une collectivité qui anime	3.1 RED	GT entreprises pour réduire les emballages
		3.2 RED	mise en place d'un evenement d'envergure pour changer notre regard sur les dechets - la « Fashion Week » du dechet
		3.3 RED	Sensibiliser les citoyens à la réduction des déchets. Promouvoir « le consommer responsable »
		3.4 RED	Lutter contre le gaspillage alimentaire (en lien avec le PAT)
RÉUTILISER	1. Mettre en synergie les entreprises en lien avec l'étude EIT de la Direction du développement économique	1.1 REU	Mettre en place (ou créer) une plateforme locale pour faciliter les relations inter- entreprises du territoire.
		1.2 REU	Animer un réseau de synergies inter-entreprises
	2. Créer un réseau du réemploi et le promouvoir	2.1 REU	Mettre en place (ou créer) une plateforme locale pour faciliter les relations entre les citoyens du territoire.
		2.2 REU	Création d'espaces de réemploi éphémères
		2.3 REU	Soutenir et promouvoir les forces vives du territoire et encourager la seconde main en soutenant les acteurs locaux du réemploi
	3. Créer une filière économie circulaire	3.1 REU	Créer un écosystème local d'acteurs de l'économie circulaire
		3.2 REU	Proposer et organiser des formations sur le territoire en lien avec l'économie circulaire

	AXES	ACTIONS	
RÉPARER	1. Promouvoir les réseaux existants	1.1 REP	Développer des espaces de réparation au sein des entreprises
		1.2 REP	Promouvoir la plateforme Longue vie aux objets de l'ADEME
		1.3 REP	Soutenir la formation et l'insertion dans les métiers de la réparation
	2. Développer un projet multi-partenarial pour offrir aux citoyens un service deréparation de proximité.	2.1 REP	Déployer des repair'cafés éphémères
		2.2 REP	Développer des espaces de réparation au sein des entreprises volontaires
	3. Encourager le citoyen à réparer plutôt que de jeter	3.1 REP	Action incitative à la réparation
		3.2 REP	Encourager le bricolage autonome - Se former
RECYCLER	1. Réduire les déchets verts et les recycler in fine	1.1 REC	Promouvoir les pratiques durables de jardinage - conserver la biomasse au sein des propriétés.
		1.2 REC	Valoriser en local les déchets issus des déchèteries - service de livraison de broyat vert
	2. Réduire les biodéchets et les recycler in fine	2.1 REC	Déployer les composteurs individuels et collectifs
		2.2 REC	Animer un réseau pour faire émerger un système de collecte viable de biodéchets
	3. Valorisation des déchets spécifiques	3.1 REC	Promouvoir les solutions innovantes en matière de recyclage et de valorisation des déchets auprès des professionnels
		3.2 REC	Mieux communiquer sur les éco organismes en déchèterie : types de déchets collectés, leur taux de valorisation, leur destination et le suivi de leur traitement
RECOMPENSER	1. Récompenser les entreprises locales qui s'investissent dans la réduction des déchets	1.1 RECO	Distinction territoriale pour récompenser les entreprises vertueuses
		1.2 RECO	Créer un réseau d'ambassadeurs parmi les entreprises primées / macaron entreprise engagée en dracénie. Actions de témoignages et d'accompagnement des autres entreprises
	2. Valoriser les actions exemplaires locales	2.1 RECO	Promouvoir les événements ou projets exemplaires de notre territoire ; projets issus des scolaires, associations, entreprises et collectivités.

SENSIBILISER LES AGENTS TERRITORIAUX ET COMMUNAUX

Action 1.1 RED : Sensibiliser les agents territoriaux de DPVa et des 23 communes pour qu'ils deviennent des relais de bonnes pratiques auprès des citoyens. Etre exemplaire pour encourager la population à l'être aussi.

INDICATEURS

- Nombre d'agents sensibilisés/formés.
- Nombre de sessions de sensibilisation organisées.
- Taux de tri des déchets dans les bâtiments communautaires
- Réduction des déchets produits dans les services (kg/an).
- Nombre de communes impliquées dans la démarche.
- Questionnaire de satisfaction : freins / amélioration

OBJECTIFS

- Améliorer les pratiques internes de tri des déchets dans les services de la collectivité.
- Réduire la production de déchets au sein des services.
- Diffuser une culture de la prévention et du tri auprès des agents territoriaux.
- Déployer progressivement cette dynamique vers les communes du territoire.
- Favoriser l'émergence d'agents territoriaux exemplaires comme relais auprès des citoyens.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Diagnostic des pratiques actuelles (gestion interne des déchets, comportements, besoins).
- Élaboration de supports pédagogiques adaptés (goodies, affiches, kits de tri, tuto…).
- Organisation de sessions de sensibilisation/ formation (présentiel ou visio).
- Mise en place ou optimisation des dispositifs de tri dans les locaux. Action qui sera différente pour les agents administratifs et ceux qui accueillent du public (Culture, Sport, etc…) car l'objectif sera aussi d'installer le tri et de sensibiliser à la prévention les usagers, utilisateurs de ces locaux.
- Déploiement de la démarche auprès des communes volontaires.
- Ateliers ludiques et participatifs afin de fédérer les agents autour d'un objectif commun de prévention des déchets. Des matinales agents.
- Formation de référents « déchets » par service.
- Organisation de visites de terrain au centre de tri et au centre d'enfouissement du Vallon des Pins (groupes encadrés) pour prise de conscience.
- Formation des agents de déchèterie pour les faire monter en compétences ; pour permettre de mieux orienter les usagers et garantir la qualité des dépôts. Etre mieux informés pour mieux transmettre. Changer le regard sur le métier de gardien de déchèteries.
- Proposition d'un onglet « Gratiféria » (néologisme espagnol qui signifie littéralement « foire gratuite ») sur la Plateforme Collaborative « maCADam » de DPVa afin d'encourager les agents à la réutilisation, au réemploi.

CIBLE

- Agents de DPVa.
- Agents des communes du territoire (dans un second temps).
- Les citoyens in fine.

BUDGET

7 000 euros / an

- Conception des supports pédagogiques et goodies : 3 000 euros
- Achat de contenants de tri adaptés dans les espaces publics : 3 000 euros
- Animation/sensibilisation (prestataires ou internes) : 1 000 euros

MOYENS HUMAINS :

- Service des déchets de DPVa.
- Service communication.
- Direction des ressources humaines (formation).
- La fabrique : changer les pratiques des gardiens de déchèteries.
- Référents internes par direction/service.
- La direction des transports pour le déplacement des agents sur le centre de tri et d'enfouissement.

Partenaires :

- Les prestataires extérieurs : visites du centre de tri et du centre d'enfouissement.
- L'entreprise effectuant la prestation de nettoyage des locaux de DPVa.

CALENDRIER

- Années précédentes 2025 : Installation du tri dans les services administratifs et au sein de la médiathèque de Draguignan (composteurs, poubelles de tri…). Actions de sensibilisation : matinales déchets réservées aux agents. Visite du centre d'enfouissement pour un groupe d'agents communautaires. Projet pour la direction des sports.
- 2026 - 2027 : Bilan de l'existant et organisation du déploiement de l'action.
- 2027-2029 : Finalisation des installations - former et sensibiliser - Identifier les référents par service - Visites du centre d'enfouissement à poursuivre - Equiper les services recevant du public et notamment sur l'ensemble des établissements sportifs de l'agglomération. Amorcer le déploiement de l'action sur les 23 communes.
- 2030 - 2032 : Bilan / ajustements.

Référence ECI / TETE et COT : Former en interne 1.2.1
Référence ECI / TETE et COT : Promouvoir et lancer au sein de la collectivité une dynamique relative à la consommation responsable et à la sobriété 3.3.2

MARCHÉ ZÉRO DÉCHET, CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Action 1.2 RED : Orienter les marchés publics vers le zéro déchet (fournisseurs, prestataires, entreprises de travaux) pour DPVa, les communes de DPVa et sensibiliser les autres établissements publics à faire de même (exemple CH de la Dracénie).

INDICATEURS

- Nombre par % de marchés intégrant des clauses zéro déchet : 30 marchés sur 50 (soit 60% à atteindre).
- Connaitre les tonnes de déchets évitées grâce à des marchés exemplaires.
- Quantifier le nombre d'achats intégrant des produits ou prestations issus de l'économie circulaire.
- Quantifier le nombre de consultations incluant des exigences environnementales précises (Clauses limitant les suremballages, exigeant la livraison en vrac, prévoyant des livraisons groupées…).

OBJECTIFS

- Il s'agit d'inciter les acheteurs publics (communes, intercommunalités, établissements publics…) à intégrer des critères de réduction des déchets à la source dans leurs appels d'offres. Pour impulser une dynamique exemplaire dans les collectivités.
- Réduire l'empreinte environnementale des achats publics.
- Valoriser les démarches d'éco-conception, et de réduction des déchets auprès des prestataires.
- Encourager la réutilisation de matériaux, et utiliser des matériaux bio-sourcés : définis comme des matériaux fabriqués à partir de ressources renouvelables d'origine végétale ou animale (bois, chanvre, lin, ouate de cellulose, liège, laine de mouton…).
- Lancer «des marchés propres».
- Instaurer du réemploi dans les Commissions d'Appels d'Offres.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Poursuite et élargissement de la démarche initiée sur les marchés de vêtements professionnels (déjà réalisée les années précédentes).
- Mise en place du SPASER, document stratégique avec intégration des objectifs environnementaux (zéro déchet, matériaux biosourcés, économie circulaire, achats durables) en cours au sein de notre collectivité.

- Intégration de clauses environnementales spécifiques dans les cahiers des charges ex : Justifier la part de matériaux biosourcés utilisés (en % ou en volume), limiter les matériaux superflus, réduction des emballages en amont… Des clauses limitant les suremballages, exigeant la livraison en vrac, prévoyant des livraisons groupées, des livraisons sans suremballage plastique. Utilisation exclusive de contenants réutilisables lors d'événements cf action festivités zéro déchet. Prestations incluant la reprise des déchets ou du matériel en fin de vie. Du mobilier ou informatique reconditionné…
- Sensibilisation et accompagnement des services acheteurs.
- Veille et benchmark sur les bonnes pratiques d'achat public responsable.
- Suivi et évaluation des impacts en termes de réduction des déchets.
- Une réflexion à lancer sur l'intégration dans les marchés publics de clauses imposant aux entreprises de travaux :

  - le justificatif de suivi des déchets de chantier ;
  - la traçabilité des matériaux.

  Objectif : lutter contre les dépôts sauvages et améliorer l'exemplarité des entreprises locales.

CIBLE

- Fournisseurs.
- Prestataires de services.
- Entreprises de travaux.
- Services internes en charge des achats à DPVa et dans les 23 communes.
- Les autres établissements publics comme le CH de la Dracénie.

BUDGET

Budget interne à mobiliser en fonction des marchés concernés (adaptation au cas par cas)

MOYENS HUMAINS :

- Service Marchés publics.
- Chargée de mission déchet.
- Chargé(e) de mission Sfaser.
- Appui des services techniques / DPS.

Partenaires :

- Réseau commande publique durable.
- Prestataires engagés dans la réduction des déchets.
- Des salariés d'entreprises vertueuses / Démarche RSE.
- Association zéro déchets et association zéro waste.

CALENDRIER

- Années précédentes : Action déjà engagée pour les vêtements professionnels et mise en place du SPASER.
- 2026 - 2027 : Proposer des marchés zéro déchet au sein de DPVA.
- 2027-2028 : au sein des 23 communes et des autres établissements publics comme le Ch de la Dracénie.
- 2028-2032 : Poursuivre la mise en place de marchés publics exemplaires pour arriver à l'objectif des 60 %.

Référence ECI / TETE et COT : Intégrer l'économie circulaire dans les politiques territoriales 1.2.3

PROPOSER DES FESTIVITES ZERO DECHET

Action 1.3 RED : Encourager et accompagner les communes à organiser des événements zéro déchet, en particulier en favorisant l'utilisation de verres et bouteilles consignés. Les événements de DPVa devront aussi proposer des événements zéro déchet. Promotion d'écogestes dans les manifestations publiques.

INDICATEURS

- Nombre de manifestations engagées dans une démarche zéro déchet (par an - objectif d'augmenter chaque année de 10 %).
- Nombre de partenaires sensibilisés/formés (organisateurs, bénévoles, prestataires, exposants).
- Nombre de kits de vaisselle réutilisable déployés.
- Présence de points de tri sélectif ou compostage sur les événements.
- Les tonnes de déchets évitées par événement (comparaison avec une édition antérieure sans démarche zéro déchet).
- Le taux de valorisation matière des déchets produits (recyclage + compostage / total des déchets).
- La quantité de vaisselle jetable évitée (nombre ou poids).
- Le pourcentage de prestataires engagés à ne pas utiliser de plastiques à usage unique.
- Réduction du volume de déchets résiduels - atteindre les 50 % (OMR - Ordures ménagères résiduelles).
- Évolution des pratiques des organisateurs (durabilité des engagements d'année en année).

OBJECTIFS

- Réduire les déchets générés lors des événements festifs (fêtes de village, concerts, marchés…).
- Limiter le recours aux plastiques à usage unique.
- Sensibiliser le grand public aux pratiques durables lors de manifestations locales.
- Créer une dynamique territoriale d'événements exemplaires et responsables.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Communication auprès des communes sur les bonnes pratiques et les solutions existantes.
- Mise à disposition de gobelets réutilisables et de systèmes de consigne, de fontaines à eau… composteurs livrés sur site (remorque achetée pour la livraison).
- Appui logistique et technique à l'organisation de festivités zéro déchet.
- Élaboration d'un guide pratique à destination des communes (checklist, partenaires, solutions locales).
- Valorisation des événements exemplaires via les canaux de communication DPVa. (Action récompenser).
- Mutualisation d'un stock de matériel réutilisable entre communes (décorations, gobelets consignés, vaisselle réutilisable,…) - véhicule équipée d'une remorque floquée : animation zéro déchet pour livraisons sur sites.
- Impliquer le citoyen (apport de gourde).
- Obligation de zéro déchet pour les événements organisés ou subventionnés par DPVa.
- Élaboration d'une charte visuelle, dynamique et simple dans le cadre du label TETE.
- Engagement des associations subventionnées à respecter cette charte.
- Encourager les communes à utiliser aussi cette charte, mais comprendre les freins à son application pour les lever progressivement.

CIBLE

- Communes membres de DPVa.
- Organisateurs d'événements locaux (associations, comités des fêtes, services municipaux).
- Grand public participant aux manifestations.

BUDGET

Estimatif : 15 000 euros la 1ère année

- Conception et impression du guide pratique (accompagnement communes) : 2 000 €
- Achat de gobelets réutilisables / bouteilles consignées, vaisselles réutilisables : 10 000 €
- Achat remorque et flocage : 3 000 €

Financements possibles : ADEME + voir sponsors / entreprises.

MOYENS HUMAINS :

- Chargé·e de mission déchets / événements durables DPVa (PACET).
- Référents des communes / organisateurs locaux.
- Service communication de DPVa
- Éventuels volontaires ou ambassadeurs du tri sur les événements.

Partenaires :

- Associations locales et comités d'organisation.
- Entreprises de location ou de vente de matériel réutilisable.
- ADEME, Région Sud (en soutien possible).
- Prestataires locaux pour la logistique (lavage, collecte…).
- Entreprises sponsors.
- Association zéro déchets.

CALENDRIER

- 2027 : Campagne de sensibilisation auprès des communes et diffusion du guide.
- 2028 : Mise à disposition du matériel / accompagnement des premiers événements pilotes.
- Juillet - Septembre 2027 : Déploiement sur les festivités estivales.
- Fin 2027 : Bilan de la saison, retour d'expériences et préparation des actions futures.
- 2028 -2032 : Etendre à toutes les manifestations des communes et de DPVa.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action des autres collectivités de son territoire 5.2.2

CHARTE D'ENGAGEMENT SUD ZERO DECHET PLASTIQUE

Action 1.4 RED : Signature et mise en oeuvre de la charte d'engagement Sud O déchets plastiques par DPVa. Réduction des déchets plastiques sur le territoire et engagement dans une démarche collective régionale.

Contexte Régional :

Charte d'Engagement Sud Zéro Déchets Plastiques

La charte régionale « Zéro Déchet Plastique en Méditerranée » est une initiative lancée en 2019 par la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de son Plan Climat « Une COP d'avance », et animée par l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement (ARBE). Elle vise à mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire pour réduire les pollutions plastiques, en particulier en mer Méditerranée, l'une des mers les plus polluées au monde

Cette charte vise à mobiliser les acteurs publics, privés et associatifs autour de la réduction des déchets plastiques dans les territoires du Sud. Elle s'articule autour de quatre grands engagements :

1. Sensibilisation : Informer et éduquer les citoyens, les acteurs économiques et les collectivités sur les enjeux liés à la pollution plastique, ses impacts environnementaux et sanitaires.

2. Actions de terrain : Organiser, soutenir et promouvoir des opérations de ramassage et de nettoyage des déchets plastiques, en mobilisant les forces locales et les bénévoles.

3. Réduction à la source : Encourager la diminution de l'usage des matières plastiques, notamment à usage unique, en favorisant des alternatives durables et réutilisables.

4. Réglementation des usages : Intégrer l'interdiction du plastique à usage unique dans les documents contractuels relatifs à l'occupation du domaine public (marchés, événements, concessions…), pour ancrer cette démarche dans les pratiques administratives.

INDICATEURS

- La mise en place des actions en lien avec cette charte.
- Evaluation des actions du PLPDMA en lien avec cette charte : soutien aux associations locales comme clean my nature / nettoyage des déchets plastiques sur le territoire, les festivités zéro déchet plastique notamment à usage unique, les marchés publics avec clause zéro plastique.

OBJECTIFS

- Formaliser l'engagement de la collectivité dans la lutte contre la pollution plastique.
- Mettre en place des actions concrètes de réduction des plastiques à usage unique.
- Mobiliser les acteurs du territoire autour d'un objectif commun.
- Intégrer une dynamique régionale pour amplifier l'impact local.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Signature officielle de la charte Sud O déchets plastiques.
- Identification des actions prioritaires à mettre en oeuvre en interne (réduction des plastiques dans les événements, commande publique, équipements municipaux…). et en lien avec les autres actions du PLPDMA.
- Sensibilisation des services municipaux et des partenaires à l'engagement pris.
- Mise en place d'un plan d'actions (diagnostic, réduction des achats de plastique, alternatives durables).
- Suivi des indicateurs de réduction des plastiques et reporting annuel auprès de la coordination régionale.

CIBLE

- Collectivités territoriales et intercommunalités : Pour intégrer des pratiques écoresponsables dans la gestion des déchets et l'aménagement du territoire.
- Entreprises : Pour adopter des démarches d'écoconception et réduire leur empreinte plastique.
- Établissements scolaires : Pour sensibiliser les jeunes générations et les impliquer dans des actions concrètes.
- Associations : Pour organiser des événements de nettoyage et promouvoir des alternatives au plastique.
- Habitants : en tant que bénéficiaires des politiques publiques exemplaires. Et bénévoles lors des opérations de nettoyage d'envergure.

BUDGET

4 000 euros / an

- Communication et supports pédagogiques : 2 000 €
- Mise en oeuvre de premières actions concrètes : 2 000 €
- Dépenses liées aux autres actions du PLPDMA en lien avec le zéro plastique : budget mentionné dans chaque fiche action.

MOYENS HUMAINS :

- Chargé·e de mission environnement / déchets.
- Service achats - marché public et logistique de DPVa.
- Service communication.
- Services Fabrique des Transitions de DPVa en lien avec le PCAET /TETE.

Partenaires :

- Coordination régionale du dispositif « Sud O déchets plastiques ».
- ADEME / Région Sud.
- ARBRE.
- Associations et acteurs économiques volontaires.
- Prestataires de solutions alternatives au plastique.
- Association Zéro déchets.

CALENDRIER

- Fin 2027 : Signature officielle de la charte et communication de l'engagement.
- 2028 : Réalisation du diagnostic interne et identification des leviers de réduction.
- 2029 : Mise en oeuvre des premières actions prioritaires et sensibilisation des équipes.
- Fin 2029 : Premier bilan d'étape, remontée d'informations au dispositif régional, ajustements.
- 2030 -2032 : Poursuite des actions.

Résultats et perspectives :

Depuis sa mise en place, la charte a permis de mobiliser plus de 350 signataires, dont des collectivités, des entreprises et des établissements scolaires. Des centaines d'actions et d'expérimentations ont été menées sur le territoire régional, contribuant à une prise de conscience collective et à des changements de comportements. La Région Sud ambitionne d'atteindre 500 signataires d'ici 2026.

Référence ECI / TETE et COT : S'engager politiquement et mettre en place des moyens 1.1.1

RÉDUIRE LA PRODUCTION DE PAPIER ADMINISTRATIF ET ÉVÉNEMENTIEL

Action 1.5 RED : Réduction des déchets papier à la source et transition vers des pratiques administratives plus durables. Campagnes de sensibilisation à la dématérialisation des documents administratifs internes à DPVa.

INDICATEURS

- Nombre de services engagés dans la démarche de dématérialisation.
- Nombre d'agents formés ou sensibilisés à la réduction du papier.
- Nombre d'actions de communication interne sur le sujet.
- Consommation annuelle de papier par agent (en ramettes/agent/an) si suivi logiciel.
- Évolution de la consommation globale de papier (ramettes/an ou kg/an).
- Taux d'impressions recto-verso.
- Part de courriers sortants non dématérialisés. Réduction des impressions couleur (plus consommatrices de toner et papier).

OBJECTIFS

- Limiter la consommation de papier dans les services publics.
- Encourager les pratiques écoresponsables chez les agents.
- Accompagner la transition numérique des services de l'agglomération.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Sensibilisation à la dématérialisation :

  - Organisation de campagnes internes (affichages, e-mails, réunions d'information).

  - Mise en valeur des outils de gestion électronique de documents (GED), parafeur électronique, e-signature, courriels administratifs. Dématérialisation des feuilles de congés…

  - Incitation à l'abandon de l'impression systématique (ex : factures, courriers, convocations).

  - Formation ou accompagnement des agents à l'usage de solutions numériques. Accompagnement des élus à l'utilisation des tablettes.
- Réduction des documents imprimés, en particulier les supports de communication éphémères et les documents administratifs lors des commissions par exemple.
- Mise à disposition de tablettes pour les élu(e)s communautaires.
- Maintien uniquement des impressions jugées « livrables » et durables (en fonds patrimoine local, catalogues d'exposition…). Si le document doit être imprimé c'est pour qu'il soit conservé !
- Préférence pour la diffusion numérique et les news régulières.
- Mise en oeuvre du suivi des impressions papier via un logiciel pour quantifier les tonnages d'impressions.
- Paramétrage des photocopieurs /imprimantes en R/V et en noir et blanc par défaut.

CIBLE

- Agents et services administratifs de DPVa.
- Agents des 23 communes membres.

BUDGET

3 000 euros / an

- Achat de tablettes pour les élus.

MOYENS HUMAINS :

- Service DSI (informatique).
- Service communication.
- Service ressources humaines et autres services supports pouvant dématérialiser les documents internes.

Partenaires :

- Les autres collectivités qui ont des démarches vertueuses en matière de réduction du déchet papier.

CALENDRIER

- Années précédentes : Remise de tablettes aux élu(e)s communautaires. Des procédures dématérialisées, mise en place du e-parafeur, de l'e signatures, des feuilles de congés et des bulletins de salaires dématérialisés…
- 2027 : Bilan des années précédentes sur la mise en place des premières actions : ce qui fonctionne, ce qui n'a pas fonctionné, les freins soulevés, le tonnage de papier avant et après ces actions.
- 2028 : Sensibiliser les agents et les élus. Constat et actions futures pour réduire encore le tonnage papier.
- 2029 : Bilan des actions 2028 et ajustements sur l'année pour réduire encore la consommation de papier.
- 2030 -2032 : La dématérialisation devient une priorité, les impressions une exception.

Référence ECI / TETE et COT : Identifier les pistes de réduction des impacts 2.4.1

CONTRAT DE PERFORMANCE DANS NOTRE MARCHE DE COLLECTE

Action 1.6 RED : Impliquer le prestataire de collectes dans la réduction des déchets. Un contrat de performance est mis en place pour marquer l'engagement du prestataire. Privé et Public s'accordent sur une « politique » de réduction des déchets.

INDICATEURS

- Contrat de performance mentionné dans le marché des collectes.
- Indicateurs de suivi : bonus ou malus suivant les résultats constatés.

OBJECTIFS

- Impliquer le prestataire de collecte dans une démarche commune de réduction des déchets et pour faire évoluer les pratiques de terrain.
- Développer des actions collaboratives et des engagements contractuels autour de la performance environnementale et de la réduction des déchets à la source.
- Déployer des ambassadeurs sur le terrain côté privé et public qui délivrent le même discours aux citoyens et aux entreprises.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Organisation de réunions d'échange et ateliers de sensibilisation avec les prestataires actuels et futurs :

  - Élaboration conjointe d'actions ciblées visant à optimiser les pratiques de collecte et réduire la production de déchets.

  - Inclusion de clauses spécifiques dans le nouveau contrat de collecte, intégrant des objectifs de réduction et indicateurs de performance environnementale.

  - Suivi régulier des résultats et ajustement des actions en fonction des retours terrain.
- Exemple d'actions conjointes : optimisation des tournées, limitation des bacs supplémentaires, collecte adaptée à la prévention (ex : fréquence réduite OMR), mise à disposition de bacs de tri en priorité voire aucun bac OM pour les entreprises.
- Des ambassadeurs relai côté DPVa et côté prestataire privé : signalement d'erreurs de tri, distribution de flyers, conseils aux usagers et aux entreprises…
- Un événement commun sur la prévention des DMA et DAE.
- Une communication conjointe sur les RS et panneaux lumineux : Ex : « votre ville s'engage à réduire les déchets », collectivité et prestataire public à votre écoute…

CIBLE

- Prestataires (actuels et futurs) de collecte des déchets.
- Les agents de la régie / collecteurs côté DPVa.

BUDGET

6 500 euros (+ bonus / an)

- Campagne de communication conjointe privé / public : sur les RS, les panneaux lumineux de la ville : 5 000 euros
- Actions de sensibilisation : un événement sur la prévention des DMA et des DAE à destination des citoyens et entreprises : 1500 euros
- Les bonus éventuels / contrat de performance atteint : + 10 % du prix.

MOYENS HUMAINS :

- Responsable marchés publics.
- Responsable du service exploitation de la DPVD à DPVa.

Partenaires :

- Le cinéma CGR pour l'événement.

CALENDRIER

- 2025-2026 : Renouvellement des marchés des collectes avec contrat de performance.
- 2026 : Réunions d'échanges - Ajuster le contrat de performance - mise en place d'actions communes pour optimiser les collectes - audit fin d'année.
- 2027 : Actions conjointes à mettre en place - prévention, sensibilisation, événement.
- 2028 : Bilans des 2 ans.
- Fin 2028 - 2032 : Poursuivre les actions et ajuster les objectifs (augmenter les résultats de performance).

Référence ECI / TETE et COT : Mettre en oeuvre le plan d'actions et communiquer 2.2.3
Référence ECI / TETE et COT : Identifier les pistes de réduction des impacts 2.4.1

CREATION DE CABAS REUTILISABLES

Action 2.1 RED : Création et distribution de cabas réutilisables aux particuliers par DPVa. Une attention particulière sera portée à la matière du cabas ; éviter le plastique, privilégier le tissu ou des matériaux biodégradables. Privilégier le upcycling et une ESS pour la confection. Intégrer un message de sensibilisation et le logo de DPVa sur les sacs.

INDICATEURS

- Part de la population sensibilisée via cette action (Exemple : % de la population du territoire ayant reçu ou utilisé un cabas).
- Estimation du nombre de sacs à usage unique évités (À partir d'une hypothèse moyenne d'usage : par exemple, 1 cabas = 50 sacs plastique évités/an).
- Évolution du tonnage de déchets assimilables à des emballages jetables permet de quantifier une éventuelle baisse liée à cette action .
- Taux d'utilisation effective des cabas distribués (Via enquête ou sondage auprès des usagers quelques mois après distribution.).
- Taux de satisfaction ou d'adhésion des citoyens/commerçants (Permet de mesurer l'acceptabilité de l'action et son appropriation).
- Nombre de réutilisations moyennes par sac (Évalué via questionnaire auprès des commerçants).

OBJECTIFS

- Encourager l'abandon des sacs plastiques à usage unique. Lien avec l'action 1.4 RED.
- Promouvoir les comportements écoresponsables au quotidien.
- Valoriser l'image d'une collectivité engagée dans la transition écologique.
- Sensibiliser les habitants à la réduction des déchets à la source.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Conception et commande de cabas durables et personnalisés (logo DPVa, message de sensibilisation). Eviter le plastique, privilégier le tissu ou des matériaux biodégradables. Privilégier le upcycling et une ESS pour la confection (exemple de sacs réalisés en tissu récupéré ou issus d'affiches publicitaires).
- Organisation de la distribution : lors d'événements publics, au sein des commerces (identifier la démarche et sensibilisation des clients).
- Communication autour de l'initiative (affiches, réseaux sociaux, site web).
- Possibilité d'associer la remise des sacs à une action de sensibilisation (stand d'information, quizz, flyer).

CIBLE

- Habitants du territoire de DPVa. 1 sac par famille - estimation de 46 000 familles sur le territoire.

BUDGET

15 500 euros / an

- Création de cabas réutilisables, (3 000 sacs par an à 5 euro le sac) : 15 000 euros / an pour
- Communication sur le site internet de DPVa, les RS + affiches : 500 euros

MOYENS HUMAINS :

- Agent de la DPVD et des communes pour la distribution.
- Éventuels bénévoles ou volontaires lors des événements.
- Direction de la communication.

Partenaires :

- Commerces partenaires (pour relayer la distribution).
- Associations locales engagées dans la réduction des déchets.

CALENDRIER

- 1er semestre 2027 : lancement d'un marché si besoin / budget alloué.
- 2ème semestre 2027 : choix du prestataire, commande et réception des sacs.
- 2028 : Distribution des 1ers sacs et lancement de la campagne de communication - bilan.
- 2029 - 2032 : Poursuite de l'action suivant le bilan pour atteindre la dotation de 50 % des familles du territoire soit 23 000 familles.

Référence ECI / TETE et COT : Mettre en place le report modal de la collecte des déchets 2.4.3

CREATION DE NOUVEAUX « STOP PUB »

Action 2.2 RED : Création et distribution d'autocollants « Stop Pub » plus grand et dynamique / 1ères créations : un design attractif, créatif (dragon emblème de la ville centre) ou humoristique. Distribution aux habitants du territoire mais aussi aux entreprises et collectivités. Stop pub maintenu - oui pub abandonné : le système stop pub est rétabli à l'échelle nationale depuis le 01 mai 2025.

INDICATEURS

- Nombre d'autocollants «Stop Pub» distribués. Taux de couverture : Nombre de foyers ayant apposé un Stop Pub / Nombre total de foyers du territoire(%) voir partenariat avec La Poste.).
- Nombre d'entreprises et de collectivités qui ont apposés le stop pub sur les boites aux lettres professionnelles.
- Estimation des imprimés publicitaires évités (en kg/an -Hypothèse : 30 kg de pub/boîte/an -> multiplier par le nombre de foyers avec un autocollant actif).
- Réduction du tonnage de papier collecté en bac de tri (Comparaison avant/après sur plusieurs années).
- Nombre de sollicitations reçues (demandes de Stop Pub -Peut indiquer l'intérêt ou la dynamique citoyenne en cours.).

OBJECTIFS

- Réduire la distribution de publicités non désirées dans les boîtes aux lettres. Réduction du papier non sollicité - En moyenne, une boîte aux lettres reçoit environ 30 kg de publicité par an. Le «Stop Pub» peut réduire ce chiffre de manière significative (jusqu'à 90 %).
- Limite les impacts environnementaux de la production, du transport et du recyclage des imprimés.
- Moins de papier à collecter, trier et traiter = baisse des coûts pour la collectivité.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Autocollants « Stop Pub » :

  - Conception, impression et distribution sur demande ou en diffusion à grande échelle avec l'aide de la Poste.

  - Communication auprès des habitants, chefs d'entreprises et collectivités via les réseaux sociaux, et site internet de DPVa. Demander aux citoyens d'enlever tous les autres anciens stop pub.
- Communiquer sur le nombre de boite à lettres équipées de stop pub et informations des résultats positifs de l'action.

CIBLE

- Habitants du territoire de DPVa, citoyens, entreprises et collectivités.

BUDGET

Budget estimatif : 6 000 euros / an

- Estimation de 46 000 foyers sur la Dracénie - donc création de 23 000 autocollants pour 50 % des foyers (2 euros par autocollant plastifié 8 cm X 4 cm) soit 3000 stop pub / an pour 6 000 euros /an
- Communication sur les RS : 0 euro

MOYENS HUMAINS :

- Service communication pour création.
- Service déchet pour la commande et l'organisation de la diffusion (accueil DPVa).
- Agents communaux comme relais pour la distribution à la demande (accueil en Mairie).
- Service culture de DPVa pour distribution (accueil en médiathèques).

Partenaires :

- La poste pour distribution des stop pub et bilan du nombre réel apposé.

CALENDRIER

- 2027 : Création des premiers stop pub et diffusion + communication.
- 2028 : poursuivre la diffusion des stop pub + communication.
- 2029 : bilan des 2 ans.
- 2030-2032 : Poursuivre la diffusion des stop pub si bilan positif pour atteindre 50 % des boites à lettres équipées (au minimum).

Référence ECI / TETE et COT : Identifier les pistes de réduction des impacts 2.4.1

INFORMER LES ENTREPRISES DES DISPOSITIFS D'AIDES À LA PRÉVENTION DES DÉCHETS

Action 2.3 RED : Informer et Mobiliser les entreprises du territoire autour des dispositifs d'aides à la prévention des déchets (exemple AAP Adelphe, Citéo / consigne, verre réemployable - fonds européen ECCELSI).

INDICATEURS

- Nombre d'entreprises informées.
- Nombre d'entreprises ayant candidaté à un AAP suite à l'action.
- Nombre d'évènements / campagnes d'information organisés.
- Taux de satisfaction des entreprises accompagnées.
- Nombre de projets locaux financés dans le domaine de la prévention des déchets.

OBJECTIFS

- Communiquer et Informer pour mieux accompagner les entreprises dans leur transition vers une gestion plus durable des déchets.
- Promouvoir les dispositifs régionaux, nationaux et européens de soutien (financier et technique) à la prévention des déchets.
- Permettre aux entreprises d'obtenir une veille sur les aides possibles afin de faciliter leurs démarches (un lien vers le guichet unique de la Région et les actions de la Direction du Développement Economique de DPVa).

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Cartographie des aides existantes et des AAP disponibles (ADEME, Région, État, Europe).
- Diffuser les informations aux entreprises de façon synthétique et accessible (fiches infos, réunions, posts sur les RS, interlocuteur unique au sein de DPVa…).
- Appui à la rédaction ou au montage de dossiers pour les entreprises intéressées (en lien avec les structures compétentes).
- Animer des réunions en lien avec la fiche action 3.1 RED Animer des GT avec les entreprises de même activité autour notamment de l'AAP emballages.

CIBLE

- Entreprises du territoire (TPE, PME, commerces, domaines viticoles…).

BUDGET

6 000 euros / an

- Supports de communication : 2 000 euros
- Animations : 2 000 euros
- Prestataires extérieurs : 2 000 euros

MOYENS HUMAINS :

- Service développement économique de DPVa.
- Service tourisme.
- Service prévention/gestion des déchets : référent subventions.
- Direction de la communication.

Partenaires :

- Guichet unique régional (France 2030, Région Sud, ADEME…).
- CCI du Var (Chambre de Commerce et d'Industrie).
- CMA (Chambre des Métiers et de l'Artisanat).
- ADEME (Agence de la transition écologique).
- Associations ou bureaux d'études spécialisés en accompagnement des entreprises.
- Réseaux d'entreprises (clubs d'entreprises, associations de commerçants, ea éco entreprises…).

CALENDRIER

- 2026 - 2027 : Focus sur l'AAP emballages et sur les aides possibles avec le projet ECCELSI.
- 2027 - 2028 : Recensement des AAP et dispositifs existants puis les communiquer aux entreprises.
- 2029-2032 : Poursuivre l'action, suivre les entreprises qui ont répondu aux AAP.

Référence ECI / TETE et COT : Réaliser une veille 4.3.1

GROUPE DE TRAVAIL ENTREPRISES POUR REDUIRE LES EMBALLAGES

Action 3.1 RED : Travailler avec les entreprises de même activité pour réduire les emballages. Travailler avec les fournisseurs, les prestataires pour limiter les emballages et favoriser les systèmes de consigne - Promouvoir le vrac et les emballages réutilisables. Moins produire d'emballages et moins en utiliser. Suivre la mise en place de la REP emballages.

INDICATEURS

- Baisse du nombre d'emballages collectés en régie ou en prestataire privé auprès des entreprises.
- Le nombre d'entreprises engagées dans la démarche, dans le consortium (réduction du tonnage d'emballages produits enn kg ou tonnes / an et quantifier les économies réalisées chez les entreprises engagées dans la démarche).
- Part des emballages réemployables.
- Nombre d'actions concrètes mises en place.
- Satisfaction des entreprises accompagnées.
- Nombre de commerce proposant la vente en vrac.

OBJECTIFS

- Réduire à la source la production de Déchets d'Activité Économique (DAE).
- Sensibiliser les professionnels (commerçants, entreprises, prestataires) à l'impact environnemental des emballages.
- Encourager des pratiques plus durables : vrac, consigne, reprise de contenants, choix de fournisseurs locaux.
- Regrouper les entreprises en consortium pour répondre aux AAP emballages / verre réemployé.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Création d'un Groupe de Travail (GT) réunissant commerçants, supermarchés, artisans, collectivités et associations pour réfléchir collectivement à la réduction des emballages. Prévoir des GT constitués d'entreprises de mêmes activités. Animer le consortium créé.
- Organisation de réunions d'échange avec les entreprises locales afin d'évaluer les possibilités de :

  - Réduction du nombre d'emballages primaires/ secondaires,

  - Mise en place de systèmes de reprise (palettes, bouteilles, cartons, cagettes bois),

  - Utilisation de contenants réutilisables ou consignés.
- Suivi des engagements pris par les entreprises (entreprises pilotes de l'action).

CIBLE

- Commerçants et grandes surfaces du territoire.
- Vignerons, brasseurs, producteurs de boissons… Prestataires de services, entreprises locales.
- Toute entreprise produisant ou consommant de l'emballage.

BUDGET

12 000 € / an

- Etude de faisabilité - Création et animation du groupe de travail par un prestataire extérieur : 10 000 €
- Frais logistiques (déplacements, petits déjeuners) : 2 000 €

Recettes indirectes : les AAP Citéo / Adelphe pour les emballages en verre - de 2026 à 2029

Recettes possibles ADEME

MOYENS HUMAINS :

- Chargé(e) de mission déchets.
- Agents des communes (service environnement)
- Agent de la Fabrique des Transitions (pour le changement des pratiques).
- Éventuellement un bureau d'études ou un consultant externe pour le diagnostic initial et suivi du groupe de travail.
- Direction de la communication pour valoriser l'agglomération dans cette action.

Partenaires :

- Chambres consulaires (CCI, CMA) et UPV.
- Associations de commerçants et club d'entreprises.
- Entreprises locales (GMS, producteurs locaux, logisticiens).
- ADEME (accompagnement technique et/ou financier possible).
- Prestataires de collecte des déchets (privé / régie).
- CITEO - REP emballages.
- Ecoscience.
- Consultante économie circulaire.
- Membres du Codev.
- Association zéro waste.

CALENDRIER

- 2026 : Atelier de réemploi des emballages en verre : 1ère GT comme amorce et test sur les besoins en local : réunion avec les producteurs locaux (domaines viticoles et brasseurs) + distributeurs potentiels ; infos REP emballages, AAP eco organismes - Création d'un consortium. Répondre à l'AAP Citéo / Adelphe.
- 2027 - 2028 : Mise en œuvre de l'AAP emballage verre réemployable. Trouver la place de la collectivité pour un système plus pérenne et local : collectes, lieu de stockage…
- 2028: Lancer les autres GT thématiques / emballages grandes surfaces : cartons, films plastiques, cagettes bois… trouver des entreprises pilotes.
- 2029 - 2032 : Bilan et poursuite de l'action en vue de baisser le tonnage des emballages de 500 tonnes depuis le début de l'action - Trouver d'autres entreprises volontaires pour réduire leur production et leur consommation d'emballages.

Référence ECI / TETE et COT : Soutenir les entreprises du territoire et construire des réponses aux enjeux de politique publique adaptées aux différents usages 3.6.2

MISE EN PLACE D'UN EVENEMENT D'ENVERGURE POUR CHANGER NOTRE REGARD SUR LES DECHETS - INSPIRÉ DU CONCEPT DE LA « FASHION WEEK DU DECHET »*

Action 3.2 RED : Mise en place d'un événement 1 fois/ an lié étroitement au volet artistique et culturelle de DPVa. Éducation à la Réduction des Déchets auprès des scolaires et du grand public (sensibilisation des familles, des scolaires) - En lien avec les animations scolaires et le partenariat collèges, lycées dans le cadre du PCAET / TETE.

INDICATEURS

- Nombre de participants et nombre de visiteurs. Nombre d'animations proposées et la fréquentation par ateliers.
- Couverture médiatique et nombre de likes sur les RS. Taux de satisfaction des participants, des visiteurs.

OBJECTIFS

- Impliquer activement les familles et les enfants dans la réduction des déchets.
- Renforcer la compréhension des enjeux liés au tri et à la gestion des déchets. Prise de conscience.
- Impact pédagogique et symbolique.
- Changer les représentations des déchets : les voir comme des ressources, des signaux de surconsommation, ou des opportunités d'économie circulaire.
- Favoriser le passage à l'action via des animations concrètes et participatives.
- Mettre en lumière les coûts économiques et environnementaux de la réduction des déchets.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Proposition d'un événement annuel sur la valorisation des déchets comme ressource, comme signaux d'une surconsommation :

  - Ateliers : tawashi, furoshiki, cuisine anti-gaspi, expositions photos, conférences, projections de films, créations artistiques à base de déchets,

  - Expo immersive : «Une journée de nos déchets», ou «Déchets du futur»,

  - Performance artistique (défilé de mode récup, installation éphémère…).

  A prévoir sur 1 journée ou 1 we.

  Intégration des actions dans le programme culturel et touristique, avec ciblage des établissements scolaires. Idée de pièce de théâtre en milieu scolaire autour des déchets (dans le cadre des EAC) à explorer.

CIBLE

- Familles avec enfants scolarisés.
- Collégiens et lycéens.
- Le grand public.

BUDGET

10 000 euros / an

- Ateliers : 2 000 euros
- Animations diverses : 4 000 euros
- Goodies / lots : 2 000 euros
- Supports pédagogiques et de communication : 2 000 euros

Recettes possibles : CITEO / volet communication

MOYENS HUMAINS :

- Direction DPVD.
- Direction Communication.
- Direction culture et tourisme / scolaires.
- La Fabrique des Transitions / scolaires.
- Enseignants et personnels des écoles partenaires.

Partenaires :

- Association de parents d'élèves.
- Subventions de CITEO pour la communication.
- Association locales.

CALENDRIER

- Janvier 2027 à mai 2028 : Organisation du 1er événement : planification, réservations de salles, réservations des intervenants + créations artistiques à réaliser de septembre 27 à mai 28.
- Juin 2028 semaine des transitions : proposer l'événement d'envergure.
- Septembre 2028 à mai 2029 : Organisation de la seconde édition et créations artistique.
- Juin 2029 : Evénement festif lors de la semaine des Transitions.
- Continuer cette action jusqu'en juin 2032.

Référence ECI / TETE et COT : Agir pour la consommation responsable et la sobriété dans le cadre de ses compétences 3.3.3

*Note d'information : « DPVa » est un service indépendant de gestion/recyclage des déchets.

Les termes « Tinder » et « Fashion Week » sont des marques déposées appartenant respectivement à leurs propriétaires légitimes (Match Group, Inc. et Fédération de la Haute Couture et de la Mode). L'utilisation des expressions « Tinder des déchets » et « Fashion Week du déchet » est faite à titre purement descriptif et métaphorique pour illustrer le concept de notre démarche.

Notre structure n'est aucunement affiliée, associée, parrainée ni soutenue par les titulaires de ces marques.

SENSIBILISER LES CITOYENS À LA RÉDUCTION DES DÉCHETS. PROMOUVOIR « LE CONSOMMER RESPONSABLE »

Action 3.3 RED : Sensibiliser les ménages et les professionnels à la réduction des déchets - Promouvoir « le consommer responsable ». Communiquer sur le surplus d'emballages et sur le surplus de textile. Proposer des fiches de bonnes pratiques.

INDICATEURS

- Taux de couverture de la population (via campagnes).
- Évolution du tonnage textile en borne de collecte.
- Évolution du tonnage des déchets d'emballages ménagers.
- Nombre de supports distribués.
- Nombre de vues/interactions sur les RS.
- Taux de notoriété des campagnes (enquête ou sondage).

OBJECTIFS

- Réduire la production de déchets notamment les emballages et le textile par une modification des comportements d'achat et de consommation.
- Encourager des comportements de consommation plus durables (achat local, vrac, seconde main, réparation…).
- Sensibiliser sur l'impact environnemental de la surconsommation et des produits à usage unique. Démontrer l'impact économique pour une famille lorsqu'il consomme de manière responsable.
- Fournir des outils concrets et simples aux ménages et aux professionnels pour passer à l'action.
- Mobiliser les professionnels pour relayer et intégrer ces pratiques dans leurs activités.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Conception de fiches pratiques thématiques : « Acheter en vrac », « Choisir des vêtements de seconde main ou de qualité », « Éviter les produits sur-emballés », «Louer ou emprunter plutôt qu'acheter », « jardiner de façon plus durable » Utiliser des gourdes plutôt que des bouteilles d'eau plastique, « cuisiner sans déchet »…
- Création d'un livret avec des fiches pratiques.
- Des posts sur les RS avec des messages identiques mais en version numérique.
- Faire des fiches pratiques prouvant les économies réalisées pour une famille en consommant plus responsable.
- Campagnes de communication : Signaler sur les Points d'Apport Volontaire (PAV) des informations sur le nombre d'emballages collectés : effet pédagogique pour illustrer concrètement la quantité de suremballages consommés. Prise de conscience de la surconsommation d'emballages. Informations sur la surconsommation (tonnage) et les résultats obtenus depuis le tri, et les efforts à faire pour moins produire.
- Sensibiliser auprès des PAV : présence d'ambassadeurs via les conseillers de quartier.
- Mise en place de ces livrets en médiathèques, chez les commerçants, lors d'événements organisés sur les déchets et la transition écologique, environnementale…
- Visites pédagogiques du centre de tri et du site d'enfouissement destinées aux chefs d'entreprises et associations locales. Éductours tourisme / entreprises

CIBLE

- Ménages du territoire (adultes, familles, jeunes consommateurs).
- Professionnels notamment du commerce de détail, restauration, textile, grande distribution, tourisme et BTP.
- Associations locales.

BUDGET

10 000 euros / an

- Conception graphique, rédactionnelle et impression des supports : 5 000 euros
- Création de contenus numériques RS : 0 (en interne)
- Signalisation PAV : 5 000 euros

+ aides financières de l'Ademe

MOYENS HUMAINS :

- Service communication
- Service déchets / prévention.
- Direction des transports pour les visites du centre d'enfouissement.

Partenaires :

- Association d'entreprises comme le CLED qui propose aussi des visites du centre de tri aux chefs d'entreprises.
- Les équipements communautaires accueillant du public comme les médiathèques pour diffusion des livrets.
- Les commerces de proximité pour diffusion des livrets.
- Centres sociaux pour la diffusion des livrets.
- ADEME / Région (soutien technique ou cofinancement possible).
- Collecteurs textiles (ex : Relais, Refashion) pour aide rédactionnelle sur la signalétique des PAV.
- Citéo pour la partie emballages.

CALENDRIER

- Années précédentes - 2025 : visites du centre d'enfouissement pour les professionnels du tourisme.
- 2026 - 2027 : Informations - signalétique sur les PAV principaux + visites des sites pour les entreprises, les associations et le tout public.
- 2027 - 2028 : Conception, diffusion des livrets + communication sur les RS en parallèle. Poursuite des visites pour les professionnels.
- 2028 - 2029 : Signalétique sur l'ensemble des PAV, poursuite des visites et de la diffusion du livret.
- 2029 - 2032 : Intensifier la communication sur les RS et la diffusion des livrets sur l'ensemble des communes de DPVa.

Référence ECI / TETE et COT : Communiquer et sensibiliser à la consommation responsable et à la sobriété 3.3.1

ANIMER UN RÉSEAU DES CANTINES SCOLAIRES - DIAGNOSTIC INDIVIDUEL

Action 3.4 RED : Réduction du gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires. Sensibilisation à une alimentation saine et de qualité. Promotion des circuits courts et des achats auprès de producteurs locaux, moins générateurs d'emballages.

En lien avec le PAT : Lutter contre le gaspillage alimentaire et favoriser une alimentation saine, locale et durable, en particulier chez les jeunes. Cf Loi EGAlim : Renforcer la qualité de l'alimentation avec des objectifs comme 50 % de produits durables ou bio dans la restauration collective. Réduire l'usage du plastique et le gaspillage alimentaire, avec des mesures concrètes pour les supermarchés et la restauration.

INDICATEURS

- Quantité de biodéchets alimentaires produits par repas (kg/repas).
- Mesure directe du gaspillage. À suivre mensuellement ou trimestriellement.
- Taux de gaspillage alimentaire (% de la nourriture servie jetée) peut être mesuré par des pesées sur une semaine type, deux fois par an.
- Nombre d'actions mises en place pour réduire le gaspillage (ex : adaptation des portions, menus à choix multiples, formation du personnel…).
- Taux de satisfaction des élèves sur les repas servis (enquêtes).
- Nombre d'élèves sensibilisés à l'alimentation saine par an par le biais d'ateliers, interventions, animations pédagogiques.
- Nombre d'établissements scolaires intégrant des programmes éducatifs sur l'alimentation.
- Evolution des connaissances et comportements des élèves (questionnaires pré/post intervention).
- Nombre de partenariats avec des acteurs de la santé, de l'éducation ou de l'alimentation durable.
- Promotion des circuits courts et des achats auprès de producteurs locaux.
- Part des produits locaux dans les achats alimentaires de la restauration collective (%).
- Part des produits labellisés durables ou bio (objectif EGAlim : 50 % dont 20 % bio).
- Nombre de fournisseurs locaux référencés par les établissements.
- Réduction de la quantité d'emballages générés par les achats alimentaires (kg/mois ou par repas).

OBJECTIFS

- Réduire le gaspillage alimentaire dans les établissements scolaires.
- Atteindre les objectifs de la loi EGAlim : 50 % de produits de qualité dont 20 % de produits issus de l'agriculture biologique.
- Sensibiliser les enfants / les élèves à une alimentation durable.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Inciter et accompagner les cantines scolaires à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'actions co-construit via un accompagnement individuel (2 cantines /an) ou collectif (Réseau des cantines de la Dracénie dans le cadre du PAT de la Dracénie).
- Exemples d'actions référencées sur d'autres territoires : mise en place de systèmes de portions ajustables selon l'appétit des élèves. Installation de balances pour peser les déchets en fin de service et suivi régulier des résultats. Lien avec les producteurs locaux pour intégrer davantage de produits frais et de saison dans les menus.

- Réaliser un état des lieux des actions de sensibilisation à une alimentation durable et proposer un programme d'animation adéquat.
- Mise en place « d'un passeport alimentation durable » : un support éducatif et incitatif : un kit de repères et bonnes pratiques, adapté au contexte d'un PAT, pour sensibiliser, fédérer et guider les comportements vers une alimentation durable à l'échelle d'un territoire.
- Actions de réduction des emballages par l'achat en vrac ou directement auprès des producteurs - dans le cadre de la fiche action Réduire les DMA à la source.

CIBLE

- Enfants des écoles primaires et maternelles + collèges et lycées (indirectement).
- Personnel des cantines scolaires.
- Familles.
- Producteurs locaux.

BUDGET

Estimatif : 5 000 pour le PLPDMA et 28 000 à 38 000 pour le PAT / an

- Etude (prestataire extérieur) pour mise en place d'un diagnostic pour 2 cantines : 20 000 euros /an BUDGET PAT.
- Accompagnement individuel à raison de 2 cantines / an : 0 euro si ETP supplémentaire - 10 000 euros si prestation extérieure BUDGET PAT.
- Accompagnement collectif (réseau) / PAT : 3000 euros.
- Passeport alimentation durable : animations et sensibilisation éducation alimentation durable + création du guide : 5000 euros / an.
- Sensibilisation au gaspillage alimentaire : 5 000 euros BUDGET PLPDMA.

MOYENS HUMAINS :

- Animateur PAT et chargée de mission agriculture.
- Personnel des cantines (cuisinier gestionnaire, prestataire, agents de restauration scolaire).
- Intervenants extérieurs (nutritionnistes, animateurs associatifs).
- Agent de la DPVD.
- Direction de la communication.

Partenaires :

- Education nationale (Écoles) et services de restauration municipaux et prestataire.
- Associations spécialisées (éducation à l'alimentation, lutte contre le gaspillage).
- Chambre d'agriculture / Producteurs locaux.
- ADEME, DRAAF, collectivités locales.
- Parents d'élèves et associations de parents.

CALENDRIER

- Années précédentes : ateliers de sensibilisation et d'intelligence collective pour déterminer le plan d'actions du PAT.
- 2023 - 2024 : Diagnostic des cantines scolaires / Etat des lieux.
- 2025 : Réseau des cantines scolaires PAT : Atelier « lutte contre le gaspillage alimentaire » outils et méthode - Formation technique cuisiner. Point sur les actions de sensibilisation existantes / définition d'animation manquante et élaboration d'un « passeport alimentation durable ».
- 2026 à 2030 (fin du PAT) - 2032 si poursuite dans le cadre du PLPDMA. Appel à projet accompagnement individuel de 2 cantines / an et 2 ateliers collectifs / an. Mise en place du passeport. Bilan annuel, retour d'expériences, planification pour l'année suivante.

METTRE EN PLACE (OU CRÉER) UNE PLATEFORME LOCALE POUR FACILITER LES RELATIONS INTER- ENTREPRISES DU TERRITOIRE. INSPIRÉ DU CONCEPT LE « TINDER DES DECHETS »

Action 1.1 REU : Mettre en place (ou créer) une plateforme locale pour faciliter les relations inter-entreprises du territoire. Créer une synergie inter-entreprises où le déchet devient ressource ; il s'agit de « matcher » entre entreprises sur les déchets valorisables.

INDICATEURS

- Nombre d'entreprises inscrites sur la plateforme.
- Nombre d'annonces publiées (offres/demandes de matériaux, services, équipements…).
- Nombre de transactions ou mises en relation effectives.
- Tonnage estimé de déchets évités ou réemployés via la plateforme.
- Taux d'utilisation mensuel ou trimestriel de la plateforme (visites, connexions).
- Taux de satisfaction des utilisateurs (enquêtes qualitatives).
- Nombre de partenaires mobilisés dans la promotion et l'animation.
- Évolution du volume de déchets professionnels collectés.
- Coût évité estimé pour les entreprises et l'agglomération.

OBJECTIFS

- Encourager la coopération inter-entreprises en matière de prévention et gestion des déchets.
- Favoriser le réemploi et la réutilisation de matières entre acteurs économiques locaux.
- Réduire les tonnages de déchets collectés et traités par la collectivité. Diminuer les coûts liés à l'élimination des déchets pour les entreprises.
- Promouvoir l'économie circulaire et les synergies territoriales (déchets, matières, locaux, emploi…).
- Diminuer les coûts liés à l'élimination des déchets pour les entreprises.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Étude de cadrage et benchmark : Identification des besoins des entreprises locales, étude des plateformes existantes. Encourager la mise en place d'une plateforme unique à double entrées : professionnels et population. Lien avec fiche action 2.1 REU.
- Choix du modèle de plateforme : Développement en interne, appel à un prestataire ou adhésion à une plateforme existante. Travailler avec la direction du développement économique de DPVa suite à l'étude de faisabilité EIT lancée en 2025.
- Si création de la plateforme : Conception technique, intégration des fonctionnalités (ressources listées par entreprise, géolocalisation, notifications, les besoins en matières premières et les « déchets valorisables » à donner…). L'entreprise pourra recenser, proposer, rechercher des ressources.
- Communication et sensibilisation : Lancement de la plateforme auprès des entreprises du territoire via les chambres consulaires, clubs d'entreprises, newsletters, webinaires, RS…
- Animation et accompagnement : Nomination d'un référent pour animer la communauté, modérer les annonces et accompagner les entreprises.

- Suivi et évaluation : Suivi du nombre d'inscrits, des transactions effectuées, des tonnages évités, bilan annuel.

CIBLE

- Entreprises du territoire (TPE, PME, industries, artisans, commerces, acteurs de l'ESS).
- Collectivités locales et établissements publics.
- Associations qui génèrent des déchets, qui valorisent (ressourceries).

BUDGET

30 000 euros la 1ère année + 6 000 / an les années suivantes

- Étude de cadrage : 10 000 €
- Développement ou intégration d'une plateforme : 20 000 euros
- Communication et animations : 3 000 €
- Maintenance annuelle : 3 000 €

Pour information : Etude de préfiguration EIT : 30 075 euros (étude finalisée en avril 2025).

Financements possibles : projet ECCELSI, Région, Ademe (subvention EIT).

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission économie circulaire - direction du développement économique.
- Chargé de mission prévention des déchets.
- Appui de la Direction de la communication.
- Possibilité d'un étudiant en alternance pour accompagner la phase de déploiement.
- Cabinet d'étude / étude de préfiguration EIT.

Partenaires :

- Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) Chambres des Métiers et de l'Artisanat (CMA).
- ADEME.
- Communes de l'EPCI pour relais.
- Réseaux d'entreprises (clubs d'entreprises, association de commerçants…).
- Structures de l'économie sociale et solidaire (ESS).
- Structures de réemploi / ressourceries.
- Editeurs de plateformes existantes.

CALENDRIER

- 2027 : Etude de cadrage + choix du modèle de plateforme + création de la plateforme éventuelle.
- Début 2028 : Campagne de communication et animation de la plateforme - objectifs de 100 entreprises inscrites en fin d'année.
- Fin 2029 : bilan et poursuite de l'action - Ajustements possibles - Relever les freins éventuels de cette mise en relation (transports des matières, rh etc…).
- 2029 : Poursuite de l'action, intégrer 500 entreprises sur l'année.
- 2030-2032 : Répondre aux besoins de l'ensemble des entreprises du territoire, inscriptions sur la plateforme, animations des synergies, réduire les freins soulevés.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action à destination des acteurs économiques 5.3.2

* Note d'information : « DPVa » est un service indépendant de gestion/recyclage des déchets.

Les termes « Tinder » et « Fashion Week » sont des marques déposées appartenant respectivement à leurs propriétaires légitimes (Match Group, Inc. et Fédération de la Haute Couture et de la Mode). L'utilisation des expressions « Tinder des déchets » et « Fashion Week du déchet » est faite à titre purement descriptif et métaphorique pour illustrer le concept de notre démarche.

Notre structure n'est aucunement affiliée, associée, parrainée ni soutenue par les titulaires de ces marques.

ANIMER UN RESEAU DE SYNERGIES INTER-ENTREPRISES

Action 1.2 REU : Animer un réseau d'entreprises pour créer des synergies entre entreprises de même activité. Echange de bonnes pratiques, les freins rencontrés et les idées concrètes à mettre en place. Animations économie circulaire.

INDICATEURS

- Le nombre de projets mutualisés entre entreprises.
- Nombre d'entreprises participantes aux réunions « synergie ».
- Le nombre de synergie mise en oeuvre.
- Le tonnage de matières détournées.
- Le tonnage de déchets évités.
- Les économies réalisées pour les entreprises et pour la collectivité.

OBJECTIFS

- Favoriser la réduction des déchets des entreprises (DAE) en les transformant en ressources, en les réutilisant.
- Structurer la dynamique territoriale d'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT). Projet de la Direction du Développement économique.
- Favoriser la mutualisation de solutions de réemploi entre entreprises d'un même secteur, en s'appuyant notamment sur les entreprises déjà engagées et récompensées par le macaron « entreprises engagées en Dracénie ». Mettre en valeur les entreprises exemplaires à travers leur rôle d'ambassadeurs.
- Développer des synergies inter-entreprises pour mise en place de solutions communes et co construites, solutions partagées (échange de matières, mutualisation de collectes, co-investissement dans des solutions de réemploi, co investissements de machines pour traiter les flux spécifiques…).

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Identification et mobilisation :

- Recensement des entreprises d'un même secteur (ex. BTP, hôtellerie, commerce…).
- Mobilisation des entreprises labellisées par le macaron comme «ambassadeurs relais».
- Identification des entreprises en attente de solutions / projets : exemple des Charpentiers du Haut Var pour son implantation et l'acquisition de « broyeurs » bois mutualisés et co financés, servant à l'ensemble des entreprises travaillant dans le même secteur d'activités.

Organisation de rencontres sectorielles / thématiques :

- Ateliers thématiques ou petits-déjeuners inter-entreprises sur le déchet / ressource ou les actions mutualisées.
- Animation au sein des ZAE : proximité des entreprises idéale pour co-construire des solutions pérennes.
- Partage de bonnes pratiques, témoignages, freins rencontrés, et idées d'actions concrètes.

Accompagnement à l'émergence de solutions :

- Appui technique pour la mise en oeuvre de solutions mutualisées.
- Connaissance des subventions et aides financières possibles pour les entreprises.

Valorisation et communication :

- Mise en avant des solutions déployées, via les outils de communication de la collectivité.
- Renforcement de la visibilité des ambassadeurs (entreprises pilotes).

CIBLE

- Entreprises locales (PME, TPE, industries, artisans) implantées sur le territoire.

BUDGET

3 000 euros / an

- Logistique (petits déjeuners, apéritif de clôture) 4 rencontres / an : 3 000 €
- Pour information : Etude de préfiguration EIT : 30 075 euros (étude finalisée en avril 2025)

Aides financières possibles de l'ADEME (pour les entreprises directement)

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé de mission économie circulaire / EIT - animation économique.
- 1 chargé de mission déchets et environnement
- Le service communication.
- Les ambassadeurs : entreprises récompensées par le macaron (distinction territoriale).

Partenaires :

- CCI du Var.
- CMA.
- CAPEB.
- Fédération du BTP.
- UPV.
- Les clubs d'entreprises.
- Clusters d'entreprises EA ECO ENTREPRISES / GT thématiques (ex : GT déchets et économie circulaire).
- ADEME (soutien méthodologique ou financier possible).
- Les porteurs de solutions.
- Entreprises déjà engagées dans une démarche de réduction des déchets, de réemploi et d'économie circulaire.

CALENDRIER

- Années précédentes :

  - 16 septembre 2022 Participation au Programme Territorial Synergies Interentreprises (PTSI).

  - 16 septembre 2022 en partenariat la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) : 40 entreprises - 139 annonces créées - 38 synergies détectées - 34 synergies concrétisées.

  - 09 novembre 2023 : Café de l'Eco en Dracénie autour de la problématique des déchets.

  - 05 juin 2024 : Mise en place du 1er Salon de l'économie durable.

  - 06 mars 2025 : Réunion d'information ZAE Les ferrières du Muy - Prochaine réunion sur Salernes fin 2025- début 2026.

  - 02 juin 2025 : Mise en place de la 1ère soirée synergie entreprises (+ de 100 entreprises - associations…) : témoignages et remise des 1ers macarons.

  - 03 juin 2025 : GT avec les autres entreprises du 83 : GT déchets et économie circulaire organisé par Ea éco Entreprises sur Toulon - 2ème réunion en novembre 2025 sur Draguignan
- 2024 : Etude de préfiguration démarche EIT portée par la Direction du Développement Economique.
- 2025 : Dépôt dossier de candidature AAP EIT, volet 2, par Région Sud et Ademe.
- 2026 - 2027 : Travailler sur un projet spécifique et local de l'entreprise les CHV : mise en place d'une réunion avec les autres entreprises de mêmes activités pour parler de leur projet et co-construire une solution de réemploi du bois.
- 2027 - 2028 : Mise en place de 4 réunions synergies inter-entreprises + bilan avec l'appui de la plateforme créée (autre action du PLPD-MA) qui met en relation les entreprises locales.
- 2029 - 2032 : continuer les animations entre entreprises de même secteur d'activités et promouvoir la plateforme en même temps. Informer les nouvelles entreprises implantées sur la Dracénie.

Référence ECI / TETE et COT : Fédérer les acteurs économiques 5.3.3

METTRE EN PLACE (OU CRÉER) UNE PLATEFORME LOCALE POUR FACILITER LES RELATIONS ENTRE LES CITOYENS DU TERRITOIRE. LA BOURSE AUX DECHETS

Action 2.1 REU : Mettre en place (ou créer) une plateforme locale pour faciliter les relations entre citoyens du territoire ; une bourse du réemploi : troc, dons…

INDICATEURS

- Nombre de foyers (ou personnes) inscrits sur la plateforme.
- Nombre d'annonces publiées.
- Nombre de transactions ou mises en relation effectives.
- Tonnage estimé de déchets évités ou réemployés via la plateforme.
- Taux d'utilisation mensuel ou trimestriel de la plateforme (visites, connexions).
- Taux de satisfaction des utilisateurs (enquêtes qualitatives).
- Nombre de partenaires mobilisés dans la promotion et l'animation.
- Évolution du volume de déchets collectés.
- Coût évité estimé pour l'agglomération.

OBJECTIFS

- Encourager la coopération entre citoyens en matière de prévention et gestion des déchets.
- Favoriser le réemploi et la réutilisation d'objets - mobilier - appareils entre citoyens avec un avantage économique certain.
- Réduire les tonnages de déchets collectés et traités par la collectivité.
- Diminuer les coûts liés à l'élimination des déchets pour la collectivité.
- Promouvoir la seconde main au sein des foyers.
- Créer une communauté engagée dans la seconde main et le don sur la Dracénie.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Étude de cadrage et benchmark : Identification des besoins des citoyens du territoire, étude des plateformes existantes. Encourager la mise en place d'une plateforme unique à double entrées : professionnels et population. Lien avec fiche action 1.1 REU.
- Choix du modèle de plateforme : Développement en interne, appel à un prestataire ou adhésion à une plateforme existante.
- Si création de la plateforme : Conception technique, intégration des fonctionnalités (objets, appareils, mobilier etc… listés, géolocalisation, notifications, les dons et trocs possibles…). Les objets collectés peuvent être référencés en ligne pour être redistribués à d'autres usagers ou structures (associations, entreprises…).
- Communication et sensibilisation : Lancement de la plateforme auprès des citoyens du territoire via les RS, les affichages urbains.
- Animation et accompagnement : Nomination d'un référent pour animer la communauté, modérer les annonces.
- Suivi et évaluation : Suivi du nombre d'inscrits, des transactions effectuées, des tonnages évités, bilan annuel.

CIBLE

- Les habitants de DPVa.
- Voir si on étend aux communes voisines, autres EPCI limitrophes.
- Voir si on étend aux ressourceries aussi.

BUDGET

10 000 euros la 1ère année + 3 000 / an les années suivantes

- Étude de cadrage + Développement de la plateforme - partie « citoyens »: 10 000 pour le développement du module « citoyens ».
- Communication et animations : 3 000 € (affichage abribus, cul de bus…).
- Maintenance annuelle : 0 pris en compte par la plateforme professionnelle déjà en maintenance.

Financements possibles : projet ECCELSI, Ademe, Région.

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission prévention des déchets.
- Appui de la Direction de la communication.
- Possibilité d'un étudiant en alternance pour accompagner la phase de déploiement.
- Les équipements communautaires ouverts au public comme les médiathèques pour relais d'informations et accès aux ordinateurs gratuitement.

Partenaires :

- Communes de l'EPCI pour relais.
- Ademe.
- Structures de réemploi / ressourceries.
- Editeurs de plateformes existantes.

CALENDRIER

- Début 2027 : Etude de cadrage + choix du modèle de plateforme + création de la plateforme éventuelle.
- Fin 2027 : Campagne de communication et animation de la plateforme - objectifs de 100 citoyens en fin d'année.
- 2028 : bilan et poursuite de l'action - Ajustements possibles - Relever les freins éventuels de cette mise en relation.
- 2029 - 2032 : Poursuite de l'action.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action en direction du grand public 5.1.2

CRÉATION D'ESPACES DE RÉEMPLOI ÉPHÉMÈRES

Action 2.2 REU : Création d'espaces dédiés au réemploi de façon éphémère mais récurrente.

INDICATEURS

- Tonnage collecté et remis à la vente ou au don.
- Nombre de participants.
- Taux de satisfaction des habitants.
- Evaluer le niveau de connaissance des alternatives au jetable (enquête avant et après l'événement).
- Evolution des dépôts sauvages ou encombrants au pied des PAV dans les zones où l'animation a eu lieu.

OBJECTIFS

- Réutiliser, réemployer - Promotion du réemploi et de la seconde vie des objets.
- Favoriser la réutilisation des objets encore en bon état.
- Faciliter l'accès au réemploi pour les citoyens.
- Sensibiliser les habitants à la consommation responsable.
- Lutter contre la surconsommation en donnant une seconde vie aux objets.
- Renforcer le lien social et la dynamique de quartier par une action solidaire et participative. Animation au sein des QPV / inclusion sociale.
- Baisser le cout des collectes des encombrants.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Organiser des collectes spéciales au coeur des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) pour encourager le réemploi, en partenariat avec des associations locales. En lien avec la politique de la ville, le développement des actions coeur de ville.
- Proposer des caissons de réemploi en déchèterie : étude de faisabilité / espaces.

Préparation et planification :

- Repérage des zones prioritaires au sein des QPV pour organiser les collectes et les dons.
- Coordination logistique avec EMMAÜS pour les moyens de collecte, tri et transport. Voir avec les autres associations locales comme Solidragui, Adess et Brocante du Coeur et les recycleries. Voir régie de la DPVD. Voir associations hors DPVa comme « La casse au trésors » : Atelier Tawashi (éponge fabriqué à partir de vieilles chaussettes (trouée, solitaire, trop petite).
- Participation possible des habitants via des animations de quartier (buvette solidaire, stands d'informations, jeux…).
- Greniers dans la rue au sein des QPV - Service de collecte en porte à porte.

Communication :

- Campagne d'information locale (affichage, porte-à-porte, réseaux sociaux, relais associatifs).
- Sensibilisation sur les objets acceptés (meubles, électroménager, vêtements, jouets, livres, vaisselles…).

Valorisation et retour aux habitants possibles à mettre aussi en place :

- Organisation de ventes solidaires ou gratuites dans les QPV à partir des objets collectés.
- Ateliers de customisation proposés en complément.

CIBLE

- Habitants des QPV (adultes, familles, jeunes).
- Associations et structures locales.
- Entreprises ou établissements publics à la recherche d'objets / mobilier de seconde main.

BUDGET

5 000 euros / an

- Communication des événements : 3 000 € (campagne de communication sur les RS, cul de bus, panneaux urbains)
- Animations, ateliers : 2 000 euros
- Logistique (transport) : associations ou régie

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé de mission déchet / environnement.
- Agents territoriaux pour appui logistique.
- Bénévoles associatifs et habitants relais.
- Direction de la communication.

Partenaires :

- Structures de l'ESS : ressourceries, recycleries, Associations locales d'insertion ou de réemploi.
- EMMAÜS (collecte et valorisation des objets).
- Bailleurs sociaux.
- Centres sociaux et maisons de quartier.
- Écoles et structures jeunesse des QPV.
- CCAS.
- Services sociaux et éducatifs implantés dans les quartiers.
- Entreprises privées de collectes (aide logistique si besoin).

CALENDRIER

- 2027 - 2028 : Organiser la collecte au sein d'un QPV de Draguignan - bilan.
- 2028 - 2029 : si bilan positif organiser une seconde collecte en QPV sur le Muy.
- 2030 : Organiser l'événement au sein des autres QPV du territoire et sur d'autres espaces identifiés.

Référence ECI / TETE et COT : Gérer les impacts de la collecte des déchets 2.4.2

SOUTENIR ET PROMOUVOIR LES FORCES VIVES DU TERRITOIRE ET ENCOURAGER LA SECONDE MAIN EN SOUTENANT LES ACTEURS LOCAUX DU RÉEMPLOI

Action 2.3 REU : Soutenir et encourager les forces vives de notre territoire. Encourager la seconde main par la promotion d'établissements dédiés (ex. JOUGA) et d'initiatives associatives (ex. SOLIDRAGUI ou BROCANTE DU COEUR à Draguignan - Recyclerie de Lorgues/Salernes). Sensibiliser à la consommation responsable.

INDICATEURS

- Nombre d'acteurs identifiés.
- Nombre de conventions signées (partenariat, objectifs…).
- Niveau d'implication / motivation des acteurs (évalué lors des premiers échanges).
- Nombre d'actions collectives mises en oeuvre (animations, campagnes…).
- Nombre de supports de communication co-produits.
- Degré d'engagement dans la co-construction des actions (animation, com, événements).
- Nombre d'événements municipaux incluant des structures de seconde main.
- Nombre de stands mis à disposition lors de ces événements.
- Nombre de salles prêtées (et nombre d'événements organisés par les structures).
- Nombre de bénéficiaires / visiteurs lors de ces événements.
- Feedback des structures bénéficiaires du soutien (utilité, visibilité gagnée…).

OBJECTIFS

- Objectif induit : Réduire la production de déchets en favorisant le réemploi et la réutilisation des objets (jouets, textiles, mobilier…). Réutiliser les objets déjà consommés 1 fois pour éviter de les jeter. Sensibiliser la population à la consommation responsable.
- Soutenir les structures locales solidaires oeuvrant dans le domaine de la seconde main (recycleries - solidragui - Brocante du coeur - Emmaus) pour encourager le réemploi des objets. Donner une visibilité accrue aux structures solidaires.
- Créer un réseau en les intégrant dans nos animations locales. Développer les partenariats. Donner de la lisibilité et promouvoir les acteurs locaux du réemploi.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Identification et mobilisation des acteurs locaux :

- Recenser les établissements et associations dédiés à la seconde main sur le territoire.
- Contacter ces acteurs pour recueillir leurs besoins, projets, contraintes, et leur proposer une collaboration (convention de partenariat, convention d'objectifs…).

Animation d'un réseau local :

- Organiser des rencontres régulières (physiques ou en visioconférence) entre ces structures pour :
  - Elaborer une campagne de communication.
  - Identifier des actions communes / sensibilisation grand public.
  - Co-construire des animations partagées : Vide-greniers, brocantes solidaires.
  - Organiser des journées portes ouvertes dans les structures de seconde main.
- Rédiger une charte / un cadre de collaboration pour valoriser l'engagement de chacun.

Apporter notre soutien logistique et opérationnel :

- Convier nos acteurs locaux à des événements organisés par DPVa : inclure leurs stands à nos animations locales, lors de nos marchés artisanaux, lors des fêtes de quartier…
- Mettre à disposition des salles inter - communales et communales pour leurs animations propres / inclus dans la charte / convention. Prêt de salle gratuit.
- DPVa comme soutien aux actions déjà mises en place par les acteurs locaux : les ateliers du réemploi à la ressourcerie de Salernes/ Lorgues ou les ateliers upcycling des associations locales.

CIBLE

- Les acteurs locaux du réemploi, les structures locales solidaires.
- Cible induite : Habitants de la Dracénie (familles, enfants, jeunes, seniors). Etablissements scolaires, structures sociales.

BUDGET

7 000 euros / an

- Campagne de communication : 3 000 euros
- Animations : 4 000 euros

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé(e) de mission économie circulaire.
- 1 agent de la DPVD.
- Personnel techniques pour appui logistique (installations événements).
- Bénévoles associatifs des structures solidaires.
- Direction de la communication.

Partenaires :

- Associations Zéro déchet.
- CCAS.
- Centres sociaux.
- Communes et agglomération (prêt de salles).
- Eco organismes.

CALENDRIER

- 2027 : Identification et mobilisation des acteurs locaux - Proposer une collaboration.
- 2027 - 2028 : Organisation de journées portes ouvertes au sein des structures de seconde main + co construire des actions communes + prêt de salle / besoins identifiées + stands dans nos animations locales.
- 2028 - 2029 : Animations partagées + campagne de communication + bilan.
- 2030 : Ajuster la communication / bilan et revoir les actions en fonction.

Référence ECI / TETE et COT : Fédérer les acteurs du territoire dont l'action vise le Grand Public 5.1.3

CREER UN ECOSYSTEME LOCAL D'ACTEURS DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Action 3.1 REU : Créer un écosystème local performant associant entreprises, collectivités, associations et acteurs de l'ESS - créer un réseau d'acteurs de l'économie circulaire - cartographie des ressources et savoir-faire - Structuration d'une filière économie circulaire à l'échelle territoriale.

INDICATEURS

- Nombre d'acteurs impliqués par type : Entreprises privées, Collectivités, Associations, Acteurs de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire).
- Nombre d'interconnexions. Nombre de projets collaboratifs lancés (entre plusieurs types d'acteurs).
- Nombre d'acteurs intégrés dans le réseau local de l'économie circulaire.
- Taux de satisfaction ou de perception d'utilité du réseau (enquête qualitative).
- Nombre de ressources cartographiées : Flux de matières (entrants/sortants), Déchets valorisables, Compétences, savoir-faire et structures existantes.
- Nombre de zones géographiques couvertes par la cartographie.
- Nombre de projets de filière circulaire lancés ou structurés.
- Nombre d'entreprises engagées dans une logique de circularité.
- Nombre de nouveaux services créés.
- Montant des investissements publics/privés mobilisés pour la filière.
- Nombre d'emplois créés dans la filière circulaire.
- Nombre de tonnes de matière détournées des déchets vers le réemploi / recyclage.
- Nombre d'innovations ou brevets issus du réseau. Réduction des déchets (en tonnes ou % sur le territoire).

OBJECTIFS

- Soutenir l'emploi local et les filières biosourcées.
- Valoriser l'image d'un territoire exemplaire en économie circulaire.
- Stimuler la création d'activités économiques locales liées à l'économie circulaire.
- Structurer une dynamique territoriale de l'économie circulaire en réunissant les acteurs économiques, privés et publics autour d'objectifs communs.
- Favoriser la coopération inter-acteurs pour mutualiser les ressources, renforcer les synergies locales et développer des solutions circulaires innovantes. (installation de compacteurs de cartons - mutualisation de broyeurs par quartier).
- Renforcer la visibilité et l'ancrage territorial des initiatives existantes.
- Réduire les déchets et optimiser l'usage des ressources en développant des filières locales de réutilisation, recyclage, transformation ou mutualisation.
- Améliorer la résilience économique du territoire grâce à une gestion locale des ressources.
- Mettre en place une gouvernance partagée (comité de pilotage, réunions de suivi…).

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Diagnostic territorial :

- Identifier les potentiels acteurs (entreprises, associations, collectivités).
- Identifier les gisements de déchets valorisables localement (bois, plastiques, textiles, biodéchets, …).
- Identifier les porteurs de projets actifs ou intéressés par l'économie circulaire.
- Cartographier les besoins et opportunités d'implantation d'entreprises de transformation ou d'écoconception.
- Cartographier les flux de matières, les besoins en mutualisation, les compétences métiers.

Accompagner les initiatives existantes et à venir :

- Convention avec des organismes vertueux comme recyclop pour oeuvrer sur le territoire en proposant des avantages financiers ou logistiques pour nos entreprises locales.
- Accompagner les entreprises dans le cadre de la démarche EIT (Écologie Industrielle et Territoriale) et avec le soutien du programme LEADER et du Projet Territoire d'Industrie (financements possibles - appui technique).

Animer des groupes de travail multi-acteurs pour définir les axes de la filière :

- Création d'un réseau d'acteurs de l'économie circulaire, appuyé par une cartographie des ressources et des savoir-faire.
- Définir le périmètre de la filière (locale, départementale, régionale) et quel secteur ? (textile, électronique, plastique, BTP…).
- Créer une économie de la fonctionnalité : vendre un usage plutôt qu'un bien (ex : Au lieu d'acheter des grues, pelleteuses, compresseurs… L'entreprise paie pour l'usage (heures d'utilisation) ou le résultat (m³ de terre déplacée).

Communication :

- Valoriser ce réseau pour l'étendre, le développer et l'activer (communiquer à l'ensemble des entreprises du territoire la possibilité d'intégrer ce réseau, d'utiliser ce réseau…).
- Valorisation des initiatives locales pour inciter à la participation et à la duplication des modèles.

CIBLE

- Porteurs de projets / startups.
- Agriculteurs, coopératives, acteurs de la filière biosourcée.
- Entreprises locales (industrie, BTP, artisanat, commerce).
- Structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).
- Les communes de DPVa.
- Associations locales.

BUDGET

5 000 euros / an (attention 20 000 euros la 1ère année pour le diagnostic)

- Diagnostic territorial : 15 000 €
- Animations de réunions avec des experts de l'économie circulaire : 3 000 €
- Communication : 2 000 €
- Financements porteurs de projet : TI, LEADER, ADEME, FEDER, FSE voir prêt d'honneur (Initiative Var), Bpifrance

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé de mission économie circulaire.
- 1 chargé de mission Leader.
- 1 chargé de mission TI.
- 1 chargé de mission déchets / environnement.
- 1 Chargé de développement économique.
- 1 Chargé de missions filière / formation.
- Direction de la communication : communiquer sur les avancées de l'action.

Partenaires :

- Membres du CODEV.
- Chambres consulaires (CCI, CMA) + chambre d'agriculture.
- ADEME / Région / Département.
- Clusters et réseaux d'entreprises (industrie, BTP, innovation durable - EA ECO ENTREPRISES).
- Établissements de formation / Universités / FabLabs.
- GAL (Groupe d'Action Locale) LEADER.
- Réseau TI et réseau EIT.
- ADEME / Région / Bpifrance / Agences de développement.
- Associations ou clusters dans les filières biosourcées (bois, chanvre, textiles recyclés…).
- Acteurs de l'innovation et de l'accompagnement à l'entrepreneuriat (incubateurs, technopoles).

CALENDRIER

- 2028-2029 : Lancement du diagnostic et mobilisation des acteurs + Constitution des groupes de travail

  - Élaboration de la feuille de route + Premiers projets financés TI et LEADER

  - Lancer un marché pour étude diagnostic territorial /lien aussi avec étude EIT. Structuration de la filière.
- 2029 - 2030 : Animation territoriale et accompagnement des porteurs de projets + communication - Suivi, évaluation et élargissement du réseau.
- 2030 - 2032 : Poursuite de l'action suivant le bilan - Ajuster.

Référence ECI / TETE et COT : Construire un plan d'actions spécifique 3.1.2
Référence ECI / TETE et COT : Animer le réseau 3.4.1

PROPOSER ET ORGANISER DES FORMATIONS SUR LE TERRITOIRE EN LIEN AVEC L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Action 3.2 REU : Proposer et organiser des formations sur le territoire en lien avec l'économie circulaire. Proposer des formations autonomes à destination des entreprises, notamment via le campus connecté de Draguignan, autour du BTP et de l'économie circulaire (ex : MOOC «BTP et économie circulaire»), et mettre en place la formation «Mon chantier, mes déchets» sur le territoire, en collaboration avec le CNFPT Régional et la Fédération du BTP. Mettre en place des formations régulières auprès des salariés des entreprises ; projet avec l'OPCO EP et les chambres consulaires sur la mise en place d'une formation territoriale.

INDICATEURS

- Nombre de formations proposées et suivies sur le territoire (ratio / offre et inscription).
- Nombre d'entreprises formées.
- Nombre de salariés ou agents ayant suivi une formation.
- Taux de satisfaction des participants.
- Nombre de connexions ou d'inscriptions au MOOC via le campus connecté.
- Taux de réutilisation ou valorisation des déchets de chantier post-formation (évaluation indirecte).
- Evaluer le changement des pratiques côté territoriale (marchés publics) et côté privé (gestion des déchets de chantier et économie circulaire).
- Bilan des actions mises en place par l'entreprise et suite à la formation.

OBJECTIFS

- Sensibiliser les entreprises, artisans et agents publics à la gestion durable des déchets notamment dans le domaine du BTP.
- Faciliter l'accès à la formation continue pour les professionnels via des formats souples et autonomes avec un outil dédié (le campus connecté).
- Créer un espace de dialogue public-privé sur les enjeux de la prévention des déchets dans le BTP.
- Renforcer les synergies entre les acteurs du territoire dans une logique d'économie circulaire.
- Rendre autonome les entreprises dans la gestion de leurs déchets.
- In fine éviter les décharges illégales et de pratiques déloyales.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Identification des modules et contenus disponibles : sélection de formations existantes (ex. MOOC ADEME/INR sur BTP et économie circulaire, modules du CNFPT…).
- Mobilisation du campus connecté de Draguignan pour offrir un accès local encadré et autonome aux MOOC et ressources pédagogiques.
- Mise en place de la formation «Mon chantier, mes déchets» sur la commune centre de notre EPCI, en partenariat avec la Fédération du BTP (et Batys compétences), le CNFPT Régional. Regards croisés des acteurs publics et privés, sur les déchets de chantier & l'économie circulaire, dans le cadre des marchés de travaux publics et privés.
- Organisation de sessions régulières ou à la demande (hybrides, présentielles ou en autonomie) pour les professionnels.
- Communication auprès des entreprises, collectivités et acteurs du BTP pour faire connaître les dispositifs.
- Évaluation de la participation et du transfert des connaissances sur le terrain via des retours d'expérience et enquêtes.
- Mise en place ce conventions entre DPVa et l'OPCO EP puis entre DPVa et les chambres consulaires. Création d'une formation territoriale co construite entre les différents partenaires.

CIBLE

- Entreprises du BTP (PME, artisans, grands groupes). Constructeurs, bailleurs, maîtres d'oeuvre, architectes, bureaux d'études, contrôleurs, programmistes, entreprises, recycleurs.
- Agents territoriaux : Responsable et gestionnaire de la commande publique. Ingénieur, technicien en charge des bâtiments et de la voirie. Responsable de service technique. Chargé de mission économie circulaire ou prévention des déchets.
- Pour la formation territoriale : les salariés des entreprises qui dépendent de l'OPCO EP. In fine tous les salariés des entreprises de DPVa de tous les OPCO.

BUDGET

Budget formation, budget RH de l'EPCI - cout 0 pour le budget du PLPDMA

- Coût d'animation des formations «Mon chantier, mes déchets» : CNFPT, COLLECTIVITE (budget RH)
- Communication et promotion des MOOC (mailing, RS, réunion d'informations aux entreprises) : 0 €
- Mise à disposition du campus connecté : 0
- Coût des formations pour les salariés à la charge de l'entreprise (financements exceptionnels de l'OPCO EP / convention)

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission déchets et économie circulaire.
- Intervenants extérieurs pour la session « Mon chantier, mes déchets » (CNFPT, Batys compétences PACA).
- Les entreprises qui organisent des chantiers pour les visites de sites et du chantier.
- Référent du campus connecté pour le suivi des apprenants.
- La RH de DPVa.

Partenaires :

- Campus connecté de Draguignan.
- L'EPCI pour le prêt de salle de formation.
- Fédération du BTP.
- CAPEB pour la communication aux entreprises.
- CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale).
- ADEME (ressources pédagogiques).
- Structures de formation professionnelles.
- Les chambres consulaires + la direction des déchets et celle de l'économie (communication de la formation auprès des entreprises).
- L'OPCO EP

CALENDRIER

- 2025 : Mise en place de la formation #MONCHANTIERMESDECHETS (02, 03 et 09 octobre 2025).
- 2026 : Création et mise en place de la formation « la face cachée de nos déchets : de la contrainte à l'opportunité » pour fin d'année.
- 2027 : Bilan des formations précédentes et reconductions possibles.
- 2028 : Identification des modules et contenus disponibles via des MOOC - Lister les entreprises intéressées. Tester un MOOC et une session sur le campus connecté.
- 2029 : Poursuivre l'action en proposant des sessions régulières sur l'année aux entreprises du territoire.
- 2030 -2032 : Bilan et retours d'expériences pour poursuivre ou pas les sessions de formation en l'état - Ajustements possibles. Trouver de nouvelles formations.

Référence ECI / TETE et COT : Former en interne 1.2.1
Référence ECI / TETE et COT : Informer et former les acteurs économiques 5.3.1

COMMUNIQUER SUR LE RESEAU REPAR' ACTEURS DE LA CMA CREATION D'UN ANNUAIRE LOCAL

Action 1.1 REP : Communiquer sur le réseau Répar'Acteurs de la CMA. Valoriser les artisans de la réparation existants sur le territoire de la Dracénie, proposer une cartographie locale accessible au public, et encourager d'autres enseignes artisanales à intégrer le réseau.

Communiquer sur le Label QualiRépar (REP ECOSYSTEM) et le déploiement du Bonus Réparation. Faire la promotion du site « je répare.fr ». Communiquer sur le Label QualiRépar (REP ECOSYSTEM) et le déploiement du Bonus Réparation. Faire la promotion du site « je répare.fr »

INDICATEURS

- Nombre d'enseignes Répar'Acteurs identifiées sur le territoire.
- Nombre de consultations ou téléchargements de la cartographie.
- Nombre de nouvelles enseignes ayant intégré le réseau après la campagne.
- Nombre d'actions de communication réalisées.
- Nombre de relais mobilisés (collectivités, CMA, commerçants, structures ESS…).
- Taux de notoriété du réseau (enquête locale si possible).
- % de réduction des OM et encombrants suite à cette action.

OBJECTIFS

- Favoriser la réparation et la prolongation de la durée de vie des objets.
- Soutenir l'artisanat local engagé dans une démarche de développement durable.
- Rendre visible l'offre de réparation existante sur le territoire de la Dracénie.
- Sensibiliser les consommateurs à la réparation plutôt qu'à l'achat neuf.
- Encourager de nouvelles entreprises artisanales à rejoindre le réseau Répar'Acteurs.
- Réduire le taux des OM et collecte d'encombrants.
- Eviter la surconsommation.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Identification et recensement des Répar'Acteurs existants sur la Dracénie via la CMA.
- Création d'une cartographie interactive ou imprimable, qui géolocalise les artisans par type de réparation (électroménager, textile, électronique, ameublement…).
- Campagne de communication multicanale : affiches dans les mairies/commerces/ médiathèques, publications sur les réseaux sociaux, site internet de l'intercommunalité, newsletter, presse locale.
- Mise en avant de témoignages ou portraits d'artisans Répar'Acteurs pour valoriser leur savoir-faire.
- Organisation d'un événement local (ex : journée de la réparation) avec présence d'artisans, démonstrations, inscription au réseau possible sur place. En lien avec la fiche action 2.1 REP« repair'cafés ».
- Sensibilisation des artisans non labellisés via la CMA pour favoriser de nouvelles adhésions au dispositif. En lien avec la fiche action 2.2 REP « ici je répare ».
- Mise à jour annuelle de la cartographie.

CIBLE

- Grand public (consommateurs, usagers du territoire).
- Artisans et petites entreprises de réparation (candidats potentiels au réseau).

BUDGET

4 000 euros / an

- Création graphique et impression de la cartographie si version papier : 2 000 euros
- Communication de l'action : 2 000 euros
- Organisation d'un événement local (celui de l'action 2.1 REP) : 0 €

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission prévention des déchets.
- Chargé de mission animation économique.
- Service communication.
- Possibilité de mobiliser un alternant pour l'élaboration de la cartographie ou l'organisation d'un événement.

Partenaires :

- Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA - référente du réseau Répar'Acteurs. Mobilisation de la CMA pour recenser et animer les artisans réparateurs.
- Artisans labellisés Répar'Acteurs du territoire
- Réseaux associatifs locaux (ressourceries, structures ESS, entreprises identifiées « ici je répare » action 2.2 REP).
- Commerces de proximité et médiathèques de l'agglomération pour diffusion de la cartographie.

CALENDRIER

- 2027 : Recensement des Répar'Acteurs et création de la cartographie + communication.
- 2027-2028 : Témoignages et événement local.
- 2029-2032 : Elargir le réseau ; poursuivre l'action.

Référence ECI / TETE et COT : La collectivité informe et sensibilise le grand public 5.1.1

PROMOUVOIR LA PLATEFORME LONGUE VIE AUX OBJETS DE L'ADEME

Action 1.2 REP : Promouvoir la plateforme nationale de l'ADEME « Longue vie aux objets » et proposer une cartographie locale dédiée au territoire de la Dracénie, recensant les acteurs du réemploi, de la réparation et de la seconde main. L'objectif est de relayer localement les ressources de la plateforme et de renforcer leur accessibilité pour les habitants du territoire.

INDICATEURS

- Nombre de structures locales référencées sur la cartographie.
- Nombre de consultations ou téléchargements de la cartographie locale.
- Nombre de relais de communication mobilisés (collectivités, commerces, associations…).
- Nombre de vues ou clics générés vers la plateforme LVAO depuis les supports locaux.
- Nombre de structures locales ayant demandé leur référencement sur la plateforme LVAO.
- Taux de notoriété ou satisfaction mesuré auprès des usagers (enquête éventuelle).
- Nombre de publications ou supports de communication diffusés.

OBJECTIFS

- Favoriser le réemploi, la réparation, la location et la seconde main comme alternatives à l'achat neuf.
- Valoriser les acteurs locaux de la Dracénie engagés dans la prévention des déchets.
- Rendre visible et accessible l'information pour tous les publics, en s'appuyant sur l'outil national.
- Renforcer la cohérence territoriale avec les politiques nationales de prévention des déchets.
- Encourager les structures locales à se référencer directement sur la plateforme LVAO.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Identification des structures locales de réparation, réemploi, location, vente d'occasion (ressourceries, associations, artisans, commerces…).
- Création d'une cartographie locale claire et accessible (en ligne + version imprimable), en lien avec les catégories de la plateforme LVAO (réparer, donner, acheter d'occasion, louer…).
- Promotion croisée : intégrer des liens vers LVAO sur les outils numériques locaux (site de la collectivité, réseaux sociaux, QR codes), et intégrer la cartographie locale dans les supports imprimés.
- Accompagnement des structures locales pour leur référencement sur la plateforme nationale si elles ne le sont pas déjà.
- Diffusion de la cartographie locale dans les lieux publics, commerces de proximité, événements locaux, médiathèques…
- Sensibilisation du grand public à travers des campagnes courtes et visuelles : « Prolongez la vie de vos objets - les solutions près de chez vous ».
- Mise à jour annuelle de la cartographie locale.

CIBLE

- Grand public : habitants du territoire de la Dracénie.
- Acteurs du réemploi et de la réparation (artisans, ressourceries, associations, commerces…).
- Structures de l'ESS, réseaux citoyens, associations.

BUDGET

4 000 euros / an

- Création graphique et impression de la cartographie si version papier : 2 000 euros
- Communication de l'action : 2 000 euros
- Communication numérique (réseaux sociaux, site web, emailing) : 0 €

Financement possible : Ademe

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission prévention des déchets.
- Chargé de mission animation économique.
- Appui du service communication.
- Intervention de l'ADEME ou des structures déjà référencées pour relais et accompagnement.

Partenaires :

- ADEME (porteuse de la plateforme Longue vie aux objets).
- Artisans et commerces de proximité (réparation, seconde main, location).
- Associations locales de réemploi, ressourceries, structures ESS, entreprises identifiées « ici je répare ».
- Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) pour relayer auprès des Répar'Acteurs.
- Communes du territoire, médiathèques, commerces pour la diffusion locale.

CALENDRIER

- 2027-2028 : Recensement des structures locales et création de la cartographie + communication.
- 2029-2032 : Elargir le réseau ; poursuivre l'action.

Référence ECI / TETE et COT : La collectivité informe et sensibilise le grand public 5.1.1

SOUTENIR LA FORMATION ET L'INSERTION DANS LES METIERS DE LA REPARATION

Action 1.3 REP : Soutenir la formation et l'insertion dans les métiers de la réparation. Partenariat avec France Travail, les boites d'intérim, les ESS, les centres de formation pour le soutien à la formation et à l'insertion dans les métiers de la réparation (électroménager, textile, cycles, BTP…), notamment via les chantiers d'insertion, les immersions en entreprises - Insertion par l'Activité Economique (IAE).

INDICATEURS

- Nombre de formations proposées dans les métiers de la réparation (par secteur : électroménager, textile, cycles, BTP…).
- Nombre de places ouvertes en formation avec le nombre de personnes inscrites / formées.
- Nombre de structures partenaires impliquées dans la formation.
- Nombre de bénéficiaires accompagnés vers une insertion professionnelle (en IAE, intérim, ou emploi durable).
- Nombre de contrats signés (contrats d'insertion, CDD, CDI, alternance…).
- Taux d'insertion à 6 mois / 12 mois après la formation.
- Nombre d'immersions en entreprise réalisées. Nombre de chantiers d'insertion actifs ou créés spécifiquement dans les métiers de la réparation.
- Nombre de structures de réparation partenaires accueillant des stagiaires ou salariés en insertion.
- Nombre de biens réparés par les structures d'insertion (textile, électroménager, vélos…).
- Part des réparations réorientées vers la réutilisation ou la vente d'objets reconditionnés.
- Tonnes de déchets évitées grâce aux activités de réparation.
- Nombre d'objets détournés des encombrants ou du D3E grâce à la réparation.
- Nombre de bénéficiaires issus de publics prioritaires (jeunes, demandeurs d'emploi longue durée…).
- Taux de renouvellement ou d'extension des partenariats.

OBJECTIFS

- Favoriser l'insertion professionnelle de publics éloignés de l'emploi dans des métiers porteurs de sens et en développement.
- Répondre aux besoins de main-d'oeuvre dans les secteurs de la réparation (artisanat, ESS, économie circulaire, voire numérique imprimante 3-4 D création de pièces / machines).
- Contribuer à la réduction des déchets par la montée en compétences dans les métiers de la réparation.
- Renforcer les partenariats entre acteurs de l'emploi, de la formation, et du développement durable / entreprises et collectivités.
- Création de savoirs faire en vue de créer des services de réparation sur le territoire. Création de start up possible.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Diagnostic et coordination partenariale :

- Identification les métiers en tension ou à fort potentiel dans le champ de la réparation (électroménager, couture, cycles…).
- Identifier les partenaires locaux : association pierre sèche, recycleries / atelier de réparation.
- Organisation de réunions de coordination avec France Travail, les structures d'insertion, les CFA, les acteurs de l'ESS…

Soutien à la formation et à l'insertion :

- Mise en place ou soutien de parcours de formation qualifiants (ex : titres professionnels, pré-qualifications). MOOC possibles au Campus Connecté de Draguignan.

- Création ou appui à des chantiers d'insertion dans les structures locales de l'ESS.
- Immersion en entreprises - Apprentissage (ex Décathlon / savoir-faire réparation de vélos - Cordonniers locaux) - AGIR-D2C sur Draguignan et Fablab de Lorgues pour les création de pièces manquantes en 3D / 4D.

Valorisation et accompagnement :

- Suivi des parcours des bénéficiaires.
- Communication autour des métiers de la réparation et des opportunités offertes.

CIBLE

- Demandeurs d'emploi, jeunes en recherche de qualification, publics éloignés de l'emploi. Public en reconversion. Demandeurs d'emploi longue durée.
- Structures de l'ESS ou de l'économie circulaire cherchant à recruter ou à former. Ex garage solidaire SENDRA - Atelier couture ADESS - association pierre sèche / construction.
- Réparateurs locaux en recherche d'apprentis ou salariés.

BUDGET

8 000 euros / an

- Communication de l'action : 3 000 €
- Participation à des coûts pédagogiques ou co-financement de formations au campus connecté / convention organismes de formation - VAE - France Travail : 5 000 €

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé(e) de mission emploi / insertion à DPVa.
- 1 chargé de mission emploi / insertion de la commune centre.
- 1 chargé de mission actions sociales de la ville centre.
- 1 chargé de mission politique de la ville / QPV.
- 1 coordinatrice du campus connecté de Draguignan.
- 1 chargé de mission prévention déchet.
- Direction de la communication.

Partenaires :

- Conseillers France Travail (orientation et suivi des publics).
- Encadrants techniques des chantiers d'insertion.
- Formateurs spécialisés (centres de formation partenaires).
- Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) : ressourceries, chantiers vélo, ateliers couture, garage solidaire…
- CMA (Chambre des Métiers).
- Organismes de formation professionnelle CFA.
- CCI volet formation et commerces (réparation électroménager).

CALENDRIER

- 2027-2028 : Diagnostic et création partenariale.
- 2028 - 2029 : mise en place de parcours qualifiants - chantiers d'insertion - immersion et apprentissage + suivi des bénéficiaires.
- 2030 : Suivi des bénéficiaires, accompagnement individualisé + communication - valorisation des parcours.
- 2031 - 2032 : création de services de proximité autour de la réparation.

Référence ECI / TETE et COT : Fédérer les acteurs du territoire dont l'action vise le Grand Public 5.1.3

DEPLOYER DES REPAIR'CAFES EPHEMERES

Action 2.1 REP : Développer des ateliers de réparation éphémères où des bénévoles aident les citoyens dans la réparation de leurs objets.

Un Repair' Café (ou «café de la réparation») est un lieu (souvent temporaire) où chacun peut venir avec un objet en panne ou abîmé comme un grille-pain, un aspirateur, un vélo, un vêtement… et le réparer avec l'aide de réparateurs bénévoles.

INDICATEURS

- Nombre d'ateliers Repair' Café organisés.
- Nombre de lieux différents ayant accueilli un atelier.
- Nombre de participants par atelier.
- Taux de récurrence des participants.
- Types d'objets réparés (textile, électro, vélo…).
- Diversité des lieux activés (type et localisation).
- Nombre de bénévoles mobilisés.
- Nombre de réparateurs professionnels impliqués.
- Nombre de vues/interactions sur les publications web.
- Poids estimé de déchets évités (en kg).
- Taux de satisfaction des participants (public).

OBJECTIFS

- Réduire les déchets en allongeant la durée de vie des objets par la réparation.
- Valoriser les compétences artisanales et les savoir-faire de proximité.
- Structurer et rendre visible l'offre de réparation existante sur le territoire. Cette action permettra à terme de mettre en place l'action 1.3 REP pour pérenniser le service de réparation de proximité.
- Créer du lien social et de l'entraide entre les citoyens autour d'une action valorisante sur la prévention des déchets.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Repérer les lieux pour mettre en place les Repair' cafés :

- Au sein des ESS, associations, entreprises volontaires (avec outillages partagés et accompagnement technique), médiathèques, centres sociaux QPV, salles communales en milieu rural ou recycleries…

Organisation d'ateliers de réparation (Repair'Cafés) :

- Mise en place régulière d'ateliers ouverts au public, animés par des bénévoles ou professionnels (ex : textile, petit électroménager, vélo…).
- Communiquer sur l'événement récurrent et divers lieux proposés / info public couplée d'une campagne d'informations pour encourager les habitants à réparer plutôt que jeter + Valorisation des artisans, réparateurs bénévoles et structures ESS partenaires.
- Contacter les bénévoles et professionnels pour participer à ces ateliers.
- Faire de ces ateliers, des lieux de vie conviviaux - Partage et lien social.
- Organisation logistique des ateliers (matériel à déplacer, horaires ciblés en soirée ou le we…).

Finaliser l'action par un service de proximité pérenne :

- En lien avec l'action 1.3 REP « Soutenir la formation et l'insertion dans les métiers de la réparation ».
- Inaugurer le service par un événement festif sur une journée : la journée de la réparation.

CIBLE

- Grand public (habitants du territoire).
- Bénévoles et professionnels souhaitant s'engager dans la réparation collaborative. Réparateurs professionnels (via CMA) et bénévoles associatifs.

BUDGET

8 000 euros / an

- Communication : 5 000 €
- Organisation logistique : 3 000 €

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé de mission prévention déchet.
- Les personnes qui accueillent sur les différents les lieux (partie logistique).
- Direction de la communication.
- Direction techniques (déplacements de matériel).

Partenaires :

- Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) - réseau Répar'Acteurs.
- Structures de l'ESS et associations locales proposant de la réparation : ADESS (couture), La Fabrique (vélos), recycleries locales (petits électroménagers)…
- Réseaux citoyens (associations de consommateurs, groupes de quartier).
- La Région : Le PRPGD est un document stratégique élaboré par chaque Région (l'action repair' cafés est inscrit dans le programme PRPGD).
- Les entreprises engagées dans la réparation d'objets.
- REP ASL ou ABJ.

CALENDRIER

- 2027 - 2028 : Repérer les lieux et les communes + repérer les partenaires + informer le grand public des futurs ateliers avec recensements des personnes intéressées pour y participer.
- 2028 - 2029 : Organisation d'1 atelier par mois si forte demande / communication.
- 2029 - 2030 : Continuer l'action et faire des bilans.
- 2031 - 2032 : Développer un service de proximité organisé et inaugurer ce service créé par un événement de valorisation (Journée de la Réparation) - Favoriser la durabilité des repair'cafés en recherchant des alternatives au bénévolat.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action en direction du grand public 5.1.2

DEVELOPPER DES ESPACES DE REPARATION AU SEIN DES ENTREPRISES VOLONTAIRES

Action 2.2 REP : Développer des espaces de réparation au sein des entreprises volontaires.

Créer un visuel pour les identifier comme un logo « Ici je répare » - en lien avec l'action 3.1 REP : Mise en place de chèques réparation. Identifier les associations aussi en lien avec une activité de réparation.

INDICATEURS

- Nombre d'entreprises volontaires participantes.
- Nombre d'objets réparés par trimestre.
- Nombre d'usagers (salariés ou clients) ayant utilisé l'espace.
- Nombre d'associations partenaires identifiées ou mobilisées.
- Quantité de déchets évités (en kg ou tonnes).
- Économie estimée pour les usagers (vs coût d'un remplacement neuf).
- Taux de satisfaction des usagers (via questionnaire ou QR code en fin de réparation).
- Témoignages ou retours d'expérience d'entreprises ou d'usagers.
- Type de produits réparés (électroménager, textile, électronique…).
- Nombre de personnes informées via des campagnes de communication sur RS.
- Nombre d'entreprises ayant intégré le visuel dans leur communication RSE.
- Nombre de chèques réparation utilisés dans ces espaces.
- Montant total financé via les chèques dans les espaces créés.
- Taux d'utilisation des chèques par rapport au nombre de réparation.

OBJECTIFS

- Réduire le volume d'objets jetés en facilitant leur réparation et en prolongeant la vie de l'objet.
- Créer un service de réparation de proximité, et professionnel (réparations + techniques) en développant une économie circulaire au sein des entreprises existantes - comme seconde activité proposée par l'entreprise.
- Encourager l'innovation locale (ex. création en impression 3D/4D de pièces détachées pour prolonger la durée de vie des équipements - pièces introuvables sur le marché car obsolètes).

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Étude de faisabilité technique et partenariale :

- Identification des entreprises volontaires + association locales : AMI.
- Travailler sur la forme juridique de l'activité.
- Concevoir un partenariat avec les entreprises identifiées en lien avec les « chèques réparation ».
- Identification des espaces possibles au sein des entreprises identifiées.
- Identification des outillages et des compétences - savoir-faire (outils de base, postes de soudure,…) et d'équipements spécialisés (imprimante 3D, scanner 3D) au sein des entreprises volontaires. Equipements + complexes pour des réparations plus techniques.

Déployer le réseau et en faire la communication

- Création du logo - signalétique claire - Recommandations graphiques pour le logo : Forme simple et reconnaissable : en forme de badge ou de pictogramme circulaire / Couleurs écoresponsables : vert (écologie), bleu (confiance), orange (énergie positive) / Symbole visuel : tournevis et clé croisés, ou une main réparant un objet / Texte intégré : «Ici je répare» avec une typographie conviviale et lisible / Option bilingue si contexte touristique ou international : «Ici je répare / Repair friendly spot».
- Communiquer au grand public sur la mise en place de services de réparation supplémentaires sur le territoire, effectués par des professionnels identifiés.
- Mise en réseau avec les autres lieux de réparation existants ou en devenir.

CIBLE

- In fine les particuliers.
- Les entreprises de la Dracénie.
- Associations locales identifiées (ateliers de réparation déjà existants).

BUDGET

7 000 euros / an

- Etude de faisabilité : faire un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) : 2 000 euros / communication
- Logo et signalétique : 3 000 €
- Communication sur ce service de réparation : 2 000 euros

Recettes possibles : Ademe

MOYENS HUMAINS :

- Direction de la communication pour création de logos et information de l'action.
- 1 chargé de mission déchet / prévention.
- 1 juriste de DPVa.
- 1 animateur économie circulaire.

Partenaires :

- Ademe (financements possibles).
- Les clubs d'entreprises.
- La CMA et la CCI.
- La chambre d'agriculture.

CALENDRIER

- 2027 - 2028 : Lancer un AMI - identifier les entreprises et le matériel + compétences.
- 2028 : création de logos, de campagne de communication sur l'action + aspect juridique.
- 2029 - 2032 : Réseau mis en place - communiquer, évaluer et ajuster.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action à destination des acteurs économiques 5.3.2

ACTION INCITATIVE A LA REPARATION

Action 3.1 REP : Action incitative à la réparation. Mise en place d'un « chèque réparation » aide financière pour inciter à la réparation. Communication du Bonus Réparation.

INDICATEURS

- Nombre total de chèques réparation émis.
- Montant moyen d'un chèque utilisé.
- Nombre de prestataires de réparation partenaires agréés.
- Nombre de communes couvertes par le dispositif.
- Taux d'utilisation des chèques (nombre utilisés vs émis).
- Montant total dépensé en réparations grâce aux chèques.
- Part des réparations couvertes par le chèque (en % du coût total).
- Répartition des montants par type d'objet réparé (électroménager, électronique, vélo…).
- Quantité de déchets évités grâce aux réparations (en kg ou tonnes).
- Nombre de produits réparés plutôt que remplacés.
- Taux de satisfaction des usagers (via sondage ou retour simple).

OBJECTIFS

- Sensibiliser le grand public aux avantages environnementaux (réduction des déchets, limitation de l'extraction de ressources) et économiques (économies pour les ménages) de la réparation.
- Inciter concrètement les particuliers à réparer plutôt que jeter grâce à une aide financière directe.
- Soutenir le tissu local de réparateurs.
- Réduire les déchets d'objets, appareils, vêtements…

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Campagne de communication :

- Campagne de communication sur les RS et affiches bus : je répare, je ne jette pas - économie sur 1 an pour 1 famille - bienfaits sur la gestion des déchets et de l'environnement.
- Information des chèques réparation mis à disposition du grand public - non soumis aux revenus et des lieux d'utilisation.

Mise en place du dispositif «chèque réparation» :

- Définition du montant de l'aide (ex : 20 à 50 % du coût de la réparation, plafonné à un certain montant - ou prix fixe du chèque).
- Éligibilité : appareils électroménagers, textiles, vélos…
- Partenariat avec des réparateurs labellisés (ex : Répar'Acteurs CMA et le réseau d'entreprises ou associations volontaires identifiées « ici je répare ».).
- Lieu de diffusion : accueil déchets de DPVa.
- Suivi et évaluation des demandes et réparations réalisées.
- Justificatif / habiter sur le territoire de l'agglomération DPV.

CIBLE

- Grand public - habitants de la Dracénie.

BUDGET

24 000 euros / an

- Communication et sensibilisation (panneaux urbains + culs de bus) : 2 000 €
- Enveloppe allouée aux chèques réparation : 20 000 € (chèque de 100 euros pour 200 familles)
- Création du support papier: 2 000 €

MOYENS HUMAINS :

- Agents administratifs (DPVD) en appui pour la distribution et le suivi des chèques.
- Communes pour le relai de l'action en local - accueil mairie.
- Direction de la communication.
- Agent de prévention DPVD.

Partenaires :

- Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) - réseau Répar'Acteurs.
- Associations de réparation / adess (couture) - SENDRA (voitures / garage solidaire).
- Services sociaux (pour relayer le dispositif auprès des publics modestes).
- Les lieux publics (médiathèques comme relai de l'action).

CALENDRIER

- 2026 - 2027 : Délibération chèque réparation - campagne de communication.
- 2028 : Identification des entreprises et associations de la réparation.
- 2029 : Diffusion des chèques.
- 2030 : Évaluation de la campagne et du dispositif / ajustements pour l'année suivante.
- 2031 -2032 : Poursuivre l'action / années précédentes.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action en direction du grand public 5.1.2

ENCOURAGER LE BRICOLAGE AUTONOME - SE FORMER

Action 3.2 REP : Encourager le bricolage autonome et le « réparer soi-même » en facilitant l'accès à des ressources en ligne (MOOC, tutoriels, plateformes spécialisées) via le campus connecté de Draguignan, en lien avec les objectifs de réduction des déchets par la réparation.

INDICATEURS

- Nombre de ressources (MOOC, tutoriels) recensées et proposées.
- Nombre de sessions ou permanences organisées au campus connecté.
- Nombre de participants ayant consulté ou suivi une formation.
- Taux de fréquentation du campus connecté sur cette thématique.
- Taux de satisfaction des usagers.
- Estimation du nombre d'objets réparés ou non jetés grâce aux compétences acquises (via enquête).

OBJECTIFS

- Promouvoir la réparation et l'entretien autonome des objets du quotidien.
- Favoriser la montée en compétence des citoyens sur les gestes simples de bricolage.
- Réduire la production de déchets en allongeant la durée de vie des équipements.
- Rendre accessibles à tous les outils pédagogiques existants, en particulier aux personnes peu à l'aise avec le numérique.
- Valoriser les ressources gratuites déjà produites (MOOC, plateformes de réparation, tutos vidéo…).
- Sensibiliser les citoyens à la consommation responsable et à l'auto-réparation.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

Identification et sélection de ressources pédagogiques pertinentes :

- MOOC (Etude en ligne de Repair Academy, universités populaires du bricolage : promouvoir la pratique du bricolage et de l'auto-fabrication…).
- Tutoriels en ligne (YouTube, plateforme Spareka 1ère plateforme de réparation française, Ifixit…).
- Sites de partage de savoir-faire (Repair Together (réparer ensemble), Les Bons Clics (ressources numériques)…).
- Création d'un espace thématique au sein du campus connecté de Draguignan, dédié à la réparation autonome (ordinateurs, casques, écrans, accès à internet, espace calme). Organisation de permanences régulières ou d'ateliers d'initiation pour orienter les usagers vers les bons contenus et les aider à démarrer.

  Partenariat avec un agent culturel responsable de l'espace numérique de la médiathèque de Draguignan.
- Communication locale sur cette offre.
- Mise en lien avec des événements existants. Lien avec actions 2.1 REP et 2.2 REP.
- Suivi de la fréquentation et recueil de retours d'expérience pour améliorer l'offre proposée.

CIBLE

- Habitants du territoire de la Dracénie : Notamment les personnes éloignées du numérique ou peu équipées - Seniors souhaitant apprendre ou transmettre.

BUDGET

5 000 euros / an

- Campagne de communication : 2 500 €
- Livret pédagogique des formations proposées en ligne : 2 500 euros

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission prévention déchet.
- Coordinatrice du campus connecté de Draguignan (accueil, accompagnement).
- Appui du service communication.
- Médiateur numérique de la médiathèque de Draguignan.
- Direction informatique et sous-traitant pour la mise en place technique des sessions de formations + maintenance informatique.

Partenaires :

- Campus connecté de Draguignan - espace dédié.
- Plateformes pédagogiques (Spareka, Ifixit, MOOC universités…).
- Structures d'insertion ou d'accompagnement au numérique.
- Région Sud et ADEME (ressources ou soutien éventuel).
- Les 23 communes pour relayer l'offre de formation.

CALENDRIER

- 2027 : Identification et sélection des ressources pédagogiques + cadrage du partenariat avec le campus connecté et le médiateur numérique de la médiathèque.
- 2027 - 2028 : Communication de l'offre et accueil des premiers intéressés, mises en place des 1ères permanences et atelier d'initiation.
- 2029 - 2032 : Poursuite de l'action. Suivi, retours d'expérience et ajustements.

Référence ECI / TETE et COT : La collectivité informe et sensibilise le grand public 5.1.1

PROMOUVOIR LES PRATIQUES DURABLES DE JARDINAGE - CONSERVER LA BIOMASSE AU SEIN DES PROPRIÉTÉS

Action 1.1 REC : Promouvoir les pratiques durables de jardinage, à destination des ménages, des entreprises et des collectivités. Réduire les déchets verts par la promotion des pratiques durables de jardinage. Favoriser la conservation de la biomasse végétale sur place (in situ) en formant les acteurs locaux aux nouvelles pratiques de tonte et en soutenant l'acquisition de broyeurs pour les citoyens. Prime à l'achat de broyeurs (mesure incitative).

INDICATEURS

- Nombre d'ateliers ou formations organisés sur le jardinage zéro déchet.
- Nombre de participants à ces actions de sensibilisation.
- Nombre d'agents formés. Taux de satisfaction ou d'adoption des pratiques après formation (via questionnaire).
- Nombre de broyeurs acquis avec le soutien de la collectivité.
- Nombre de communes équipées de matériel adapté.
- Connaitre la quantité de déchets verts collectés en déchèterie depuis ces actions (En en tonnes/an).
- Connaitre la part des usagers déclarant ne plus apporter de déchets verts en déchetterie via enquêtes ou entretiens ciblés.
- Connaitre la part des professionnels qui n'amènent plus leurs déchets verts en déchèterie.

OBJECTIFS

- Diminuer la production de déchets verts générés par les opérations de tonte.
- Favoriser l'adoption de la tonte mulching, qui laisse l'herbe coupée sur place et évite le ramassage.
- Optimiser la fréquence des tontes pour limiter la quantité de déchets verts produits.
- Réduire le transport et le traitement des déchets verts hors site.
- Former les professionnels et services techniques aux bonnes pratiques.
- Sensibiliser et accompagner les particuliers et entreprises à adopter ces pratiques.
- Encourager la gestion autonome des déchets végétaux par broyage et paillage sur place par la mesure incitative / prime achat de broyeurs.
- Promouvoir l'usage du broyat in situ comme ressource (paillage, amendement).

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Élaborer un plan de formation destiné aux paysagistes, jardiniers municipaux, services techniques des communes sur la valorisation in situ des déchets verts (paillage, compostage, réduction des tontes, gestion différenciée, tonte mulching…).
- Mettre en place un dispositif d'aide financière (prime sans critère de revenu) à l'achat de broyeurs pour les particuliers.
- Communication auprès des usagers et partenaires sur les bienfaits du mulching et la gestion écologique des espaces verts. Concevoir une campagne de communication locale sur les avantages de la gestion de la biomasse sur place (environnement, économie, agronomie).
- Achat ou renouvellement de tondeuses mulcheuses pour les services techniques.

- Mise en place d'un planning révisé de tonte avec des fréquences adaptées pour réduire les déchets - Création de zones sauvages.
- Adaptation territoriale de l'action : distinguer les problématiques en zones rurales de celles en zone urbaine.
- Suivi et évaluation des impacts sur la quantité de déchets verts produits.
- Organiser des sessions d'information, ateliers pratiques ou démonstrations pour les habitants et professionnels (utilisation du broyeur, application du broyat, bonnes pratiques).
- Proposer la mutualisation des broyeurs par quartier.
- Valoriser les retours d'expérience et diffuser des supports pédagogiques (guides, tutoriels, témoignages).

CIBLE

- Agents municipaux et intercommunaux - techniciens des espaces verts.
- Usagers et riverains concernés par la gestion des espaces verts.
- Entreprises de paysage et d'entretien des espaces verts, pépiniéristes.
- Particuliers disposant de jardins ou de haies.
- Associations de quartier, collectifs citoyens.

BUDGET

25 000 euros / an

- Acquisition ou renouvellement de matériel (tondeuses mulcheuses) au sein des collectivités : 1000 euros / tondeuse à raison d'1 /an
- Coût des formations et campagnes de sensibilisation + ateliers : 4000 euros
- Prime à l'achat de « broyeurs » : Prévoir une enveloppe de 20 000 euros pour 100 familles (prime de 200 euros / candidat)

Co-financements possibles : Région, ADEME, éco-contributions éventuelles.

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé de mission gestion des déchets verts.
- Formateurs spécialisés en pratiques écologiques de jardinage.
- Appui du service communication pour les supports et événements.
- Appui du service administratif de la DPVD : prime achat de broyeur.

Partenaires :

- Entreprises du paysage / fédérations professionnelles (ex : UNEP - Union nationale des entreprises du paysage).
- Chambres d'agriculture et de métiers.
- ADEME, Région.
- Associations locales de protection de l'environnement.
- Distributeurs ou fabricants de broyeurs (dans le cadre d'achats groupés ou de partenariats).
- Fournisseurs de matériel de jardinage écologique.

CALENDRIER

- 2027 - 2028 : Délibération et organisation de la prime à l'achat de broyeurs. Plan de communication et diffusion de la prime.
- 2027 - 2028 : ateliers pratiques pour les usagers.
- 2028 - 2029 : Diagnostic des pratiques actuelles et identification des besoins en matériel côté collectivités et entreprises privées. Plan de formation à mettre en place sur plusieurs années. + Acquisition de tondeuses mulcheuses par les collectivités.
- 2029 - 2032 : Suivant le bilan, reconduction de la prime « achat de broyeurs » et actions envers les collectivités et entreprises privées.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action en direction du grand public 5.1.2

VALORISER EN LOCAL LES DECHETS ISSUS DES DECHETERIES - SERVICE DE LIVRAISON DE BROYAT VERT

Action 1.2 REC : Valoriser en local les déchets verts issus des déchèteries via la structuration d'un service de broyage et livraison de broyat vert - Former les agriculteurs du territoire à son utilisation en lien avec le PAT (Projet Alimentaire Territorial).

INDICATEURS

- Quantité de déchets verts collectés en déchèteries (tonnes/mois ou année).
- Part de déchets verts valorisés sous forme de broyat (%).
- Quantité de broyat produit (tonnes/an).
- Nombre de sites équipés pour le broyage (ex. plateformes, déchèteries).
- Nombre de livraisons de broyat effectuées.
- Tonnage total livré aux agriculteurs ou autres bénéficiaires.
- Distance moyenne de livraison (en km).
- Temps moyen entre broyage et livraison (réactivité du service).
- Nombre d'agriculteurs bénéficiaires du broyat.
- Surface agricole totale ayant reçu du broyat (ha).
- Type de cultures ou d'usages (paillage, compostage, haies, agroforesterie…).
- Évolution de la demande de broyat par les exploitants.
- Nombre d'agriculteurs formés ayant adopté l'utilisation du broyat.

OBJECTIFS

- Réduire le volume de déchets verts en déchèterie par leur valorisation locale.
- Proposer un service structuré de broyage et de livraison de broyat aux utilisateurs locaux.
- Sensibiliser et former les agriculteurs à l'utilisation du broyat comme amendement ou paillage dans une démarche durable.
- Favoriser les synergies entre gestion des déchets et agriculture durable sur le territoire.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Mettre en place et optimiser un service de broyage des déchets verts (achat ou location de matériel adapté, organisation logistique) - en régie.
- Organiser un service de livraison de broyat auprès des agriculteurs et autres utilisateurs (jardiniers, collectivités) en améliorant la qualité du broyat et la régularité du service - en régie.
- Accompagner les exploitants agricoles dans l'utilisation du broyat en lien avec la démarche PAT (mise en commune des pratiques, guides d'utilisation et retours d'expériences…).
- Evaluer de manière quantitative et qualitative l'action.

CIBLE

- Agriculteurs du territoire (exploitations agricoles, coopératives).
- Usagers des déchèteries (particuliers, collectivités).

BUDGET

22 000 euros / an

Années précédentes : Achat de matériel de broyage mais aucun achat effectué les 3 dernières années.

Info tarifs :

- Achat neuf petit broyeur acheté en 2021 : 236 000 € HT
- Achat d'occasion gros broyeur coute environ : 350 000 € HT
- Achat neuf gros broyeur coute environ : 800 000€ HT

Coûts maintenance :

- Depuis avril 2024 à ce jour cout maintenance Broyeur : 116 000 €
- De Novembre 2024 à ce jour exemple pour un Camion PL : 20 098 €
- Il y a 3 camions qui tournent pour les déchets verts.

Années à venir :

- Diagnostic du dispositif : cout 0 réalisé en interne
- Poursuivre la communication du dispositif : 2000 euros
- Externalisation du service de broyage et livraison conservée en régie cout du prestataire extérieur : estimation 2500 euros / jour
- Suivi scientifique de l'impact d'apport de broyat sur différentes culture : 20 000 euros - en lien avec le PAT

Pour info : tarif d'un contrôle qualité broyat : environ 1000€ la prestation, on en fait 3/an.

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé de mission déchets verts.
- Direction Déchets / service exploitation, gestion des déchèteries.
- 1 opérateur ou technicien pour le broyage et la logistique.
- Formateurs / intervenants en agriculture durable (en lien avec le PAT).
- Appui ponctuel du service communication.
- 1 animateur du PAT.

Partenaires :

- Chambres d'agriculture.
- Entreprises de broyage et logistique locale.

CALENDRIER

- Années précédentes : Inventorier les volumes de déchets verts collectés en déchèterie et les besoins des agriculteurs. Mise en place du service valorisation déchets verts en broyat verts et distribution aux agriculteurs.
- 1er semestre 2027 : Bilan des années précédentes.
- 2027 : Ajuster / besoins, / volumes et / budget maintenance des machines.
- 2027 : Externaliser le service de broyage - conserver la livraison.
- 2027-2028 : Revoir les objectifs du service - livraison agriculteurs et tout public.
- 2028-2032 : Poursuivre l'action et réévalué à 1 an.

Référence ECI / TETE et COT : Concrétiser les solutions issues des études d'optimisation 2.3.2
Référence ECI / TETE et COT : Fédérer les acteurs économiques 5.3.3

DÉPLOYER LES COMPOSTEURS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

Action 2.1 REC : Distribution de composteurs individuels et composteurs partagés

INDICATEURS

- Réduction des OMR : kg ou % de biodéchets détournés des OMR.
- Couverture : Nombre de composteurs distribués ou installés (individuels/collectifs).
- Sensibilisation : Nombre de foyers / formations / animations.
- Usage : Taux d'utilisation des composteurs collectifs.
- Environnement : Quantité de compost produite (kg ou tonnes).
- Engagement citoyen : Nombre de référents composteurs formés.

OBJECTIFS

- Etre en conformité / Loi AGEC : obligation du tri à la source des biodéchets depuis janvier 2024.
- Réduire la quantité de biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles (OMR). Diminuer les tonnages collectés et incinérés/enfouis.
- Diminuer les coûts de collecte et de traitement des déchets. Moins de déchets collectés = moins de camions et de traitement industriel.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au transport et au traitement des biodéchets.
- Structurer des dynamiques de compostage partagé dans les quartiers, résidences, écoles… Renforcer les liens sociaux et l'implication citoyenne.
- Accompagner les habitants dans la gestion autonome de leurs biodéchets.
- En traitant les déchets sur place ou localement.
- Valoriser la matière organique sous forme de compost utilisable localement, pour les jardins, espaces verts, agriculture urbaine…
- Améliorer la fertilité des sols et limiter l'usage d'engrais chimiques grâce au retour au sol de la matière organique.
- Sensibiliser et accompagner les citoyens, entreprises et établissements scolaires dans la réduction des biodéchets.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Poursuite de la distribution de composteurs individuels auprès des habitants (actuellement 5300 en service).
- Déploiement et accompagnement des composteurs partagés en copropriétés (actuellement 19 sites).
- Extension du dispositif aux TPE, PME avec 44 entreprises déjà engagées à ce jour.
- Animation et déploiement de la démarche pédagogique dans les établissements scolaires équipés de composteurs partagés - actuellement 23 établissements.

CIBLE

- Ménages - particuliers.
- Habitants des Copropriétés.
- TPE et PME locales.
- Établissements scolaires (collèges, lycées, écoles).

BUDGET

0 euro pour le PLPDMA - 60 000 euros budget DPVD

- Achat et distribution de composteurs individuels et partagés : 60 000 euros pris en compte par le budget général de la DPVD
- Animation, communication et formations / PLPDMA : 0 euro
- Suivi et maintenance des sites de compostage partagé : en interne pour le moment - prestation à externaliser

Recettes : 10 euros par composteur

Subventions : ADEME - financement des ETP maitres composteurs avec formation

MOYENS HUMAINS :

- Maitres composteurs.
- Services environnements des communes.
- Direction de la communication.

Partenaires :

- Fournisseurs de composteurs.
- Les Syndics de co-propriétés.
- Bailleurs sociaux.
- Aides financières de l'ADEME.
- Associations zéro déchet.

CALENDRIER

- Année en cours : Maintien et suivi des composteurs individuels et partagés existants.
- Année précédentes : Sur 2 ans et demi : actions de promotion : 202 réunions publiques organisées en semaine, soirées et weekend / 21 stands organisés en semaine, soirées et weekend / des RDV en entreprises pour les salariés : vente de composteurs individuels durant leur temps de travail.
- 2026 : Poursuite du déploiement de composteurs individuels et partagés.
- 2027 - 2032 : Poursuivre / Evaluer / Adapter.

Référence ECI / TETE et COT : Concrétiser les solutions issues des études d'optimisation 2.3.2

ANIMER UN RÉSEAU POUR FAIRE ÉMERGER UN SYSTÈME DE COLLECTE VIABLE DE BIODÉCHETS

Action 2.2 REC : Animer un réseau pour faire émerger un système de collecte viable de biodéchets (Restaurants, établissements agro-alimentaires). Etude à réaliser pour valoriser les biodéchets sur le territoire (méthanisation, biodigest…) Poursuivre, améliorer et déployer la collecte des biodéchets auprès des restaurants et établissements agroalimentaires pour une meilleure valorisation adaptée au territoire. Inclure des PAV biodéchets dans les différents scénarios et suite à l'étude.

INDICATEURS

- Nombre de points de collecte professionnels en place.
- Volume de biodéchets collectés (tonnes/mois ou an).
- Taux de valorisation organique des biodéchets collectés (%).
- Nombre d'actions de formation ou d'accompagnement des professionnels.
- Réalisation et restitution de l'étude.
- Nombre de PAV déployés.

OBJECTIFS

- Réduire les tonnages de biodéchets enfouis (OMR).
- Accroître le taux de valorisation organique de ces biodéchets (matière et énergie).
- Accompagner les professionnels dans la mise en conformité avec la réglementation sur la gestion des biodéchets (LOI AGEC).
- Identifier de nouvelles zones de collecte prioritaires (ZAE, centre ville…) et les freins éventuels.
- Mettre en place une logistique territoriale adaptée pour la collecte des biodéchets professionnels (voire des habitants avec un PAV biodéchets).
- Recueillir les besoins, contraintes et volumes disponibles des acteurs pour concevoir un système de collecte et de valorisation réaliste.
- Identifier les solutions de valorisation les plus pertinentes selon les gisements locaux.
- Passer d'une phase d'expérimentation à une organisation pérenne et professionnalisée.
- Améliorer la qualité des biodéchets collectés.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Réaliser un état des lieux des établissements déjà collectés par nos services et ceux collectés par un prestataire extérieur. Et les établissements hors schéma de collecte.
- Identifier de nouveaux restaurants, cantines, commerces alimentaires, établissements de transformation agroalimentaire à intégrer dans la collecte.
- Déployer progressivement la collecte des biodéchets en assurant un accompagnement technique (tri à la source, contenants, planning) pour les professionnels.
- Travailler en lien avec les prestataires de collecte existants ou à mobiliser.
- Etudier la faisabilité des PAV biodéchets pour les citoyens des 23 communes.
- Mettre en place un suivi quantitatif des tonnages collectés et valorisés.
- Communiquer auprès des professionnels sur les bénéfices de la démarche et les obligations réglementaires.
- Etude à réaliser pour valoriser les biodéchets : par méthanisation (Fermentation en absence d'oxygène, produisant du biogaz (méthane) et du digestat) par compostage, par valorisation directe (restes alimentaires donnés aux animaux), par désydratation ou séchage (système mécanique ou thermique qui réduit le volume des biodéchets (jusqu'à 90 %) en les asséchant ou par lombricompostage (vers de terre) Transformation des biodéchets par des vers rouges (Eisenia fetida) dans un lombricomposteur.
- Trouver des solutions identiques pour les établissements gérés par DPVa, les communes et les prestataires privés pour uniformisation et baisse des couts.

CIBLE

- Restaurants.
- Cantines collectives (scolaires, entreprises, EHPAD…).
- Boulangeries, boucheries, poissonneries, traiteurs…
- Établissements de transformation agroalimentaire.
- Commerces alimentaires de moyenne et grande surface.
- Les ménages / PAV.

BUDGET

2 000 euros / an et 32 000 euros la 1ère année

Accompagnement et ingénierie - 15 000 euros

- Faire appel à un prestataire extérieur pour les diagnostics, l'accompagnement individualisé, et le suivi des professionnels.
- Etude pour valorisation des biodéchets sur place / sur le territoire.

Communication et sensibilisation - 2 000 euros

Etude PAV Biodéchets : 15 000 euros

Années précédentes équipement et logistique :

- Achat de bacs roulants, contenants spécifiques, bioseaux.
- Achats et distribution de sacs biodéchets aux professionnels.
- Frais de collecte et de transport (prestataire externe).

Aides financières possibles pour les études : Ademe.

MOYENS HUMAINS :

- 1 chargé de mission déchets.
- 1 maitre composteur.
- Agents de collecte / prestataire extérieur.
- Appui du service communication.
- Possibilité de mobiliser un alternant / ingénieur pour la phase d'étude.

Partenaire :

- Prestataires de collecte des biodéchets des autres territoires.
- Associations ou réseaux de restaurateurs.
- Services d'hygiène ou de contrôle sanitaire.
- Services de restauration des mairies.
- Les entreprises primées (macaron) comme ambassadeur.
- Les OPCO EP.

CALENDRIER

- Années précédentes : Equipement et Collecte des biodéchets pour certains professionnels par Pizzorno (prestataire extérieur, financé par DPVa) et collecte des écoles dracénoises (Les alchimistes / budget communal).
- 2027 - 2028: Etude de l'existant - Amélioration des collectes et solutions pour valorisation des biodéchets en local / benchmark.
- 2028 : Mise en place d'un service viable et adapté sur le territoire - Campagne de communication - Trouver des solutions identiques pour les établissements gérés par DPVa, les communes et les prestataires privés pour uniformisation et baisse des couts.
- 2029 : Déploiement du service sur l'ensemble des communes de l'agglomération.
- 2030 : Etude pour des PAV biodéchets.
- 2031-2032 : Bilan des années précédentes et déploiement du service de collecte biodéchets pour les professionnels et les ménages.

Référence ECI / TETE et COT : Connaitre l'état du service public de collecte des déchets 2.2.1
Référence ECI / TETE et COT : Concrétiser les solutions issues des études d'optimisation 2.3.2

PROMOUVOIR LES SOLUTIONS INNOVANTES EN MATIÈRE DE RECYCLAGE ET DE VALORISATION DES DÉCHETS AUPRÈS DES PROFESSIONNELS

Action 3.1 REC : Promouvoir les solutions innovantes en matière de recyclage et de valorisation auprès des professionnels. (exemple mégots, couches compostables) en partenariat avec des éco-organismes et des structures spécialisées.

INDICATEURS

- Évaluer les volumes collectés et les résultats de valorisation.
- Le tonnage de déchets collectés via les filières REP par type : DEEE, DEA, DDS…
- Nombre d'entreprises ayant modifié leur pratique de gestion de certains déchets grâce à l'action.
- Nombre de conventions signées avec des collecteurs spécialisés.
- Estimation du % de détournement des OMR grâce à ces collectes spécifiques.
- Taux de valorisation matière atteint (en %). Décision issue de l'expérimentation (poursuite, abandon, généralisation).

OBJECTIFS

- Réduire la part des déchets non valorisés ou mal orientés.
- Accroître la valorisation des déchets spécifiques en énergie ou en matière.
- Stimuler l'innovation locale dans le domaine des déchets en promouvant l'émergence et la diffusion de nouvelles solutions (technologiques, organisationnelles ou économiques).
- Favoriser les partenariats entre acteurs économiques, start-ups, collectivités, et structures d'accompagnement (clusters, technopôles, pôles de compétitivité…).
- Renforcer les partenariats avec les éco-organismes et acteurs spécialisés.
- Sensibiliser les professionnels à ces solutions (via rencontres, ateliers, webinaires, visites de sites...
- Favoriser l'expérimentation sur le territoire.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Poursuivre et élargir les conventions avec les éco-organismes en déchèterie (actuellement 14 conventions en place, convention en cours avec la REP du bâtiment).
- Favoriser la mise en place de collectes spécifiques pour certains flux en conventionnant avec des organismes spécialisés ; exemple de l'association Recyclop pour les mégots ou une entreprise de Brignoles pour les palettes en bois.
- Expérimenter des solutions présentes sur d'autres territoires. Exemple de filière de valorisation des couches compostables avec l'entreprise Les Alchimistes ou Love and Green : tester en crèches et au service maternité de Draguignan. 2 sites déjà identifiés et volontaires.
- Développer la consigne pour l'aluminium, le verre et s'appuyer sur des filières (ex Seb pour les poêles).

CIBLE

- Toutes les entreprises qui génèrent des flux spécifiques valorisables.
- Les restaurants / valorisation des mégots.
- Les établissements de la petite enfance et le CH de la Dracénie / valorisation des couches compostables.

BUDGET

Budget : 5 000 euros / an

- Appui aux partenariats : 5 000 €
  Accompagnement des partenaires pour la mise en oeuvre opérationnelle (phases de test)

Recettes : vente matières et soutien éco organismes estimés à 1 773 588 euros / an

MOYENS HUMAINS :

- Agents de la DPVD : prévention et déchèterie.
- Direction du développement économique de la DPVa.

Partenaires :

- Éco-organismes (en cours REP bâtiment - Valobat et Ecominéro).
- Recyclop.
- Les Alchimistes ou Love and Green.
- Autres partenaires pour les autres flux valorisables.
- Ademe.
- Les entreprises primées (macaron) comme ambassadeurs.

CALENDRIER

- 2026-2027 : Finalisation des conventions (Convention REP Batiment en cours de signature).
- 2027-2028 : Favoriser la mise en place de collectes spécifiques avec les associations et organismes spécialisés - choisir 3 flux spécifiques : mégots, couches et palettes sur des sites pilotes.
- 2028-2029 : Évaluation intermédiaire et ajustement - Déployer d'autres flux à valoriser.
- 2029 - 2032 : Bilan et élargissement aux établissements du territoire si résultats concluants.

Référence ECI / TETE et COT : Concrétiser les solutions issues des études d'optimisation 2.3.2

MIEUX COMMUNIQUER SUR LES ÉCO ORGANISMES EN DÉCHÈTERIE : TYPES DE DÉCHETS COLLECTÉS, LEUR TAUX DE VALORISATION, LEUR DESTINATION ET LE SUIVI DE LEUR TRAITEMENT

Action 3.2 REC : Communiquer sur les différentes bennes présentes en déchèterie issues des éco-organismes. Mettre en place une signalétique claire et pédagogique pour permettre aux usagers d'identifier les types de déchets collectés, leur taux de valorisation, leur destination et le suivi de leur traitement, afin d'encourager une meilleure participation au tri et au réemploi.

INDICATEURS

- Nombre de bennes avec signalétique installée.
- Nombre de supports de communication produits.
- Nombre de déchèteries équipées.
- Évolution du taux de tri ou de valorisation constaté pour les filières visées.
- Taux de satisfaction ou compréhension des usagers (via enquête ou retour d'agents de déchèterie).
- Réduction des erreurs de tri ou des refus de bennes (indicateur indirect).
- Nombre d'éco-organismes associés ou valorisés dans la signalétique.

OBJECTIFS

- Informer les usagers sur le fonctionnement et la finalité des filières REP présentes en déchèterie.
- Valoriser l'engagement des citoyens en montrant concrètement ce que deviennent les déchets triés.
- Améliorer la qualité du tri en déchèterie.
- Favoriser l'adhésion des usagers au geste de tri en démontrant son utilité réelle.
- Contribuer à l'atteinte des objectifs de valorisation matière fixés par la loi (loi AGEC, la transition énergétique pour la croissance verte -LTECV).
- Renforcer la transparence et la confiance dans la gestion des déchets.
- Faire preuve de transparence sur les coûts réels.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Recensement des bennes concernées en déchèterie relevant de filières REP (mobilier, DEEE, textiles, DDS, pneumatiques, jouets, articles de sport…).
- Collecte des données sur la destination des déchets, leur taux moyen de valorisation, les prestataires impliqués (éco-organismes), les types de valorisation (réemploi, recyclage, valorisation énergétique…).
- Création de supports de signalétique simples et visuels (panneaux, affiches plastifiées, QR codes renvoyant vers des vidéos ou pages explicatives).
- Installation sur site à proximité immédiate des bennes, avec possibilité de supports amovibles ou évolutifs.
- Formation ou information des gardiens de déchèteries pour qu'ils puissent relayer les messages auprès du public.
- Communication complémentaire en ligne sur le site de l'agglomération, via les réseaux sociaux.
- Suivi des retours d'usagers et évaluation de la compréhension et de l'impact de la signalétique.
- Communiquer aux abords des PAV également.

CIBLE

- Usagers des déchèteries (particuliers et professionnels).
- Grand public sensibilisé ou non au tri.

BUDGET

Budget : 12 000 euros / an

Années précédentes : signalétiques revues en déchèteries 10 000 euros par déchèterie. Attention message à compléter suivant cette fiche action.

- Création graphique des supports et impression stickers PAV : 10 000 € (200 PAV au total)
- Installation des panneaux sur site + création graphique - prestataire extérieur : 2 000 euros (prix d'un panneau en déchèterie)
- Collectes de données : 0 euro (en interne)

Aides financières possibles : citeo, voir autres éco organismes / REP + Région.

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission prévention.
- Appui du service communication pour la création des supports.
- Agents d'accueil et gardiens de déchèterie pour relayer les informations aux usagers.

Partenaires :

- Éco-organismes concernés (Eco-mobilier, Ecosystem, EcoDDS, Valdelia, Ecologic…).
- CITEO pour les filières emballages, si un lien est envisagé.
- Les organismes porteurs de données (taux de valorisation, suivi déchets…).

CALENDRIER

- 1er semestre 2027 : Recensement des bennes et filières des 10 déchèteries + PAV stratégiques.
- second semestre 2027 : Collecte de données : valorisation / destination.
- 2028 : Création et impression des supports pour déchèteries et PAV + Installation sur site et Communication grand public sur les RS.
- 2029-2032 : Etendre l'action sur les autres déchèteries et PAV.

Référence ECI / TETE et COT : La collectivité informe et sensibilise le grand public 5.1.1

DISTINCTION TERRITORIALE POUR RÉCOMPENSER LES ENTREPRISES VERTUEUSES

Action 1.1 RECO : Création d'un macaron « entreprise engagée » : distinction territoriale. Création d'un réseau d'entreprises vertueuses et de sa mise en lumière : communication positive sur les réseaux sociaux. Partenariat avec le Conseil de Développement en Dracénie. Création et attribution d'un macaron récompensant les bonnes pratiques de tri, de recyclage et de valorisation des déchets + prévention et réemploi.

INDICATEURS

- Nombre d'entreprises candidates au macaron.
- Nombre d'entreprises ayant obtenu le macaron.
- Note moyenne obtenue par les entreprises évaluées.
- Nombre de vidéos de promotion réalisées et diffusées.
- Nombre de visites sur les pages de présentation des entreprises primées (site internet et réseaux sociaux).
- Évolution des tonnages de déchets valorisés par les entreprises primées (le cas échéant).
- L'évolution de l'activité de l'entreprise depuis la remise du macaron et de sa promotion.

OBJECTIFS

- Réduire la production de déchets : Promouvoir les actions permettant de réduire la production de déchets à la source, en favorisant notamment la réduction des emballages ou la gestion des excédents.
- Encourager le tri efficace des déchets : Inciter les entreprises à adopter des pratiques rigoureuses pour trier leurs déchets à la source et réduire leur empreinte environnementale.
- Sensibiliser et former les collaborateurs et partenaires : Encourager les entreprises à former leurs équipes et à sensibiliser leurs partenaires aux bonnes pratiques de gestion des déchets.
- Contribuer à l'économie circulaire : Valoriser les entreprises qui participent activement à la réduction des impacts environnementaux en réutilisant ou en valorisant les déchets dans une démarche d'économie circulaire.
- Offrir une reconnaissance publique et communicationnelle des actions entreprises en faveur du développement durable. Le macaron constitue une reconnaissance officielle de l'engagement de l'entreprise envers la réduction de son impact environnemental. Il permet de valoriser l'image de marque de l'entreprise et de renforcer sa crédibilité auprès de ses clients, partenaires et collaborateurs.
- Des chefs d'entreprises primées qui seront des ambassadeurs sur le terrain.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Élaboration du cahier des charges détaillant les critères d'éligibilité et les modalités d'évaluation.
- Campagne de communication pour informer les entreprises de l'existence du macaron et des bénéfices associés.
- Accompagnement et visite des entreprises candidates pour vérifier la mise en oeuvre des actions. Evaluer le dossier reçu et se rendre sur place avec un jury composé de membres du Codev et de la direction des déchets.
- Attribution du macaron aux entreprises ayant obtenu au moins 15/20.
- Remise du macaron autocollant et production d'une capsule vidéo de valorisation.
- Organisation d'une soirée pour la remise officielle des macarons (1 à 2 / ans - voir durant la semaine des Transitions).
- Suivi annuel et réévaluation pour le renouvellement de la distinction.

CIBLE

- Entreprises du territoire de la Dracénie Provence Verdon Agglomération (DPVa), toutes tailles confondues, engagées ou souhaitant s'engager dans une démarche de gestion durable des déchets.

BUDGET

2 300 euros / an

- Création graphique et impression des macarons autocollants : 300 euros
- Réalisation des vidéos de promotion (en interne) : 0
- Communication / promotion (réseaux) : 0
- Animations pour remise officielle des macarons - soirée / presse : 2 000 euros

MOYENS HUMAINS :

- Chargé(e) de mission prévention des déchets.
- Direction de la communication.
- Éventuellement un(e) chargé(e) de développement économique ou d'accompagnement des entreprises.
- Membres du Codev en Dracénie.

Partenaires :

- Associations d'entreprises locales.
- Les communes.
- Entreprises primées (pour la diffusion des bonnes pratiques).

CALENDRIER

- 2025 : Remise de 4 macarons (sans communication - phase de test) - dossier de candidature revu en fin d'année - proposer un dossier pré-rempli pour faciliter le travail du chef d'entreprise. Soirée de remise officielle en juin 2025.
- 2026 : Campagne de communication sur l'existence de cette distinction territoriale. Analyse des dossiers et visites sur site. Proposer une soirée de remise officielle - Bilan en fin d'année et ajustements possibles. Réalisation des vidéos des 4 primés de juin 2025. Réévaluation des primés de 2025. Création d'une page sur le site de l'agglomération mettant en avant ce réseau d'entreprises vertueuses.
- 2027-2032 : Poursuivre l'action. Animer ce nouveau réseau d'entreprises vertueuses.

Référence ECI / TETE et COT : Aider à l'action à destination des acteurs économiques 5.3.2

CRÉER UN RÉSEAU D'AMBASSADEURS PARMI LES ENTREPRISES PRIMÉES / MACARON ENTREPRISE ENGAGÉE EN DRACÉNIE. ACTIONS DE TÉMOIGNAGES ET D'ACCOMPAGNEMENT DES AUTRES ENTREPRISES

Action 1.2 RECO : Créer un réseau d'ambassadeurs parmi les entreprises labellisées avec le macaron local (entreprises exemplaires en matière de prévention des déchets), afin qu'elles deviennent des relais et accompagnatrices d'autres entreprises du territoire : partage de bonnes pratiques, témoignages, retours d'expérience et conseils concrets pour réduire les déchets.

INDICATEURS

- Nombre d'entreprises labellisées devenues « ambassadeurs ».
- Nombre d'entreprises accompagnées par ces ambassadeurs.
- Nombre d'événements, accompagnement ou temps d'échanges organisés.
- Taux de satisfaction des entreprises bénéficiaires.
- Évolution des performances déchets dans les entreprises accompagnées.

OBJECTIFS

- Créer une dynamique territoriale d'entraide entre entreprises autour de la prévention des déchets.
- Valoriser les entreprises déjà engagées via le macaron local en leur donnant un rôle de référents.
- Développer une culture du partage de solutions concrètes et réalistes adaptées aux contraintes locales.
- Encourager d'autres structures à s'engager dans des démarches de réduction à la source.
- Fédérer les acteurs économiques autour des objectifs du PLPDMA.
- Réduire les déchets d'activités économiques.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Réunir les entreprises primées du territoire pour leur expliquer nos attentes.
- Cadrage du rôle d'ambassadeur : charte d'engagement, périmètre d'intervention, types d'actions (témoignage, accompagnement…).
- Organisation de temps d'échanges (matinales) où les ambassadeurs partagent leur expérience. Des réunions pour des entreprises de même activité pour partage de mêmes problématiques afin de les résoudre ensemble.
- Production de témoignages, vidéos de bonnes pratiques, relayés sur les RS de DPVa cf action 1.1 RECO (vidéos des entreprises primées).
- Mise en relation directe entre ambassadeurs et entreprises intéressées pour un accompagnement ponctuel : échanges de coordonnées.
- Communication autour de la démarche pour élargir la communauté (réseaux sociaux, presse locale, partenaires économiques).

CIBLE

- Entreprises du territoire, toutes tailles et secteurs confondus.
- Entreprises déjà engagées dans des démarches de réduction des déchets ou labellisées.
- Entreprises novices, souhaitant bénéficier de retours d'expérience et d'aide de terrain.
- Partenaires économiques souhaitant s'associer à la dynamique territoriale.

BUDGET

2 000euros / an

- Animation du réseau (réunions, matinales) : 2 000 €
- Création de supports de communication + vidéos : 0 euros (en interne et sur les RS + mailing)

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission économie circulaire.
- Chargée de mission prévention.
- Appui du service communication.
- Implication des entreprises ambassadeurs dans la limite de leurs disponibilités.

Partenaires :

- Entreprises labellisées.
- CMA, CCI et autres acteurs économiques.
- Réseaux d'entreprises (clubs, associations locales).
- ADEME ou Région Sud (possibles soutiens à l'animation territoriale).
- CODEV : co organisateur du macaron (distinction territoriale).

CALENDRIER

- 2027 : Réunir les entreprises primées, cadrage du réseau, nos attentes + Mise en relation directe entre ambassadeur et entreprise en attente de solutions. Communiquer sur leur rôle auprès des autres entreprises de la Dracénie.
- 2027 - 2028 : 1ère réunion / matinale de partage + Mise en relation directe entre ambassadeur et entreprise en attente de solutions.
- 2028 : Poursuite de l'action - Etendre le réseau des ambassadeurs.

Référence ECI / TETE et COT : Fédérer les acteurs économiques 5.3.3

PROMOUVOIR LES ÉVÉNEMENTS OU PROJETS EXEMPLAIRES DE NOTRE TERRITOIRE ; PROJETS ISSUS DES SCOLAIRES, ASSOCIATIONS, ENTREPRISES ET COLLECTIVITÉS.

Action 2.1 RECO : Promouvoir les événements et initiatives vertueuses organisés sur le territoire de la Dracénie par des scolaires, associations, collectivités ou entreprises, en lien avec la réduction des déchets et l'économie circulaire. Exemples : marché de Noël zéro déchet, projets industriels innovants (ex. : machine à broyer le bois de l'entreprise CHV qui sera mise à disposition des autres entreprises intéressées), opérations de réemploi, de sensibilisation ou de mutualisation.

INDICATEURS

- Nombre d'initiatives locales repérées et valorisées.
- Nombre de publications (articles, vidéos, posts) diffusées autour de ces actions.
- Nombre de vues/interactions sur les supports de communication.
- Nombre de projets inspirés ou répliqués à partir des actions exemplaires.
- Nombre de partenaires locaux impliqués (mutualisation).

OBJECTIFS

- Mettre en lumière les bonnes pratiques locales pour en faire des sources d'inspiration.
- Valoriser les porteurs d'initiatives qui s'engagent concrètement dans la réduction des déchets.
- Encourager d'autres acteurs du territoire à s'engager en montrant que des actions concrètes sont possibles et efficaces.
- Créer une dynamique de réplication ou de mutualisation de solutions.
- Donner une visibilité positive aux démarches locales vertueuses dans le cadre du PLPDMA.

MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

- Identification des actions exemplaires : par veille, appels à initiatives, contacts avec les réseaux associatifs ou consulaires.
- Sélection des initiatives selon des critères (réduction des déchets à la source, innovation, reproductibilité, impact local, participation citoyenne, etc…).
- Création de formats de valorisation : Articles ou portraits sur le site de l'agglomération / Publications sur les réseaux sociaux (témoignages, photos) / Capsules vidéos ou interviews.
- Organisation de réunions ponctuelles pour des projets qui peuvent être mutualisés (ex machine à broyer le bois).
- Création d'une carte interactive ou d'une galerie d'initiatives ou événements vertueu(x)ses sur le site web de l'agglomération.

CIBLE

- Collectivités locales (communes, écoles, établissements publics).
- Entreprises du territoire, artisans, commerces.
- Structures associatives et de l'ESS.
- Établissements scolaires, centres sociaux, centres de loisirs.
- Associations sportives, culturelles…

BUDGET

2 000euros / an

- Création de contenus (rédaction, photos, vidéos) : 0 euro (en interne)
- Communication numérique + presse : 0 euro (en interne)
- Réunions / Animations : 2 000 €

MOYENS HUMAINS :

- Chargé de mission prévention.
- Direction du développement économique.
- Direction de la communication.
- Participation volontaire des porteurs de projet (témoignages, contenu).
- Possibilité de mobiliser un alternant pour l'animation du recensement ou la réalisation de contenus.

Partenaires :

- Entreprises locales engagées dans des démarches innovantes.
- CMA, CCI, partenaires institutionnels, clubs d'entreprises.
- Les ambassadeurs qui sont sur le terrain (remontées d'informations).

CALENDRIER

- 2027 : Choix et création des formats de valorisation des actions. Identification des 1ères actions exemplaires ou 1ers projets à mutualiser + mise en place de réunions.
- 2028 : Publication régulières des actions vertueuses. Création d'une page web sur le site de l'agglomération relayant les exemples vertueux de notre territoire. Bilan de l'action.
- 2029 - 2032 : Poursuivre l'action sur le territoire.

Référence ECI / TETE et COT : Mettre en oeuvre et valoriser les actions 1.1.5


PRADA
MILANO
Φιλελεύθερος
Η ΚΑΘΗΜΕΡΙΝΗ
ΤΗΣ ΚΥΡΙΑΚΗΣ
VOGUE
Η Βίβλος της Μόδας
Ένας τίτλος, μια ιστορία

4.3 LE BUDGET ET ETP

POSTES DE DÉPENSES POUR LES 36 ACTIONS	BUDGET Total / an
Goodies, cabas, stop pub, logos, macarons…	**28 300 euros** soit 11 % du budget total PLPDMA
Communication : livrets pédagogiques, communication sur mobilier urbain, bus, panneaux de signalétiques…	**77 500 euros** soit 29 % du budget total PLPDMA (+ 2000 euros sur 1 an)
Animations : actions de sensibilisation, ateliers, événements « Fashion Week », intervenants, frais de logistique…	**48 500 euros** Soit 19 % du budget total PLPDMA
Equipements : poubelles de tri, vaisselle réutilisable, création plateforme, remorque…	**23 000 euros** soit 9 % du budget total PLPDMA (+ 30 000 euros sur 1 an)
Etudes, offres de formation	**40 000 euros** Soit 16 % du budget total PLPDMA (+ 55 000 euros sur 1 an)
Actions incitatives : chèques réparation, prime achat de broyeurs	**40 000 euros** soit 16 % du budget total PLPDMA
TOTAL	**257 300 euros** (+ 87 000 sur 1 an) Soit environ 271 800

BUDGET PLPDMA / AN :

- 257 300 euros + 87 000 sur 1 an soit environ 271 800 euros / an soit 1 % du budget global des déchets.

Sur les 257 300 euros / an on a 174 300 euros en budget de fonctionnement et 83 000 euros en investissement.

Et sur les 87 000 euros sur 1 an on a 45 000 euros en fonctionnement et 42 000 euros en fonctionnement.

TOTAL BUDGET PLPDMA SUR 6 ANS :

- 1 630 800 euros

Subventions possibles : COT, EIT, ADEME, PAT

Tenir compte du potentiel de coûts évités grâce au PLPDMA, estimé à **1,26 M€ sur 6 ans** (sur la base de 3 850 tonnes évitées à un coût global complet de 327,25 €/t : traitement 210 €/t, transport 12,50 €/t, collecte 104,75 €/t).

A Noter : Ce montant représente une estimation théorique globale. L'économie budgétaire effectivement réalisée dépendra de la part variable des coûts réellement impactée par la baisse des tonnages et de la structure tarifaire des marchés publics en cours. »

Aucun recrutement pour le PLPDMA :

1 ETP qui coordonne en transversalité le programme et mobilisation de toutes les directions.

Intégration des actions du programme dans le plan de charge des chargé(e)s de mission actuels et des moyens existants puisque les actions du PLPDMA font partie des objectifs du PAT, de l'EIT, de TI, du PCAET, de SPASER, et bien sûr de la DPVD. Il répond aussi au Label TETE et au COT.

Aides RH : Partenaires extérieurs (chambres consulaires, associations, clubs d'entreprises), agents communaux, membres du CODEV, bureau d'études éventuels, stagiaires alternants.

EN RÉSUMÉ : MODÈLE ÉCONOMIQUE DU PROGRAMME

BUDGET PRÉVISIONNEL

POSTE DE DÉPENSE	BUDGET ANNUEL
Communication & Outils Pédagogiques	77 500 €
Animations de Terrain & Événements	48 500 €
Études d'ingénierie & Formations	40 000 €
Incitations Directes (chèques réparation et achat broyeurs)	40 000 €
Goodies et cabas	28 300 €
Equipements - plate-forme	23 000 €
TOTAL : 257 300 € / an (soit seulement 1% du budget gestion déchets)	

BILAN & PERFORMANCE

1,26 M€

ÉCONOMIES ESTIMÉES A CE JOUR

Modélisation basée sur 3 850 tonnes évitées sur 6 ans (coût évité : traitement = 6 721 K€ (budgété) / 32 000 T = 210 €/T - transport = 400 K€ pour 32 000 T soit 12,5 €/T - collectes en PAV = 104,75 €/T) soit un total de 327,25 €/T

Ressources Humaines : Maîtrise budgétaire. Aucun recrutement de personnel externe requis. Coordination interne transversale..



CONCLUSION / LEXIQUE

Le PLPDMA est un outil essentiel pour coordonner les efforts de tous les acteurs publics et privés dans la gestion des déchets. En unissant nos forces, nous pourrons atteindre les objectifs de réduction des déchets, améliorer le recyclage et réduire l'impact environnemental de notre territoire. Ce plan sera réévalué régulièrement pour s'adapter aux nouvelles réalités et continuer à répondre aux défis environnementaux.

TERME	Définition	Niveau dans la hiérarchie des déchets
Réduire	Action de prévention : moins produire et moins consommer	Très haut le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas
Réparer	Remettre en état un objet abîmé ou en panne pour qu'il retrouve sa fonction initiale.	Très haut (évite de jeter et de consommer du neuf)
Réutiliser / Réemployer	Réutiliser un objet tel quel ou presque, sans modification lourde, souvent par un autre utilisateur.	Très haut également (évite la production et le traitement des déchets)
Recycler	Transformer un déchet en matière première secondaire pour fabriquer un nouveau produit.	Moins haut (il faut de l'énergie et des procédés industriels)
Valoriser	Donner une valeur à un déchet, que ce soit en matière, en énergie ou en compost. Le recyclage en fait partie.	Variable selon le type de valorisation (matière > organique > énergétique)

RECOMPENSER : pour une communication positive (Distinction territoriale, communiquer sur les bilans et taux de réduction obtenu, communiquer sur les actions vertueuses).

Dans le contexte d'un **PLPDMA** le terme « **réduire** » désigne l'ensemble des actions visant à **diminuer la quantité et/ou la nocivité des déchets produits,** avant même qu'ils ne soient pris en charge par les filières de gestion (collecte, traitement, valorisation…).

- Définition opérationnelle de « réduire » dans un PLPDMA :

  Réduire, c'est **éviter la production de déchets à la source, ou en limiter le volume ou la toxicité,** afin de minimiser les impacts environnementaux, économiques et sociaux liés à leur gestion.

- **Cela inclut par exemple :**

  - La **sobriété de consommation** (moins d'achats inutiles)
  - L'**allongement de la durée de vie des produits** (réparation, réemploi)
  - La **réduction des emballages**
  - La **lutte contre le gaspillage alimentaire**
  - Le **compostage domestique,** qui permet d'éviter le traitement des biodéchets
  - La **dématérialisation** (moins de papier)

- Objectif :

  Réduire les déchets est **l'action la plus en amont de la hiérarchie de traitement des déchets** (prévention > réutilisation > recyclage > valorisation > élimination).C'est également l'action **la plus efficace pour limiter les impacts environnementaux et les coûts de gestion** pour la collectivité.

DÉFINITIONS :

Les déchets ménagers et assimilés regroupent l'ensemble des déchets produits par les ménages et des déchets dits « assimilés », qu'ils soient collectés en déchèterie, en point d'apport ou en porte-à-porte. Les déchets assimilés correspondent aux déchets des activités économiques (d'origine artisanale et commerciale) qui, compte-tenu de leurs caractéristiques et des quantités produites, peuvent être collectés sans sujétions techniques particulières.

Un produit biosourcé : est fabriqué avec de la matière issue du vivant. A partir de végétaux (blé, colza, lin, chanvre, sciure de bois…) ou de matière venant des animaux (laine de mouton, déchets organiques…), il est possible d'obtenir des molécules et des matériaux qui serviront à fabriquer des objets.

« Les Musées préservent notre passé ; le recyclage préserve notre avenir »

Théodor Wiesengrund Adorno.


e-country
SOLAR
SOLAR

Dracénie Provence Verdon
agglomération

7 rue des Endronnes
83300 Draguignan

Tél. 04 94 50 07 00
plpdma@dracenie.com

Ne pas jeter sur la voie publique · Imprimé sur papier recyclé par Pub Store · Crédits photos : Dracénie Provence Verdon agglomération, IStock, F. Vauban, C. Moirenc.

DRACÉNIE
PROVENCE VERDON
agglomération